



L'emploi des sigles dans le discours des professionnels de
l'aménagement-urbanisme :

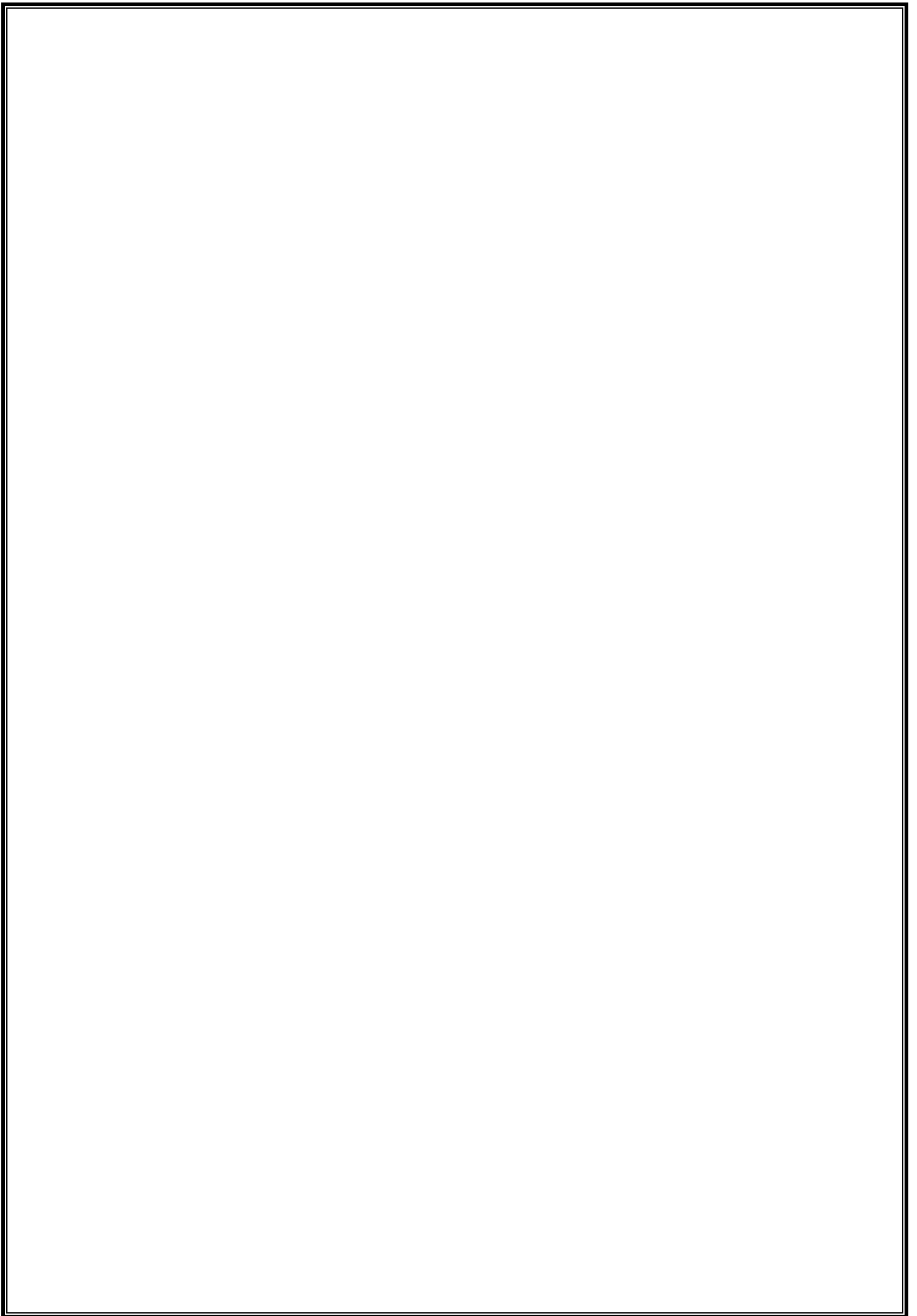
Manipulation volontaire ou ésotérisme inconscient ?

Mémoire de recherche
Master recherche 2^{ième} année – Magistère 3^{ième} année

2006

Présenté par
Magali Guittard

Dirigé par
Denis Martouzet





L'emploi des sigles dans le discours des professionnels de
l'aménagement-urbanisme :

Manipulation volontaire ou ésotérisme inconscient ?

Mémoire de recherche
Master recherche 2^{ième} année – Magistère 3^{ième} année

2006

Présenté par
Magali Guittard

Dirigé par
Denis Martouzet

« Adoption des délibérations relatives au PLU, PLH et PDP »

INTRODUCTION	2
PARTIE I PRESENTATION DE LA RECHERCHE	5
<i>I Des observations comme point de départ</i>	5
<i>II Les hypothèses</i>	6
<i>III Quelques définitions nécessaires</i>	7
A Les professionnels : de qui s'agit-il ?	7
1 Qu'est-ce qu'un professionnel ?	7
B Le langage : de quoi s'agit-il ?	18
1 Langue et pouvoir : les attributs du langage	19
2 La communication	25
C : Les sigles, un aspect particulier de la langue	29
1 Distinctions entre les figures	29
2 Des origines à nos jours	31
3 La contribution des sigles	33
PARTIE II LE CŒUR DE LA RECHERCHE	37
<i>I L'aménagement et les individus</i>	37
A L'aménagement et le profane	37
1 Qu'est-ce que l'aménagement-urbanisme ?	37
2 Le pouvoir de l'aménagement	38
B Tous concernés	39
1 L'aménagement au cœur de la cité	39
2 Tous acteurs	41
<i>II L'aménagement et le discours</i>	45
A Le langage urbain et urbanistique	45
1 Sur la ville	46
2 De la ville	47
3 Qui conçoit la ville	48
B Langage, langue et profession	49
1 Le discours des professionnels	49
2 Le discours spécifique des aménageurs-urbanistes	52
3 L'aménagement-urbanisme et son métalangage	55
<i>III L'aménagement, les professionnels et les sigles</i>	59
1 Un danger pour la compréhension	59
3 Un danger pour l'aménagement	68
PARTIE III LES PROFESSIONNELS SONT-ILS DES MANIPULATEURS OU DES VICTIMES ?	72
<i>I La vérification des hypothèses par des entretiens avec des professionnels</i>	72
A Le contexte des rencontres	72
1 L'aménagement-urbanisme canadien	72
2 L'aménagement-urbanisme québécois	73
3 Les sigles québécois	74
4 La France, le Québec et l'aménagement-urbanisme	75
B La démarche méthodologique	75
1 Un questionnaire pour mener l'entretien	75
2 Les aménageurs-urbanistes interrogés	76
<i>II Les résultats des entretiens : des réponses à l'analyse</i>	77
1 Ce que les aménageurs-urbanistes ont répondu	77
2 L'analyse des réponses pour dégager des comportements	78
C Le Québec, la France et les sigles	81
1 Esotérisme français et manipulation québécoise	81
2 Spécificité française	82
CONCLUSION	83
BIBLIOGRAPHIE	86
TABLE DES SIGLES	90
TABLES DES ABREVIATIONS ET SYMBOLES	95
TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS CANADIENS	96
TABLE DES MATIERES	97
ANNEXES	99

Introduction

« Dieu dit « Que la lumière soit », et la lumière fut. »

Un énoncé clair, pour une efficacité d'exécution. Cette parole fondatrice devrait être le modèle de tout propos.

Elle engendra un monde où vivent des êtres qui communiquent entre eux.

Les Hommes ont développé la capacité de penser. Elle leur a permis de multiplier les moyens de communiquer : langues, gestes, signes, images, sons, etc. Aujourd'hui, l'être humain est saturé de réseaux de communication, d'échanges et d'information. De plus, il exige que les connexions soient rapides.

« La langue est un trésor où chacun puise ses ressources. »¹ Pierre Bourdieu signale que tous ne puisent pas les mêmes ressources. La part du trésor n'est pas égale. La langue qui voulait être un outil d'échanges, devient un instrument du pouvoir : qui domine le langage, maîtrise le monde.

Il est question dans ce mémoire de recherche de langage, d'hommes et d'ordonnement du monde, d'aménagement de l'espace vécu, de la ville organisée, d'urbanisme.

La démocratie participative réunit ces trois éléments. Elle donne la parole aux citoyens pour un échange avec les professionnels et les élus, sur des sujets comme des projets de ville ou de rénovation urbaine.

Comment se parlent-ils ? Dans quels termes s'adresse le savant, celui qui sait, au néophyte ? Peuvent-ils se comprendre, s'ils n'ont pas un langage commun ? Est-ce qu'un effort des deux côtés veut être fait pour garantir une parfaite compréhension ?

Si le langage est codé, obscur, la participation ne peut pas exister. L'ambition insensée des fils de Noé de construire la plus haute tour, a été anéantie par la confusion des langues. Les processus de participation citoyenne ne doivent pas conduire à la tour de Babel. Une langue commune doit être le ciment d'une telle construction.

Il existe 6 000 langues à travers le monde, mais elles sont menacées de disparition par la mondialisation ; l'anglais devient la langue véhiculaire. Avant la disparition, une langue s'appauvrit en perdant des vocables, des expressions.

La multiplication des sigles conduit à cet affaiblissement.

« La multiplication des sigles répond, nous l'avons dit, aux impératifs du développement des techniques de communication et d'information qui contraignent à la rapidité, à la concision, à la condensation. Il convient de relever aussi qu'elle accentue les particularismes et les corporatismes et qu'elle engendre souvent des phénomènes d'incompréhension et d'« incommunication ». »²

Les sigles, ces groupes de lettres, plus ou moins longs, plus ou moins prononçables, sont autant de verrous, de barrières pour ceux qui n'en ont pas les clés. C'est pourquoi, la présente recherche tentera de montrer l'herméticité d'un langage ponctué de sigles pour les

¹ P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Points Seuil, 2001, p. 67

² J. Mattéoli, président du Conseil économique et social, dans sa préface au *Dictionnaire des sigles des domaines économiques et sociaux*, La maison des dictionnaires, 1992

non initiés et peut-être même pour ceux qui croient savoir. Donnons juste un exemple de la multiplication des sigles : le changement de nom du CESA (Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement) qui était déjà un sigle ; aujourd'hui le DA (Département d'Aménagement) composant de l'EPUT (Ecole Polytechnique de l'Université de Tours). Il est l'un des trois départements de l'Ecole, les deux autres sont le DI et le DP (Départements d'Informatique et de Productique). Quatre sigles ont été formés pour une Ecole. Une autre illustration, prise dans le domaine auquel nous allons nous attacher par la suite. En aménagement, lorsqu'une loi est adoptée, elle engendre généralement des outils, des programmes de financement et des instances d'animation et de suivi. Chacune de ces créations est désignée par un sigle.

La raison qui justifie l'emploi des sigles est : gagner du temps. « Manger » les mots pour aller au plus vite. Mais n'est-ce pas « mordre » à pleines dents dans les concepts ?

« On remarqua qu'en abrégant ainsi un mot, on restreignait et changeait subtilement sa signification, car on lui enlevait les associations qui, autrement, y étaient attachées. [...] *Comintern* est un mot qui peut être prononcé sans réfléchir tandis que *Communisme International* est une phrase sur laquelle on est obligé de s'attarder, au moins momentanément. [...] De même, les associations provoquées par un mot comme *Miniver* étaient moins nombreuses et plus faciles à contrôler que celles amenées par *Ministère de la Vérité*. [...] Ce résultat était obtenu, non seulement par l'habitude d'abréger chaque fois que possible, mais encore par le soin presque exagéré apporté à rendre les mots facilement prononçables. »³

Nous pensons que le recours systématique aux sigles dans le discours des aménageurs-urbanistes représente une menace pour la participation citoyenne, voire au-delà, pour la discipline elle-même.

« Les HLM mobilisées pour les opérations ANRU », « Une révision du POS qui conduit au PLU », « Adoption des délibérations relatives au PLU, PLH et PDP », « Un espace de liaison entre ZAC et ZUP à Planoise. »⁴ Certes, ce sont des titres d'un journal lu par des professionnels, mais qu'est-ce qui nous empêche de croire que des non professionnels lisent ce genre de presse, ou que les professionnels gardent ce langage, parce qu'il est le leur, lorsqu'ils s'adressent à la population.

Comment peut-on communiquer, comment peut-on échanger si une partie du discours est tronquée, si les armes ne sont pas égales ? Les armes du langage bien entendu, car celles du savoir sont plus nombreuses du côté des professionnels.

Le travail de recherche a voulu répondre à cette interrogation :

Est-ce une décision de la part des professionnels d'employer des sigles lorsqu'ils sont en contact avec la population, ou est-ce par négligence, par tic de langage ?

De là, notre hypothèse double : soit il s'agit d'une manipulation volontaire pour maintenir un statut d'expert ; soit il s'agit d'une forme d'ésotérisme qu'il leur est difficile de contrôler.

Et derrière elle se profile celle qui s'interroge sur la compréhension du public et des professionnels des sigles utilisés par les aménageurs-urbanistes, pour que la démocratie participative puisse s'instaurer véritablement et efficacement.

D'un point de vue méthodologique, nous avons commencé par clarifier les termes, afin que les bases soient explicites et le cheminement possible. Les trois composantes

³ G. Orwell, 1984, Appendice sur les principes du novlangue, p. 403

⁴ *Le Moniteur des travaux public*, du 5 août 2005, 28 juin 2005, 2 novembre 2001, 10 novembre 2000

essentielles de la recherche ont donc été délimitées et des hypothèses ont été formulées ; puis nous avons observé comment elles interagissent entre elles. Enfin, nous avons vérifié nos hypothèses.

Le plan de ce mémoire suit la démarche méthodologique.

Nous partons d'une recherche documentaire sur les professions, puis d'une étude du langage, de la langue en général et sur les sigles en particulier. Ce détour par la sociolinguistique est essentiel pour la suite de la réflexion. En effet, nous avons pu démontrer que tous les individus ne maîtrisent pas le même niveau de langue et l'on sait que toutes les façons de s'exprimer ne se valent pas, au sens où les unes favorisent bien plus que d'autres l'accès à des positions et à des savoirs privilégiés. Cela en fonction de caractéristiques personnelles qui sont fonction d'appartenance sociale. Mais également, qu'une langue est un élément de reconnaissance qui regroupe ceux qui en ont la maîtrise et exclut ceux qui ne l'ont pas.

Le domaine qui nous intéresse est celui de l'aménagement-urbanisme. Nous avons donc tenté de définir dans une deuxième partie, ce qu'est cette discipline et quelle est la pratique de ces professionnels. Cela nous permet de comprendre l'importance de leur action dans la vie en société et que les non professionnels sont impliqués. La relation se joue dans la participation citoyenne. Ainsi, une exploration de la démocratie participative, qui est la toile de fond sur laquelle s'inscrit ce mémoire, montre les limites de cette volonté purement politique. L'une de ces limites est la technicité du langage tenu lors des réunions. Nous considérons que l'emploi des sigles contribue à l'aspect technique des propos.

Nous entrevoyons dans l'emploi des sigles comme une volonté des professionnels à l'égard des citoyens de maintenir une distance, de préserver leur supériorité. La dernière partie relate notre rencontre avec les professionnels ; par manque de temps et aussi pour des raisons d'hypothèses, seuls les aménageurs-urbanistes ont été enquêtés. Nous avons essayé d'obtenir leurs aveux, au Québec et en France.

Par convention, tous les sigles ont été transcrits exclusivement en lettres capitales et sans point, forme la plus simple de la siglaison. La majorité des sigles ne sont pas développés pour que le lecteur vive, face à ces petites énigmes, le sentiment de frustration que peut ressentir un citoyen lambda en écoutant un aménageur-urbaniste. Une liste des sigles utilisés figure à la fin du mémoire à laquelle il pourra se référer.

PARTIE I PRESENTATION DE LA RECHERCHE

Cette première partie nous permet de définir les termes et les champs dans lesquels nous entrerons en détail par la suite. Cette introduction donne également les éléments essentiels pour bien saisir les motivations de la recherche, c'est-à-dire où elle trouve son origine et où elle veut aboutir.

I Des observations comme point de départ

Justification de la recherche

L'intérêt pour les sigles est venu du constat de leur augmentation (en nombre et dans l'usage) non seulement dans la vie quotidienne mais aussi dans les langages d'aménagement-urbanisme. Une simple comparaison entre les rapports de stage de dernière année en Magistère (ou son ancêtre la MST) montre qu'ils sont de plus en plus utilisés. En effet, les rapports de 1987 ou de 1988 comportent rarement des listes de sigles (le fait qu'il n'y en ait pas ne signifie pas pour autant que le document ne comprend pas de sigles, mais que l'auteur juge la quantité négligeable ou qu'ils ne nécessitent pas de traduction), ceux des années suivantes commencent à en contenir et dans les derniers figure systématiquement une « liste » ou « table des sigles utilisés », qui est bien entendu plus riche d'année en année. Mais le nombre d'entrées ne signifie rien ; il est fonction de la nature du travail (différence entre une thèse et un rapport de stage) et aussi du thème étudié (dans le domaine de l'environnement ou du logement, les sigles semblent être plus nombreux). Le choix appartient à l'auteur de ne pas faire figurer tous les sigles rencontrés au cours de la lecture, s'il estime par exemple que TGV n'est plus à développer.

Leur place dans le rapport varie selon l'auteur : placée au début, la liste est considérée comme une clé de lecture, nécessaire à la compréhension ; mise en fin de rapport, la liste n'est qu'un complément d'information.

Toujours d'après cette observation, on peut noter la fluctuation dans l'écriture des sigles : parfois avec des points après chaque lettre comme E.D.F. (certains n'en mettent pas à la dernière, A.F.I.T) ou sans point, CDT. Sigles et abréviations sont considérés comme des équivalents puisqu'on trouve les deux dans les titres de ces tables ; quelquefois, ces deux termes sont coordonnés alors qu'il y a très peu d'abréviations. Les seuls véritables abréviations utilisées dans un mémoire de recherche ou un rapport de stage sont : *Cf.*, *etc.*, *Id.*, *Ib.* et ne sont jamais indiquées dans les index.

Si les sigles sont de plus en plus nombreux dans le langage des « semi-experts » (les étudiants en aménagement-urbanisme), il doit en être de même chez les professionnels.

En effet, un grand nombre de sigles sont issus des politiques d'aménagement et du milieu professionnel. Mélanie Jumel souligne dans son mémoire de DEA, à propos du zonage de politique qui ne résout rien dans la répartition géographique de l'information que « notre culture administrative n'a de cesse d'inventer toujours de nouvelles zones identifiées par des sigles : Zones à Urbaniser en Priorité, Zone d'Aménagement Concerté, Zone d'Aménagement Différé, Zone d'Education Prioritaire. »⁵

⁵ M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, mémoire de DEA, 2000, p. 54

Un exemple particulier : les SEM

Moteurs de l'économie et du domaine social, les Sociétés d'Economie Mixte (SEM) sont les mieux adaptées pour assurer le développement harmonieux des territoires. Elles participent à l'aménagement du territoire auquel elles sont attachées.

Pratiquement tous les grands échelons de l'action territoriale ont créé ou ont recours à une SEM locale. Ces entreprises portent très souvent la marque de leur territoire et de leur activité de prédilection. En voici quelques exemples : Semclohr (Société d'Economie Mixte pour la Construction de LOGements dans le Haut-Rhin), Séli (Société d'Equipelement du Limousin), SELC (Société d'Equipelement du Loir-et-Cher), SEMNA (Société d'Economie Mixte de NAnterre), SODEDAT 93 (Société D'Equipelement et D'Aménagement du Territoire de la Seine-Saint-Denis).⁶

Nous avons cité les sociétés d'économie mixte, mais les syndicats de transport auraient été de bons exemples également.

Les critères retenus

Ce mémoire de recherche n'a pas vocation à établir un dictionnaire des sigles en aménagement-urbanisme. C'est pourquoi aucun recensement exhaustif n'a été fait, mais une liste simple sert de vivier d'exemples.

Les sigles ont été retenus selon certains critères :

- Ils sont issus des différents champs de l'aménagement (transports, habitat, environnement, etc.)
- Ils reprennent les diverses formes de siglaison

Ils peuvent être classés par catégories :

- outils législatifs comme les lois, règlements, documents officiels, etc. (loi SRU, POS)
- outils opérationnels comme les procédures, programmes d'action (ORAC, LEADER+)
- outils techniques (VRD, TSP, TGV, HLM)
- outils financiers (FEDER, DGF)
- zonages (ZUP, ZA, ZPPAUP)
- organismes comme les entreprises, collectivités locales, structures (SNCF, EPCI, CdC, CdA, CCI, EPIC, DDE, PNR, ONF)

La liste des sigles cités figure à la fin du présent document. Les sigles présentés dans le dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement de Pierre Merlin et de Françoise Choay ont servi de base.

II Les hypothèses

Nous tenterons tout au long de ce mémoire, de comprendre pourquoi les aménageurs-urbanistes ont recours aux sigles. Cette recherche apportera peut-être, la ou les raisons pour lesquelles les sigles sont de plus en plus nombreux.

⁶ *Le Moniteur des travaux publics*, « publiscope », 7 octobre 2005

Ainsi, notre première hypothèse peut être formulée de cette façon :

La multiplication des sigles est un phénomène de société, donc leur emploi fréquent est normal chez les professionnels ; il s'agit d'un acte inconscient ;

La seconde hypothèse représente la situation inverse de la première :

Les sigles sont pour les professionnels de l'aménagement-urbanisme des codes qui leur permettent de maintenir une position supérieure dans les débats sur les projets d'aménagement-urbanisme ; il s'agit alors de constituer volontairement un langage hermétique, ésotérique.

Enfin, une dernière hypothèse veut montrer que l'usage des sigles entraîne un risque pour la communication sur l'aménagement-urbanisme, que ce soit vers le public, ou que ce soit entre tous les professionnels impliqués dans un projet.

III Quelques définitions nécessaires

Afin de vérifier ces hypothèses, il est nécessaire de délimiter le champ d'investigation de la recherche. C'est pourquoi, nous donnons trois définitions importantes : celle des professionnels de l'aménagement-urbanisme ; celles du langage et des sigles.

A Les professionnels : de qui s'agit-il ?

Une première définition pourrait être celle du dictionnaire :

« Personne qui exerce régulièrement une profession, un métier ; personne qui a une expérience particulière dans un métier, une activité »⁷.

Mais l'objet de cette partie est d'aller au-delà de cette définition. Nous tenterons de comprendre comment s'établit et fonctionne une organisation professionnelle pour ensuite étudier la figure complexe de l'aménageur-urbaniste.

1 Qu'est-ce qu'un professionnel ?

a : Les professions

Sociologie des professions

La sociologie des professions a longtemps été considérée en France comme un sous-ensemble de la sociologie. Les Anglo-Saxons s'y intéressent depuis de nombreuses années et ont été les premiers à différencier la *profession* (les professionnels membres pourvus de droits spécifiques tels que de se constituer en association autonome et reconnue, interdire l'exercice de l'activité à ceux qui n'en sont pas membres, organiser la formation) de l'*occupation* (toutes les autres activités).

En français, le terme profession recoupe quatre sens (qui renvoient à quatre points de vue) : déclaration (vocation professionnelle), emploi (classification professionnelle), métier (spécialisation professionnelle), et fonction (position professionnelle). Malgré un travail de recherche sur la distinction entre profession et métier, les définitions respectives de ces

⁷ Le petit Larousse illustré 2004, article « professionnel »

termes ne sont pas toujours très satisfaisantes. Pour la suite de ce mémoire, nous adopterons la définition canonique anglo-saxonne de *profession* :

- « 1, les professions traitent d'opérations intellectuelles associées à des grandes responsabilités individuelles
- 2, leurs matériaux de base sont tirés de la science et d'un savoir théorique
- 3, qui comportent des applications pratiques et utiles
- 4, et sont transmissibles par un enseignement formalisé
- 5, les professions tendent à l'auto-organisation dans des associations
- 6, et leurs membres ont une motivation altruiste. »⁸

Claude Dubar et Pierre Tripier présentent dans leur ouvrage, trois modèles dégagés de l'histoire des idées religieuses et des activités de travail (deux notions fortement liées) qui influencent l'organisation économique. Il s'agit des :

- modèle catholique des corps d'Etat : la profession-corps
- modèle collégial : la profession-confrérie
- modèle libéral : la profession illégitime

A côté de ces modèles, deux théories s'opposent :

- le fonctionnalisme (ou l'importance de l'organisation sociale)
- l'interactionnisme (ou l'importance de la profession comme accomplissement de soi)

Selon les auteurs, les professions ont trois enjeux :

- « Les professions représentent des formes historiques d'organisation sociale, de catégorisation des activités de travail qui constituent des enjeux politiques, inséparables de la question des rapports entre l'Etat et les individus, question désignée traditionnellement, depuis Durkheim, en sociologie, comme celle des « groupes intermédiaires ».
- Les professions sont aussi des formes historiques d'accomplissement de soi, des cadres d'identification subjective et d'expression de valeurs d'ordre éthique ayant des significations culturelles. [...]
- Les professions sont, enfin, des formes historiques de coalitions d'acteurs qui défendent leurs intérêts en essayant d'assurer et de maintenir une fermeture de leur marché du travail, un monopole pour leurs activités, une clientèle assurée par leur service, un emploi stable et une rémunération élevée, une reconnaissance de leur expertise.[...]. »⁹

Nous verrons par la suite quelles en sont les applications pour le milieu professionnel de l'aménagement-urbanisme.

Organisation sociale

Une profession résulte d'un processus identitaire. Si *professer* signifie déclarer, alors le professionnel affirme son statut et prouve sa réalisation sociale. La profession est un accomplissement de soi, d'autant plus lorsqu'elle résulte d'un choix, d'un appel. De même, pour situer quelqu'un, on lui demandera son activité professionnelle, s'il a oublié de se

⁸ C. Dubar et P. Tripier, *Sociologie des professions*, Armand Collin, 2005, p. 2

⁹ Id. p. 7

présenter en la mentionnant. Il peut l'exprimer selon les quatre points de vue (vocation, classification, spécialisation ou position). L'ascension sociale se fait par le poste occupé ; avoir une activité professionnelle est une marque d'intégration. C'est pourquoi en ces temps de chômage, certaines personnes se cherchent une place dans la société et peuvent se sentir en marge. L'activité professionnelle est un élément existentiel pour l'individu par rapport à lui-même, mais également par rapport aux autres.

Ainsi, aborder les professions revient à observer une organisation sociale, à s'intéresser à la formation de réseaux. Il existe des liens, parfois très forts, entre gens de métier. Ils constituent alors un système fermé pour protéger leurs valeurs, et leurs savoir-faire. Le regroupement des artisans par exemple dans une même rue ou au sein d'une corporation leur permet d'être reconnus comme éléments de la société, comme système social avec ses propres rites d'intégration, ses saints patrons et ses fêtes corporatistes. Selon Durkheim, l'industrialisation fait courir un risque d'anomie et il propose de créer des associations de professionnels pour rétablir les liens entre les individus. La Révolution voyait l'expression de privilèges et de monopoles dans les corporations et les a abolies. Elle ne s'y trompait pas, car le réseau professionnel clos devient très vite une organisation économique ; le protectionnisme assure un monopole de l'activité exercée par ses membres.

Il subsiste de l'Ancien Régime encore aujourd'hui, un certain sentiment de corporation. La mobilisation des travailleurs (gaziers, cheminots, infirmiers,...) ne repose pas uniquement sur des revendications sociales, salariales ou d'aménagement du temps de travail, mais également sur le maintien du statut. L'élément d'entente dans un mouvement reste le métier.

Éthique professionnelle et déontologie

Les professions les plus structurées sont régies par un ensemble de règles, un code de conduite qui dicte comment se comporter dans une situation normale ou extraordinaire. La profession est organisée autour d'un ordre ou d'un syndicat, son activité met en jeu de l'argent, le droit de propriété et l'existence humaine. En France, sont reconnues comme professions les activités de : commissaire priseur, agent de change, notaire, huissier, avocat, architecte, expert-comptable, géomètre expert, médecin, pharmacien, sage-femme, vétérinaire, et détective privé.

Le professionnel est responsable vis-à-vis de l'individu ou de la société (le médecin a entre ses mains la vie de son patient ; le journaliste doit être sincère dans l'information qu'il donne). Son savoir, mais également son expertise lui confère ce lourd statut de responsable. La croyance du public en ce savoir renforce cela, ainsi que sa confiance.

Il prend part à l'organisation de la collectivité, notamment en participant à la rédaction des politiques publiques, celles-ci étant fondées sur des dires d'experts. L'intervention d'un professionnel réduit la part d'incertitude. Il garantit un travail bien fait, « dans les règles de l'art ».

b : Les professions de l'aménagement-urbanisme

Qui sont les aménageurs-urbanistes ?

Il faut préciser que l'on peut distinguer les aménageurs des urbanistes. Or, nous nous intéressons à ces deux catégories, nous explorons donc l'ensemble des définitions les concernant.

Un débat avait tenté de répondre à cette question, mais il n'a pas abouti. Ou plutôt, il est arrivé à l'idée que ce devrait être une personne extérieure qui définisse la profession. Il est vrai que sans recul, sans la capacité de se détacher de l'objet à définir, il est difficile d'extraire son essence. L'association *Profession urbaniste* pose une première définition de l'urbanisme en 1993 qui évolue jusqu'en 1999. Elle est présentée sous cette forme dans le règlement intérieur de l'OPQU :

« L'urbanisme est une pratique spécifique qui a pour objet de proposer une organisation réfléchie et responsable des espaces naturels, ruraux, urbains dans le respect de l'intérêt général et la recherche d'équilibres territoriaux. L'îlot, l'espace public, le quartier, la ville, l'agglomération et le pays sont différentes échelles de l'urbanisme et s'inscrivent dans l'aménagement du territoire et le développement durable ».¹⁰

D'autres définitions viennent compléter celle-ci. Ainsi, Anne Philippart, qui cherchait pour sa thèse à savoir si les urbanistes sont des professionnels ou non, donne cette définition :

« L'urbaniste est : un(e) professionnel(le) qualifié(e) par sa formation (initiale et/ou continue), son expérience et ses références, qui

par un travail effectif et personnel, seul et /ou en équipe, de réflexion et de conception,

sur des sociétés et /ou des territoires allant de la région au quartier produit de manière régulière et actuelle,

des contributions et /ou des propositions techniques diversifiées (méthodologie, expertise, conseil, projet, cours, résultats de recherches), en matière de développement et /ou d'aménagement ; ces contributions doivent porter sur :

l'économique, le social, le culturel (programme)

et sur le physique et le spatial (composition)

articulés entre eux

matérialisées sous une forme achevée, explicitée et assumée dans un support communicable pour une **bonne lecture et une participation normale de l'ensemble des acteurs concernés** par les sujets traités. »¹¹ (nous soulignons). Philippart ne précise pas ce qu'est une participation normale.

Marie-Anne Simmoneau propose une définition plus simple du professionnel de l'aménagement dans son mémoire de recherche:

« [...] personne qui a suivi une formation en aménagement et qui dans sa pratique professionnelle agit de quelque façon que ce soit sur l'organisation de l'espace. »¹²

Cependant cette définition peut être sapée par le CFDU qui ne considère pas la formation en urbanisme comme une condition *sine qua non* pour être qualifié d'urbaniste. (Philippart, p. 197)

Chacun des métiers des différents domaines que regroupe l'aménagement-urbanisme peut se revendiquer comme aménageur-urbaniste. Les plus farouches sur ce point, sont probablement les architectes, comme le stipule l'article 2 du décret n°80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels des architectes :

¹⁰ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 191

¹¹ CFDU n°60, in A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 200

¹² M.-A. Simonneau, *Evolution des métiers de l'aménagement- enquête auprès des professionnels*, mémoire de recherche, 2005, p. 29

« La vocation de l'architecte est de participer à tout ce qui concerne l'acte de bâtir et **l'aménagement de l'espace** ; d'une manière générale, il exerce la fonction de maître d'œuvre. Outre l'établissement du projet architectural, l'architecte peut participer notamment aux missions suivantes : **aménagement-urbanisme**, y compris élaboration de plans ; [...] » (nous soulignons).

Jean-Paul Blais, sociologue urbaniste, relance la recherche sur les définitions stratégiques et sociales des métiers de l'urbanisme car « les enjeux [actuels] de développement imposent dans tous les territoires des personnes compétentes pour penser, maîtriser et gérer la traduction spatiale dans l'espace habité des accords et des différences sur les choix économiques et sociaux. »

Il donne plusieurs figures types d'urbanistes qui représentent un aspect de la discipline :

- « Le croupier du monopoly urbain qui travaille à partir des jeux (Sim City, Urbax 1 et Urbax 2, ...) et s'exerce à la spéculation : « *planning is money* »,
- Le médiateur acharné de l'intérêt général, qui peut être aussi un militant associatif défendant la nécessité des espaces verts et les préoccupations sociales des mouvements issus des actions de soutien aux plus démunis,
- Le créateur, l'homme du geste qui trace l'espace, le casse ou le détruit, recrée le parcellaire, transperce les grands ensembles et introduit le jardin dans la ville,
- Le traducteur assermenté de l'homme politique, du maire qui connaît les aspirations de ses électeurs,
- L'ingénieur, dans le passé couvert de gloire pour avoir dans son premier emploi tracé une route rectiligne au milieu d'un territoire, aujourd'hui chargé d'organiser le génie urbain et les services dans une complexité de plus en plus grande,
- Le fin connaisseur des droits des sols et de la propriété qui crée les règles de la vie quotidienne,
- Le graphiste qui compose sur le net et dans des bandes dessinées l'utopie de l'espace et des villes de rêve... »¹³

Il n'existe donc pas un, mais plusieurs aménageurs-urbanistes.

Nous tenterons de vérifier si ces différentes figures existent réellement en les confondant avec les pratiques des personnes interrogées.

Cependant, un aménageur-urbaniste adopte tour à tour les différentes figures : « n'est-il pas, selon les structures et les modes d'exercice, selon les projets et les études, alternativement et /ou simultanément un généraliste et un spécialiste, un concepteur, un homme de l'art et de communication, un coordinateur et un animateur ? »¹⁴

L'aménagement-urbanisme métier ou profession ?

Une recherche s'est engagée depuis quelques années pour savoir si l'aménagement-urbanisme devait être considéré comme une profession à part entière ou simplement comme un métier.

¹³ J.-P. Blais, « Comment peut-on être urbaniste ? », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 88, 2000

¹⁴ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 179

« L'urbanisme est une discipline qui exige de nombreuses années de réflexion, d'études et de pratique, et une grande maturité d'esprit ; c'est donc bien à proprement parler une profession, beaucoup plus qu'un titre ou une fonction. »¹⁵

Si l'on confronte cette affirmation aux différents points de la définition canonique anglo-saxonne, on s'aperçoit que l'aménagement-urbanisme est en fait dans un processus de professionnalisation, contrairement aux autres professions qui se disent constituer cette discipline.

- « 1, les professions traitent d'opérations intellectuelles associées à des grandes responsabilités individuelle.¹⁶

Les commentateurs des récentes violences urbaines n'ont pas cette fois-ci accusé les concepteurs des grands ensembles. Car si la forme urbaine est souvent pointée du doigt et désignée comme génératrice de mal être dont les affrontements entre habitants et forces de l'ordre sont l'expression, ce sont les professionnels de la ville qui sont « inculpés ». Comme nous le verrons un peu plus loin, l'aménageur-urbaniste peut être tenu personnellement responsable des projets qu'il met en oeuvre.

- 2, leurs matériaux de base sont tirés de la science et d'un savoir théorique

Ce point doit être nuancé. Certes, l'aménagement-urbanisme procède de croyances et de théories (historiques, sociales) et s'appuie sur des sciences aux différentes méthodes (modélisation, hydrologie, mécanique des sols, etc.), mais elles ne peuvent pas s'appliquer partout et de la même manière. Mettre en œuvre une théorie ou un concept de développement systématiquement sans tenir compte des particularités du territoire n'est pas une démarche de professionnel. Chaque cas est unique, la réponse à un problème doit être spécifique. L'aménagement est souvent comparé à la médecine. Tous les deux doivent panser les plaies, sans savoir guérir tous les maux. Cependant, le médecin a des protocoles qui lui dictent la démarche à suivre, à tels symptômes correspond tel traitement ; mais cela est possible parce que tous les corps humains sont constitués de la même sorte. Or, les territoires, l'économie ou l'environnement ne sont pas identiques sur l'ensemble du territoire. L'aménageur-urbaniste doit donc varier ses soins.

De plus, la médecine a une section recherche qui lui permet de tester sans danger pour la santé publique de nouveaux procédés. L'aménageur lui, n'a pas de laboratoire et fait ses essais sur le terrain, ne pouvant pas faire autrement.

C'est en partie pour cela que l'aménageur peut ne pas adopter de théories. Chacun ayant ses propres valeurs, sa propre conception du bien-être, chaque proposition est unique. D'autant plus que l'aménageur doit répondre à une commande. L'influence du maître d'ouvrage n'est pas négligeable surtout lorsqu'il s'agit d'un grand projet urbain. Il n'y a donc pas toujours que la vision de l'aménageur-urbaniste ; l'homme politique y a laissé son empreinte. De ce fait, il porte une responsabilité qui n'est pas forcément la sienne. Il faut penser au procès où l'aménageur est sur le banc des accusés avec l'élus pour avoir mis en danger la vie des habitants en autorisant la construction dans un couloir d'avalanche.

- 3, qui comportent des applications pratiques et utiles

Si l'on entend par applications pratiques la réalisation sur le terrain des projets, l'aménagement-urbanisme remplit cette condition. En effet, les résultats d'une opération

¹⁵ Rapport de H. Barhmann au III^e congrès de l'UIA en 1953, cité par R. Auzelle, (1964), 323 citations sur l'urbanisme, Paris, V. Fréal, cité par J.-P. Blais, *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°88, 2000, p. 73

¹⁶ Nous reprenons les six points présentés par Dubar et Tripiet qui définissent une profession, cf. p. 7

sont très souvent visibles, qu'il s'agisse de la construction d'une autoroute ou d'un gymnase, et transforme le réel. L'aménageur travaille sur l'espace (artificiel ou naturel) et en vue d'un changement (qui intervient plus ou moins rapidement selon la nature du projet). Son action vise l'amélioration d'une situation insatisfaisante, du moins selon l'avis d'un grand nombre, d'où son utilité.

▪ 4, et sont transmissibles par un enseignement formalisé

« On ne devient pas urbaniste en quelques mois, c'est un métier que l'on apprend toute sa vie. »¹⁷. La réforme LMD vient bouleverser l'organisation de la formation et soulève la question de l'enseignement de l'aménagement-urbanisme. « Le champ disciplinaire de l'urbanisme n'existe en France que depuis 1991. La discipline « aménagement de l'espace et urbanisme avait été créée en 1968 dans la suite de la réforme Faure. Mais le Conseil d'Etat a annulé le décret de création et il a fallu attendre 1991 pour que cette discipline soit recrée. Treize ans d'expérience c'est peu pour asseoir une doctrine, un corps, un dispositif institutionnel. Il est donc difficile de s'y retrouver dans le foisonnement des formations distribuées. »¹⁸

Etablir l'enseignement d'une discipline dont les contours sont flous, est une véritable gageure. Cependant, les professionnels et les enseignants, s'accordent pour dire qu'il faut une formation longue et entreprise tôt par les étudiants (« l'apprentissage de notre métier ne devrait pas se résumer à une simple « option » à Bac +5, mais relever d'un projet de formation globale. » Alain Cluzet), mais également une pluridisciplinarité et la constitution d'un socle commun de connaissances (« controverse habituelle sur le besoin de former des spécialistes à tous les types de problématiques urbaines, au risque d'engendrer une profession sans racine commune et celui de préparer des générations capables de tout affronter. »)

Créée en 1984, l'Association pour la Promotion de l'Enseignement et de la Recherche en Aménagement et Urbanisme (APERAU) regroupe une vingtaine de cursus de formation. « La charte d'adhésion à l'APERAU impose aux formations de garantir l'interdisciplinarité du corps enseignant et également de proposer deux éléments essentiels : des travaux d'atelier, presque tous sur commandes réelles et un stage long, généralement de quatre à six mois, suivi de la production d'un mémoire de recherche. »¹⁹

La formation en aménagement-urbanisme marie l'enseignement académique et la pratique professionnelle. Les étudiants sont en contact permanent avec le milieu professionnel, soit par l'intermédiaire des professeurs associés, soit dans le cadre des ateliers. De même, les enseignants se retrouvent régulièrement et s'entre-évaluent.

Deux points importants sont à souligner. Une critique s'élève pour dénoncer que « [...] les formations en urbanisme sont surabondantes et peu lisibles, malgré les efforts de l'APERAU pour promouvoir des formations communes de qualité. »²⁰ Et à côté d'elle, une question se pose : doit-on former des spécialistes ou des généralistes ? Jean-Claude Jager se montre très sévère sur cette position : « [...] on a trop longtemps confondu culture et globalisation, privilégiant ainsi la notion de généraliste, de praticien pluridisciplinaire touchant à tout et donc précisément à rien, l'opposant à celle de spécialiste. »²¹

¹⁷ A. Cluzet, président du CFDU, *Diagonal*, octobre 2005, p. 24

¹⁸ « Une discipline à développer », site Internet du CFDU

¹⁹ D. Le Couédic, président de l'APERAU, *Diagonal*, octobre 2005, p. 33

²⁰ M-A Simonneau, *Evolution des métiers de l'aménagement- enquête auprès des professionnels*, mémoire de recherche, 2005, p. 20

²¹ J-C Jager, « Former pour quels métiers ? », in *Les Annales de la Recherche Urbaine* n° 44 45, 1990, p. 209

▪ 5, *les professions tendent à l'auto-organisation dans des associations*

Signe du processus de professionnalisation, les groupements d'aménageurs-urbanistes sont récents. Prenons l'exemple du CFDU. C'est une fédération des associations nationales et régionales, ce n'est donc pas un ordre, un syndicat ou un organisme de qualification. Le conseil d'administration a lancé ce que l'on pourrait qualifier d'appel à la mobilisation pour une profession « identifiée », « organisée », « représentée », « européenne » et « qui s'exprime » : « Mais la structuration de la profession, encore récente, ne lui permet pas d'affronter avec toute l'efficacité requise ces enjeux majeurs [...] Promouvoir la profession aujourd'hui, c'est donner davantage de chances à un aménagement harmonieux du territoire, un aménagement qui préserve la croissance et donc le niveau de vie, mais aussi la qualité de vie et les ressources naturelles non reproductibles. » Il encourage la qualification OPQU car la « profession a pâti d'un angélisme certain, refusant toute sorte de corporatisme alors que de nombreuses professions intervenant dans le champ de l'urbain (architectes, géomètres, économistes, ingénieurs, promoteurs ou notaires, ...) ont su de longue date définir les limites de leur intervention, leur spécificité et affirmer leurs prérogatives. [...] demander notre qualification, nous faire représenter auprès de pouvoirs publics, faire du prosélytisme est la meilleure façon de dire : « je suis urbaniste et je veux en vivre. » Le CFDU doit également passer un nouveau cap en matière d'organisation de la profession et ce à trois niveaux : au sein de la profession, avec les acteurs proches, et les partenaires ponctuels. Le CFDU a la volonté de représenter les urbanistes sur toutes les scènes décisionnelles nationales et de se réunir avec la SFU (Société Française des Urbanistes) au sein du Conseil Européen des Urbanistes (CEU).²²

▪ 6, *et leurs membres ont une motivation altruiste. »*

L'intérêt général et le bien-être de tous sont les motivations d'une opération d'aménagement. La définition de l'aménagement d'Eugène Claudius-Petit en est l'un des premiers exemples: « Cette recherche doit être faite dans la constante préoccupation de donner aux hommes les meilleures conditions d'habitat et de travail, de plus grandes facilités de loisir et de culture. Cette recherche n'est donc pas faite à de pures fins économiques, mais davantage pour le bien-être et l'épanouissement de la population. » Les professionnels sont conscients de l'importance de leur rôle dans la vie de la cité : « les urbanistes doivent participer, fût ce modestement, à l'amélioration de la qualité de la vie de leurs concitoyens, [...] », extrait d'un texte signé par le conseil d'administration du CFDU, dont le titre est : profession urbaniste ou l'ambition d'être utile. Nous considérons ici que l'utilité est une forme d'altruisme, ce qui ne fait que renforcer le point 3.

Une profession en constante évolution

« L'analyse de la professionnalisation d'un groupe passe par l'étude de son histoire. L'étude d'un groupe professionnel n'a de sens qu'en tenant compte des contextes historiques et nationaux. En effet, l'émergence et le développement d'une profession « est le produit à la fois de la division du travail et de sa complexification, et des relations entre l'Etat et la société » ». ²³ Comme nous le verrons plus loin, l'aménagement du territoire est au cœur du fonctionnement économique et social de notre société. Ainsi, les politiques et les projets en aménagement-urbanisme suivent les évolutions, les tendances, et modifient les champs de compétences de ce domaine. La première hypothèse de Simmoneau est :

²² Conseil d'administration du CFDU, août 2005, site Internet

²³ C. Dubar et Y. Lucas, *Genèse et dynamique des groupes professionnels*, in A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse 2005, p. 10

« Chaque loi en aménagement élargit le champ du possible en aménagement, amenant une diversification des métiers. »²⁴

Fortement liée à la mise en place des politiques publiques, la profession suit les nouvelles mesures et doit en permanence s'adapter aux obligations législatives et également aux mutations sociales. « Peu de professions ont su se renouveler autant que la nôtre, ces dernières décennies, pour rester en phase avec une société devenue extrêmement fluide, composite voire éclatée. »²⁵ Les professionnels, qui en majorité travaillent au service des collectivités territoriales, doivent se tenir au courant de l'actualité législative. Ainsi, le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) organise des formations qui répondent à « la demande du moment : sur la maîtrise d'ouvrage, de l'élaboration d'un programme au suivi d'une opération commandée ou déléguée en passant par la rédaction d'un cahier des charges, le montage de projets de renouvellement urbain, les outils des politiques foncières, la planification, la refonte des permis de construire, le transfert des compétences en habitat et en logement, [...]. »²⁶

De cela, découle un agrandissement des domaines de compétences et l'apparition de nouveaux métiers ou le renforcement des activités déjà existantes²⁷. Par exemple, la loi sur les marchés publics impose la programmation des opérations, c'est pourquoi le rôle d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou des programmistes est accru. Parallèlement, on constate une évolution dans les métiers qui font la ville car ils absorbent ceux de la ville. Ainsi, les balayeurs peuvent être considérés comme des éléments forts pour concevoir l'urbain grâce à leur pratique de l'urbain et à leur observation des citoyens. Il en va de même pour les concierges, les animateurs et les designers.²⁸

Chacun de ces métiers cherche à se positionner par rapport aux autres, à être reconnu et légitimé. Pour un grand nombre de ces professionnels travaillant dans la fonction publique, la décentralisation est un élément qui peut s'avérer déterminant pour l'ensemble de la profession. « Nous verrons ainsi que la question de la définition des urbanistes et donc de leur reconnaissance, les rapports conflictuels qui existent entre les différentes professions de l'urbanisme, ainsi que le rôle de la décentralisation et de la fonction publique dans la constitution de la profession. En effet, c'est parce que les urbanistes ne sont pas reconnus qu'ils sont soumis à la concurrence d'autres groupes professionnels comme les architectes et les ingénieurs et que la décentralisation a accentué ces problèmes que les urbanistes ont cherché à s'organiser sur le modèle des professions. »²⁹

« La décentralisation a créé de nouveaux postes au sein des collectivités : directeur du service urbanisme, chargé d'études et assistant d'études en aménagement-urbanisme. »³⁰ Dans ce cas, elle est envisagée d'une manière positive (car génératrice d'emploi), mais Philippart ne partage pas ce point de vue (car génératrice de nouveaux statuts) : « [...] la

²⁴ M-A Simonneau, *Evolution des métiers de l'aménagement- enquête auprès des professionnels*, mémoire de recherche, 2005, p. 15

²⁵ Conseil d'administration du CFDT, août 2005, site Internet

²⁶ « Il faut accepter la règle du jeu », *Diagonal*, octobre 2005, p. 37

²⁷ « Que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain, les différentes lois en aménagement ont eu une influence certaine sur l'évolution d'abord des pratiques et ensuite des métiers de l'aménagement. Apportant de nouvelles façons de penser, de faire, d'organiser les territoires, elles ont contribué à faire apparaître de nouveaux métiers et à en transformer d'autres. » M-A Simonneau, *Evolution des métiers de l'aménagement- enquête auprès des professionnels*, p. 15

²⁸ « Les métiers qui font la ville », in *Les Annales de la Recherche Urbaine* n°88

²⁹ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 14

³⁰ *Id.* p. 11

décentralisation est un espoir pour les urbanistes qui pensent qu'elle va développer leur profession. Mais cette espérance est, en partie, déçue. La décentralisation entraîne un besoin de compétences en urbanisme de la part des élus, ce qui occasionne des réflexions sur la définition des urbanistes, leur qualification, leur rôle, etc.. Ceci est positif pour la constitution de la profession. Cependant, la décentralisation est trop rapide et mal organisée, le milieu professionnel ne sait pas profiter de cette occasion. Le déroulement de la décentralisation peut donc être considéré comme une des causes de la non-reconnaissance des urbanistes dans la fonction publique. »³¹

Les aménageurs-urbanistes ne sont cependant pas tous fonctionnaires. La plus grande part travaille dans les collectivités aux différentes échelles territoriales (région, département, pays, agglomération, commune et groupement). Mais certains appartiennent aux secteurs parapublic et privé (cabinet d'architecte, bureau d'étude, office public HLM, SEM, etc.). De cette diversité d'emplois découle une multitude de dénominations. Ainsi, un aménageur-urbaniste peut être appelé : agent de développement, chargé de mission, d'étude, d'opération. En Suisse ou au Québec, il est désigné par le terme d'aménagiste.

De la théorie et des codes mais pas de véritable éthique

« Les urbanistes ont adopté la Charte européenne de 1998, sur laquelle s'appuie l'OPQU. Les agents de développement ont de leur côté publié une charte en juin 2000 (charte rédigée en 1997 par l'UNADEL) lors des entretiens de Rambouillet. [...] les « valeurs communes », la « culture commune », sont des termes qui reviennent souvent au sein des deux groupes professionnels, d'où l'importance de définir un code de déontologie que la charte ne suffit peut-être pas à combler. La plate-forme des métiers de l'UNADEL prévoit de lancer une réflexion sur ce sujet. La charte, outil qui a pour but de fédérer le milieu professionnel, doit cependant être acceptée et reconnue de tous pour montrer toute sa valeur. »³²

Les valeurs de l'aménagement évoluent en fonction du temps, des pratiques sociales, politiques et économiques, des progrès techniques. Mais la notion de continuité semble être constamment présente.

« Pour que l'aménageur-urbaniste soit un être éthique, il doit faire en sorte que son action n'empêche pas de continuer à aménager. »³³, donc de pouvoir choisir. Ce principe de continuité est sous-entendu par Aristote et Kant, selon deux théories : pour l'un, la notion de juste milieu, pour l'autre, l'impératif catégorique. Jonas l'énonce de cette façon : « ce que nous avons appelé la forme d'une éthique est la nécessité de la permanence de la possibilité de continuer le type d'action en question » (à propos de la politique).

Malgré les mesures de protection du patrimoine et la mise en place de secteurs sauvegardés, l'aménagement ne doit pas figer, mettre sous cloche l'ensemble du territoire, car ce serait mettre en péril le développement de la société (plus de création architecturale, impossible croissance démographique et urbaine,...). Si par la fragilité de l'espace naturel, il est délicat d'agir sur ce milieu (la biodiversité perdue ne se retrouvera jamais), la ville, quant à elle est malléable à souhait. Ainsi, les opérations de démolition-reconstruction assurent la continuité de l'urbanisme. Certains professionnels se trouvent parfois dans la situation de

³¹ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 301

³² M-A Simonneau, *Evolution des métiers de l'aménagement- enquête auprès des professionnels*, mémoire de recherche, 2005, p. 20

³³ D. Martouzet, *Normes et valeurs aménagement-urbanisme. Limites de la rationalité et nécessité de prise en compte du multi-niveau*, dossier de synthèse, 2002.

modifier, voire de refaire complètement, ce qu'ils avaient produit au début de leur carrière, par exemple.

Cependant, la notion de continuité est plus profonde que cela. Il s'agit davantage de transmission de l'espace, de permettre aux générations suivantes de l'organiser comme elles le souhaiteront (car ce n'est pas à nous de dire comment elles devront vivre). Voilà pourquoi le développement durable se trouve au cœur des projets d'aménagement-urbanisme. « L'éthique devient celle du développement durable et, face à la nécessité de penser aux générations futures, la forme de l'éthique peut se transposer en approche probabiliste générale : « le fondement de l'éthique contenue dans les idées humanistes de développement soutenable doit augmenter la probabilité de pouvoir continuer le développement soutenable dans le futur. »³⁴ Ainsi, l'éthique apparaît comme un « méta-critère dans l'opposition relative existant entre l'équité intergénérationnelle et l'équité intragénérationnelle. »³⁵

Une crise identitaire

Nous avons pu constater qu'il est difficile de définir clairement qui sont les aménageurs-urbanistes, et qu'il existe des figures multiples, qu'ils peuvent prendre en fonction de leurs projets en cours.

Simmoneau révèle l'existence d'une crise d'identité. « Elle se base notamment sur les métiers de l'urbanisme et ce qu'ils recouvrent, sur leur nombre, sur leur intégration en une profession unique, sur le périmètre même du champ professionnel... Les urbanistes semblent ne pas se connaître. »³⁶

Cette crise identitaire se ressent également lorsque l'on cherche à dénombrer la population, puisque les définitions varient en fonction des recensements (Philippart, p. 117).

La quête d'une identité professionnelle s'accompagne d'une quête pour une identité sociale, car nous l'avons déjà noté, le statut professionnel est un élément primordial dans la situation sociale, sociétale. Or, sans reconnaissance professionnelle, les aménageurs-urbanistes sont dépourvus d'identité sociale. « On dit que quelqu'un appartient à une profession quand on reconnaît que cette personne possède un savoir que d'autres n'ont pas ; cette personne et le groupe auquel elle appartient sont reconnus socialement. En ce sens, les urbanistes appartiennent à une quasi profession car si le savoir existe, la reconnaissance sociale n'existe pas. »³⁷

Vers la professionnalisation

Comme nous l'avons dit plus haut, les aménageurs-urbanistes sont en voie de professionnalisation (malgré cela nous les appellerons professionnels). Selon Simmoneau, « il existe plusieurs processus de professionnalisation selon les différents champs de l'aménagement »³⁸. « [...] on peut considérer que le groupe des urbanistes est particulièrement avancé dans son processus de professionnalisation. [...] mais il n'est pas en mesure de l'achever »³⁹

³⁴ D. Martouzet, conférence débat « Aménagement et développement durable », 1993

³⁵ D. Martouzet, *Normes et valeurs aménagement-urbanisme. Limites de la rationalité et nécessité de prise en compte du multi-niveau*, dossier de synthèse, 2002.

³⁶ M-A Simonneau, *Evolution des métiers de l'aménagement- enquête auprès des professionnels*, mémoire de recherche, 2005, p. 18

³⁷ M. Micheau, *Profession Urbaniste*, n° 15, in A. Philippart, p. 195

³⁸ M-A Simonneau, *Evolution des métiers de l'aménagement- enquête auprès des professionnels*, mémoire de recherche, 2005, p. 21 22

³⁹ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 438 et 440

Si nous avons montré les marques de ce processus (organisation de la formation, regroupement associatif, adoption de code), Philippart donne les raisons pour lesquelles il s'est mis en place. « Les métiers de l'aménagement évoluent parce que les professionnels souhaitent eux-mêmes suivre les transformations des pratiques et s'adapter aux mutations du marché du travail. Les professionnels interviennent donc sur :

- la définition du ou des métiers (ou compétences),
- leur processus de regroupement au sein d'une profession.

« [...] les urbanistes entrent dans ce type de problématique puisqu'ils sont dans une phase d'émergence, de transformation ou encore d'organisation. »⁴⁰

Nous retiendrons qu' « être aménageur-urbaniste, c'est être l'utilisateur d'un certain nombre de pratiques, de savoir-faire et de connaissances, mais aussi le vecteur de croyances, plus ou moins fondées, plus ou moins vraies mais absolument nécessaires pour travailler l'espace, concevoir un projet, répondre à une commande. »⁴¹

Nous verrons plus tard, que l'aménageur-urbaniste est également un médiateur et un communicant.

Il était important de connaître la figure du professionnel en aménagement-urbanisme, de prendre conscience de sa complexité avant d'envisager sa relation avec le public, avant d'observer le rapport qu'il entretient avec les autres (population, élus, professionnels).

Il faudra se souvenir qu'il est à la recherche d'une reconnaissance sociale, de la reconnaissance de son activité comme profession, avec ses savoirs et savoir-faire. Donc que la profession n'est pas structurée ; elle s'organise. Ce qui peut interférer dans son comportement, sur son dialogue qu'il doit engager avec la population.

A présent, il s'agit de saisir toute l'importance que joue le langage dans les relations humaines.

B Le langage : de quoi s'agit-il ?

Langage et *langue* sont à différencier. Le langage est « l'invention de l'art de communiquer nos idées [...] »⁴² Le langage articulé, proprement humain car lié à la pensée, et les autres formes (sifflées, écrites, tambourinées, gestuelles) ont une fonction d'expression et de communication. La langue est donc un « accessoire » à la communication. Si le langage est une aptitude universelle, la langue n'est propre qu'à une communauté (linguistique). La langue est « un produit social de la faculté du langage et un ensemble de conventions nécessaires, adoptées par le corps social pour permettre l'exercice de cette faculté chez les individus ». ⁴³

⁴⁰ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 7

⁴¹ D. Martouzet, *Normes et valeurs aménagement-urbanisme. Limites de la rationalité et nécessité de prise en compte du multi-niveau*, dossier de synthèse, 2002.

⁴² J-J Rousseau, *Essai sur l'origine des langues* in *Philosophie Terminale L*, Hatier, 1997, p. 232

⁴³ F. de Saussure, *Cours de linguistique générale* in *Philosophie Terminale L*, Hatier, 1997, p. 232

Au cours des paragraphes suivants nous verrons que le langage et la langue sont plus que des simples moyens de communication; ils sont des armes de pouvoir.

1 Langue et pouvoir : les attributs du langage

a : La langue comme processus identitaire

Chaque nation, chaque peuple possède son langage et différentes langues. Une langue est un facteur identitaire. Elle indique la condition sociale et l'origine géographique du locuteur.

Différents parlers, témoin de la diversité linguistique

Malgré la disparition progressive des langues régionales et des patois locaux, la France conserve un ensemble de mots propres à chacune de ses régions. Ainsi, un objet aussi simple qu'une serpillière peut s'appeler la *panosse* (Savoie et Suisse), la *wassingue* (Nord), le *torchon* (Est), la *since* (Sud-Ouest) ou encore la *toile* (Normandie).

Il existe une volonté de maintenir la diversité linguistique française, notamment dans les régions plus ou moins indépendantistes, du moins à forte identité, que sont la Bretagne, l'Alsace, la Corse et le Pays Basque. Mais Frédéric Mistral est le précurseur de la préservation de la langue provençale, en la hissant au rang de langue littéraire, par le mouvement félibrige.

Une catégorie linguistique correspond à une catégorie conceptuelle propre à la culture. Les mots contiennent une appréciation, un jugement de valeur, qui rend difficile les traductions mot à mot.

La langue ne doit pas être considérée comme un moyen de revendication identitaire, ni comme un banal outil de communication. Car le rapport entre le locuteur et son interlocuteur n'est pas neutre. « Il existe en effet tout un ensemble d'attitudes, de sentiments des locuteurs face aux langues, aux variétés de langues et à ceux qui les utilisent, qui rendent superficielle l'analyse de la langue comme un simple instrument. »⁴⁴ Il est vrai que le terme « barbare » désigne, à l'origine, un peuple qui ne parle pas la même langue. Par la suite, ceux que l'on ne comprend pas sont des sauvages. Louis-Jean Calvet montre à travers des proverbes qu'il existe des préjugés vis-à-vis des langues. « On raconte que Charles Quint parlait aux hommes en français, en allemand à ses chevaux, en espagnol à Dieu. Tullio de Mauro cite un proverbe du XVII^e qui dit que « l'Allemand hurle, l'Anglais pleure, le Français chante, l'Italien joue la comédie et l'Espagnol parle » et il rajoute « nous sommes manifestement à la limite où les stéréotypes linguistiques et nationalistes se confondent. » On peut aussi penser à l'expression française « parler français comme une vache espagnole » dont l'origine « comme un Basque espagnol » nous montre que le jugement sur la langue atteint une autre cible, le locuteur. [...] D'autres stéréotypes concernent le « beau parler ». On entend dire dans tous les pays qu'il y a un endroit où la langue nationale est pure, qu'il existe des accents désagréables et d'autres harmonieux, etc. Et derrière ces stéréotypes se profile la notion de bon usage, l'idée qu'il y a des façons de bien parler la langue et d'autres qui, par comparaison, sont à condamner.»⁴⁵ Cette notion de bon usage est caractéristique des milieux sociaux et fait émerger des façons de bien parler et

⁴⁴ L-J Calvet, *La Sociolinguistique*, PUF, 2003, p. 46

⁴⁵ *Id.* p. 48

d'autres qui sont à proscrire ; employer un terme local dans un discours peut prêter à sourire, laisser échapper une expression familière est disqualifiant.

Différents niveaux de langue, signes des différentes couches sociales

La langue est non seulement un marqueur géographique mais aussi un identifiant social.

Elle est un produit social. La première observation peut être faite à l'école, où les élèves sont sensibilisés aux trois niveaux de langue principaux : soutenu, courant et familier. Chacun de ses niveaux renvoie aux strates de la société ou du moins, à des situations particulières, par exemple entre copains ou à la maison, on peut parler d'une façon plus relâchée, et au contraire à l'école ou devant une personne importante il faut surveiller ses propos, « corseter son langage ».

La sociolinguistique étudie les différentes langues qu'elle considère comme des faits sociaux, dépendantes des sociétés qui les parlent. Elle va donc au-delà en offrant des observations plus poussées. Selon Basil Bernstein, « l'apprentissage et la socialisation sont profondément marqués par l'éducation familiale que reçoivent les enfants ; la structure sociale détermine entre autres choses les comportements linguistiques ». Il est le premier à faire avancer les observations et pour vérifier son hypothèse, il mène une expérience chez les enfants. Il part de la constatation que les enfants de la classe ouvrière présentent un taux d'échec scolaire beaucoup plus important que ceux des classes aisées. Il en déduit indirectement l'existence de deux codes : le code restreint (phrase brève, sans subordination, vocabulaire limité) le seul que maîtrisent les enfants défavorisés, et le code élaboré maîtrisé par les enfants des classes aisées, qui dominant le précédent, en l'englobant. Lorsqu'il demande aux enfants de décrire une bande dessinée muette, ceux des milieux défavorisés produisent un texte pauvre et très attaché au support : « ils jouent au football, il shoote, ça casse un carreau » ; alors que ceux des milieux aisés construisent un texte autonome : « des enfants jouent au football, l'un shoote, le ballon traverse la fenêtre et casse un carreau ». Bernstein montre également que « les locuteurs du code restreint sont fortement handicapés dans leur apprentissage [scolaire et social] et dans leur vision du monde ».⁴⁶ Cet exemple illustre également le fait que la langue ne tient pas seulement de l'oralité, mais aussi de l'écrit. (La remarque vaut pour la suite de la recherche.)

Vouloir changer sa manière de parler, c'est vouloir sortir de sa classe sociale. Car, si la langue est une construction sociale, son utilisation dépend du comportement individuel du locuteur. Dans un roman d'Alphonse Daudet, *Numa Roumestan*, un personnage, la tante Portal, s' imagine parler français en disant *péchère* et non *pécairé*. « Dans une situation de type diglossique (français/provençal) elle tente de se démarquer de ses habitudes linguistiques en leur appliquant ce que j'appellerais des règles d'approximation du français qui croit-elle, lui permette de produire du français à partir de son provençal. [...] Voulant parler français pour se distinguer du peuple, elle crée sans le savoir un local (le francitan) qui la situe mieux que tout comme bourgeoise provinciale. »⁴⁷ L'exemple ici met en présence deux langues, mais le processus est exactement le même avec les différents registres de langues. Il y a là encore coexistence de deux codes : le *they code* (leur langue) et le *we code* (notre langue). L'emploi des pronoms marque la distance entre les deux et la différenciation. Les locuteurs de ces codes peuvent ne pas se comprendre, voire refuser de communiquer.

⁴⁶ L-J Calvet, *Les Voix de la ville*, Essais Payot, 1994, p. 80

⁴⁷ *Id.*, p. 68

Bien souvent on est trahi par son naturel, par exemple en employant un mot à la place d'un autre, ou en utilisant à mauvais escient la conjugaison. C'est pourquoi, la pièce de théâtre de Bernard Shaw, *Pygmalion*, met en scène une jeune fleuriste, qui pour réaliser son rêve (vendre des fleurs dans une boutique, donc accéder à un statut social supérieur) prend des cours auprès d'un professeur de phonétique. Car le langage ce n'est pas uniquement du vocabulaire et des règles de grammaire, mais aussi de la phonétique, de la musique (nous l'avons vu à travers l'exemple de Mauro). Ainsi, il y a des accents plus ou moins bien connotés, des rythmes, des respirations à respecter (d'où les règles de ponctuation). Le fait d'oublier des liaisons ou inversement, en rajouter, est également un signe d'appartenance sociale.

C'est pour cette raison que certaines personnes cherchent à accentuer leur prononciation en pensant imiter les hautes classes, les linguistes appellent cela l'*hypercorrection*. L'exemple des prononciations du /r/ aux Antilles françaises est assez caractéristique. Mais prenons l'exemple du /r/ new-yorkais. William Labov, dont la théorie repose sur les rapports entre les stratifications linguistiques et les stratifications sociales, analyse la stratification de /r/ dans les grands magasins de New York. L'étude se fait dans trois magasins qui représentent chacun une couche sociale. Les réalisations du /r/ (« *fourth floor* ») sont notées r-1 si le phonème est prononcé, r-0 s'il ne l'est pas ou se manifeste par l'allongement de la voyelle, et d lorsque les résultats sont douteux. Pour r-1 (la bonne prononciation), on obtient : 62 % dans le magasin en haut de l'échelle, 51 % pour celui du milieu, 20 % pour celui du bas de l'échelle. Ces résultats confirment la théorie de Labov. Il mène une autre enquête pour mesurer l'évaluation sociale des variantes dégagées. Elle consistait à étudier les réactions subjectives au langage en faisant écouter à 200 témoins des « faux couples », c'est-à-dire des phrases prononcées différemment (par exemple avec ou sans les r) par le même locuteur sans que les témoins sachent qu'il s'agit du même locuteur et en leur demandant de classer les locuteurs sur une échelle d'aptitude professionnelle. 100 % des enquêtés âgés de vingt à trente-neuf ans manifestent une réaction positive à la prononciation r-1, considérée comme une marque de prestige.⁴⁸

Si certains imitent ceux de la classe à laquelle ils aimeraient appartenir, d'autres au contraire, créent leur propre langue. Cet acte est une volonté de s'imposer comme strate de la société. Les jeunes (mais pas uniquement, on peut penser aux marginaux et à ceux qui sont en opposition aux normes sociales) ont toujours imaginé des signes langagiers pour se différencier des adultes (l'argot, le verlan). Parce qu'une langue est un moyen de reconnaissance et d'expression, certaines catégories sociales ont un besoin de se constituer en groupe linguistique. Il n'y a pas toujours derrière cela, la volonté de nier la langue commune donc la société dans son ensemble, mais bien de former sa propre communauté pour être plus fort face aux autres ; par exemple les enfants précoces inventent souvent une langue codée pour se protéger de l'extérieur. Les migrants, et plus particulièrement leurs enfants, sont partagés entre deux cultures et donc deux langues. Ce sont ces populations qui produisent le plus de langues « identitaires ». A Grenoble, les enfants de migrants (algériens, espagnols, portugais, etc.) ont introduit dans leur français des mots arabes, gitans, voire portugais. Jacqueline Billiez qui a étudié ce phénomène, note l'existence de réseaux, chacun possédant ses marques distinctives propres, dont la fonction est de « définir et de décliner son identité et de renforcer la cohésion du réseau. L'important c'est tout à la fois d'inclure et de tenter d'exclure. »⁴⁹

⁴⁸ L-J Calvet, *Les Voix de la ville*, Essais Payot, 1994, p. 102

⁴⁹ *Id.*, p. 69

b : Le pouvoir du langage

Nommer les choses permet à l'homme de les maîtriser et de s'approprier le monde. Mais également de réaliser son humanité : parler c'est le propre de l'homme et de sa vie au sein de la communauté.

La maîtrise du monde

« Le langage représente la forme la plus haute d'une faculté qui est inhérente à la condition humaine, la faculté de symboliser. Entendons par là, très largement la faculté de représenter le réel par un signe et de comprendre ce signe comme représentant le réel, donc d'établir un rapport de signification entre quelque chose et quelque chose d'autre » (Benveniste, *Problèmes de linguistique générale*). La science qui prend le langage pour objet n'épuise donc pas la question posée par le langage à savoir qu'il est la grande médiation entre l'homme et le monde, entre l'homme et l'homme : « qu'un pareil système de symboles existe nous dévoile une des données essentielles, la plus profonde peut-être de la condition humaine : c'est qu'il n'y a pas de relation naturelle immédiate et directe entre l'homme et le monde, ni entre l'homme et l'homme ; il y faut un intermédiaire, cet appareil symbolique, qui a rendu possible la pensée. Hors de la sphère biologique, la capacité symbolique est la capacité la plus spécifique de l'être humain. ».⁵⁰

Outre le fait de représenter la réalité, le langage est une forme d'autorité, ou du moins permet d'exercer une supériorité. Et cela par deux aspects différents.

Le premier est l'imposition à un peuple de parler la même langue. Bien que cela puisse paraître comme une volonté d'unifier un pays et ainsi créer une nation unie, c'est une négation de la particularité, de l'identité d'une communauté. Instaurer une langue est un acte totalitaire : « Imposer la même langue sur un territoire c'est renforcer l'autorité qui fonde sa domination. »⁵¹ Empruntons un exemple à la littérature ; dans *1984* de George Orwell, le novlangue, la langue de l'Angsoc, le Parti de Big Brother, a pour but « non seulement de fournir un mode d'expression aux idées générales et aux habitudes mentales des dévots de l'Angsoc, mais **de rendre impossible tout autre mode de pensée.** (nous soulignons) [...]. Le vocabulaire du novlangue était construit de telle sorte qu'il pût fournir une expression exacte, et souvent très nuancée, aux idées qu'un membre du Parti pouvait, à juste titre désirer communiquer. Mais il excluait toutes les autres idées et mêmes les possibilités d'y arriver par des méthodes indirectes. L'invention de mots nouveaux, l'élimination surtout des mots indésirables, la suppression dans les mots restants de toute signification secondaire, quelle qu'elle fût, contribuaient à ce résultat. »⁵²

Le second est la rhétorique. L'homme en nommant devient maître des choses, mais en parlant il devient le maître des autres hommes. Qui sait manier avec adresse le langage, manie les hommes. On l'a vu avec les différents niveaux de langue, la façon de s'exprimer est importante pour avoir une place dans la société, être considéré. Mais cela va plus loin encore. « Je veux dire le pouvoir de persuader par ses discours les juges au tribunal, les

⁵⁰ *Encyclopedia Universalis*, article langage

⁵¹ P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Points Seuil, 2001, p. 68

⁵² G. Orwell, *1984*, Appendice sur les principes du novlangue, Folio, p. 395

« Le novlangue a été la langue officielle de l'Océania. Il fut inventé pour répondre aux besoins de l'Angsoc, ou socialisme anglais. En l'an 1984, le novlangue n'était pas la seule langue en usage, que ce fût oralement ou par écrit. Les articles de fond du Times étaient écrits en novlangue, mais c'était un tour de force qui ne pouvait être réalisé que par des spécialistes. On comptait que le novlangue aurait totalement supplanté l'ancielangue (nous dirons la langue ordinaire) vers l'année 2050. C'est une langue en perpétuelle évolution ; la 11e édition de dictionnaire compte encore moins de mots. »

sénateurs dans le Conseil, les citoyens dans l'assemblée du peuple et dans toute autre réunion qui soit une réunion de citoyens. Avec ce pouvoir, tu feras ton esclave du médecin, ton esclave du pédotribe et quant au fameux financier, on reconnaîtra que ce n'est pas pour lui qu'il amasse de l'argent, mais pour autrui, pour toi qui sais parler et persuader les foules. »⁵³ Le rhéteur exclut ceux qui ne savent pas rivaliser, et met sous sa coupe les faibles auditeurs. C'est typiquement le cas des gourous des sectes et des défenseurs des grandes causes humaines. Machiavel conseille au Prince de maîtriser son discours : « Un prince doit donc avoir grand soin que ne lui sorte jamais de la bouche la moindre parole qui ne soit pleine des cinq qualités susdites, et qu'il paraisse, à le voir et à l'entendre, toute pitié, toute honnêteté, toute intégrité, toute humanité, toute religion. »⁵⁴ Le langage est aussi un vecteur de mensonge et de fourberie. Il y a bien souvent une distance entre ce qui est dit et ce qui est fait.

Il faut cependant nuancer notre propos. Vouloir une langue unique sur un pays, n'est pas seulement une forme de pouvoir autoritaire et de contrôle. C'est avant tout le souhait de fonder une nation rassemblée autour de points communs, comme la langue. L'ordonnance de Villers-Cotterêts en 1539 (imposition de l'usage du français dans les actes officiels et de justice), la simplification du chinois en 1955, ou le choix d'une langue par les nouveaux pays indépendants en sont des illustrations. Une circulaire datée du 28 septembre 1999, sur laquelle nous reviendrons plus tard, rappelle que la langue est le ciment de la nation : « la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française a pour objet d'assurer la présence du français, **composante essentielle du lien social**, dans de nombreuses circonstances de la vie quotidienne et professionnelle et de favoriser le plurilinguisme dans les relations internationales. »⁵⁵ (nous soulignons). L'éducation, l'école plus précisément joue un rôle essentiel dans la création de ce lien, puisqu'elle est le lieu de l'apprentissage de la langue. Ainsi, Pierre Bourdieu reprend les propos de Georges Davy : « Dans le processus qui conduit à l'élaboration, la légitimation et l'imposition d'une langue officielle, le système scolaire remplit une fonction déterminante : « fabriquer les similitudes d'où résulte la communauté de conscience qui est le ciment de la nation. » Davy poursuit avec une évocation de la fonction du maître d'école, maître à parler, qui est, par là même, maître à penser : « il [l'instituteur] agit quotidiennement de par sa fonction sur la faculté d'expression de toute idée et de toute émotion : sur le langage. En apprenant aux enfants, qui ne la connaissent que bien confusément ou qui parlent même des dialectes ou des patois divers, la même langue, une, claire et fixée, il les incline déjà tout naturellement à voir et à sentir les choses de la même façon ; il travaille à édifier la conscience commune de la nation. »⁵⁶ Aujourd'hui encore, l'enseignement à tous d'une même langue contribue à l'unité de la nation. Jumel rappelle que l'unification linguistique de la France se poursuit (étude l'INSEE).⁵⁷

A l'heure de la mondialisation, le souhait de comprendre et de communiquer avec les hommes de toute la terre peut se faire plus pressant. Certains europhiles pensent que la monnaie unique fait partie du processus identitaire, mais que le partage de la même langue serait un facteur plus efficace. Reste à choisir la langue...Des auteurs comme Jonathan

⁵³ Platon, *Le Gorgias*, Flammarion, 1997, p. 135

⁵⁴ N. Machiavel, *Le Prince*, Livre de Poche, 2006, p. 130

⁵⁵ Circulaire n° 99-39 du 28/09/99, *Le Moniteur des travaux publics*

⁵⁶ G. Davy, *Éléments de sociologie*, in *Langage et pouvoir symbolique*, Points Seuil, 2001, p. 75

⁵⁷ « Une étude de l'INSEE montre qu'une unification linguistique de la France se poursuit de façon continue mais attention aux espaces culturels, dont le confinement linguistique et culturel est renforcé, consciemment ou non par la main de l'homme. » M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, DEA, 2000, p. 54

Swift, ont pensé à la création d'une langue universelle, dont tous les termes seraient univoques. Mais les savants de Balvidar⁵⁸ n'ont produit qu'une langue réduite qui tombe dans l'utopie qu'un jour tous les hommes pourront se comprendre. Pourtant, le rêve ancestral d'une langue commune à l'humanité tient peut-être sa concrétisation dans la propagation de l'espéranto. Inventée en 1887, par le docteur polonais, Zamenhof, cette langue internationale porte en elle « l'espoir que tous les peuples de la terre puissent se comprendre. »⁵⁹

Exclusion par la force des mots

L'exclusion d'un individu procède de deux phénomènes : soit par l'usage d'une langue étrangère, soit par l'emploi de termes forts.

▪ Langue étrangère

Le touriste qui ne connaît pas la langue du pays qu'il visite peut se sentir exclu de la vie locale. Ce fait n'est que temporaire et n'a pas de conséquence sur sa personne. En revanche, se sentir comme un touriste dans le pays où l'on réside à temps plein a des répercussions sur l'intégration de ce citoyen au sein de la société. Il peut s'agir d'un immigré, d'un individu d'une autre classe sociale ou d'un illettré. La non communication entre les différentes couches sociales ayant déjà été évoquée, intéressons nous aux deux autres cas.

La France compte 5,6 % d'immigrés qui ne parlent pas tous le français ou du moins ne le maîtrisent pas suffisamment pour être à l'aise (et l'on peut y ajouter les 4 % de Français qui ont acquis la nationalité). Le maintien de leur langue d'origine au sein de la famille ne facilite pas l'apprentissage du français des enfants notamment, et au-delà des murs du foyer, de leur intégration.

L'illettrisme constitue un autre handicap. Nous retiendrons la définition proposée par Jumel, « situation des personnes qui ont été scolarisées mais qui ne maîtrisent pas suffisamment l'écrit pour faire face aux exigences minimales requises dans la vie professionnelle, sociale, culturelle et personnelle. Il s'agit d'hommes et de femmes pour lesquels le recours à l'écrit n'est, ni immédiat, ni spontané, ni facile et qui évitent et (ou) appréhendent ce moyen d'expression et de communication. »⁶⁰ Une étude sur 427 000 jeunes hommes, entre 1998 et 1999, montre que 9,7 % d'entre eux ont des difficultés à lire des documents de la vie quotidienne. Nous pouvons craindre alors que ces personnes ne parviennent pas également à saisir le sens de termes rares ou techniques. Ainsi, leur exclusion est le résultat d'une information tronquée, d'une demi-communication (ce terme est un néologisme voire un non-sens, car il signifie que la communication ne s'effectue que dans un seul sens (celui du locuteur), ce qui n'est plus de l'information ; le retour est impossible puisqu'il y a incompréhension).

L'analphabétisme (état d'une personne qui n'a jamais appris à lire ni à écrire) est très rare dans les pays développés. En France, les populations étrangères sont les plus exposées.

▪ Force lexicale

La connaissance d'une langue ne repose pas seulement sur des règles grammaticales et des conjugaisons, mais également sur le vocabulaire. Le nombre pléthorique des mots s'explique par la diversité des concepts qu'ils expriment. Comme nous l'avons dit du novlangue, un vocabulaire restreint ne permet pas une pensée développée. Ainsi, nous

⁵⁸ J. Swift, *Voyage à Balvidar, Les Voyages de Gulliver* (1726) in *Philosophie Terminale L*, Hatier, 1997, p. 232

⁵⁹ *La Nouvelle République*, « le centre espéranto de Tours fête ses 100 ans », 02/12/05

⁶⁰ M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, DEA, 2000

partageons l'idée de John Thompson : « Plus le capital linguistique d'un locuteur sera important, plus ce dernier se montrera capable d'exploiter à son profit le système des différences et de s'assurer ainsi *un profit de distinction*. »⁶¹

Outre l'usage de termes incompris par le récepteur, l'exclusion peut également se faire par le sens des mots employés. Les insultes, les propos racistes et tout ce qui constitue la violence verbale sont une forme d'exclusion. Traiter quelqu'un d' « étranger » ou d' « imbécile », mots qui la plupart du temps sont accompagnés d'adjectifs péjoratifs, n'est-ce pas le rejeter de la société ? « Mettre quelqu'un plus bas que terre », n'est-ce pas le nier en tant que personne ? Peut-être tout cela pour le différencier de soi, le mettre à distance.

Il n'y a pas qu'une question de vocabulaire ; le ton (ironique, supérieur, etc.) sur lequel sont énoncés les termes, donne une connotation qui s'ajoute au sens qu'ils renferment. Dans, *Pour un oui ou pour un non*, Nathalie Sarraute met en scène deux amis « qui se retrouvent, après une assez longue séparation, provoquée mystérieusement par une phrase malheureuse de l'un des deux. L'action se concentre autour d'une simple formule, « C'est bien ça » (prononcée c'est biiien ... ça...), qui tire son sens non de ce qu'elle est supposée signifier, mais de ce qu'elle connote de façon évidente. »⁶² La conversation entre les deux est une volonté de mettre au clair leurs sentiments. « La quête vire très tôt à l'enquête, mais se veut au départ véritable thérapie, comme si la parole gardait son pouvoir de dénouer les conflits et de guérir les plaies qu'elle a elle-même ouverte. »⁶³ En effet, il ne faut pas rejeter la vertu de la parole, celle qui libère l'homme de ses angoisses, de ses craintes.

2 La communication

Un autre aspect du langage est la communication, c'est peut-être même le but premier de la maîtrise d'une langue : vouloir entrer en contact avec autrui.

a : Faire savoir et savoir faire

Nous sommes dans une société de communication, voire saturée par les flux de communication. Car aujourd'hui communiquer implique une échelle très large : l'avion nous transporte d'un continent à l'autre, la télévision nous montre des images prises de l'espace et l'Internet nous met en relation avec le monde.

Communiquer, c'est avant tout, faire savoir. Faire savoir aux autres que l'on existe, que l'on est à côté, avec ou contre eux.

Aujourd'hui parce qu'on veut faire savoir à une large part de la population, parce que la diffusion va plus loin (et plus vite), la communication s'est professionnalisée. Il existe maintenant le savoir-faire du faire savoir.

La com' est une affaire de spécialistes, ou du moins elle se pare de plus en plus de process et d'artifices. Avant, il y avait quelques règles à respecter que chacun appliquait plus ou moins bien. Par exemple, l'usage du mail a balayé la rigueur et les marques de politesse d'une lettre et a considérablement aboli les barrières hiérarchiques notamment.

C'est devenu une affaire de spécialistes. Il n'y a qu'à observer la multiplication des écoles de communication, des nouveaux moyens de communication, notamment visuels (support, graphisme,...), des nouveaux vecteurs de diffusion.

⁶¹ J. B. Thompson, préface de *Langage et pouvoir symbolique*, Points Seuil, 2001, p. 33

⁶² A. Rykner, Préface de *Pour un oui ou pour un non*, Folio Théâtre, p. 9

⁶³ *Id.* p. 11

Mais elle s'est également popularisée avec les blogs sur le Net qui correspondent au faire savoir mondial. Même si le savoir-faire n'est pas exclusivement aux mains des professionnels, il est tout de même réservé à une certaine catégorie de personnes, car il faut être branché, connecté.

b : Echanger et informer

Communiquer ce n'est pas uniquement faire savoir au sens d'informer ; la communication doit aussi permettre l'échange.

On distingue trois types d'échanges : le gagnant-gagnant, le gagnant-perdant ou le perdant-perdant. La communication revêt ces trois types, car « il est légitime de traiter les rapports sociaux comme des interactions symboliques c'est-à-dire comme des rapports de communication impliquant la connaissance et la reconnaissance, on doit se garder d'oublier que les rapports de communication par excellence que sont les échanges linguistiques sont aussi des échanges de pouvoir symbolique où s'actualisent les rapports de force entre les locuteurs ou leurs groupes respectifs. »⁶⁴

Echanger : donner et recevoir

L'échange peut être de différentes natures, mais le plus important c'est qu'il ait un mouvement à double sens entre ceux qui échangent. Le langage est un moyen d'échange, et pour que celui-ci soit efficient, il faut une langue commune. La discussion, le débat sont un échange. La communication doit permettre un retour ; elle est à double sens.

Informier : aviser

A l'inverse de l'échange, l'information n'implique pas de retour, d'échange ; elle est à sens unique. La communication ne devrait pas être confondue avec l'information.

Certes, l'information peut susciter des réactions chez le récepteur, mais il ne pourra pas les exposer à l'émetteur.

La loi Bouchardeau du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement veut qu'il y ait un « retour » en systématisant la consultation de la population. Ainsi, il est écrit :

« Art.1 La réalisation d'aménagements, d'ouvrages ou de travaux exécutés par des personnes publiques ou privées, est précédée d'une enquête publique soumise aux prescriptions de la présente loi, lorsqu'en raison de leur nature, de leur consistance ou du caractère des zones concernées, ces opérations sont susceptibles d'affecter l'environnement.

Art.2 L'enquête mentionnée à l'article précédent a pour objet **d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions** postérieurement à l'étude d'impact lorsque celle-ci est requise afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous éléments nécessaires à son information. » (nous soulignons).

Communication publique

Sans qu'on ne le soupçonne l'information joue un rôle capital dans l'humanité. Jumel a vérifié l'hypothèse que « l'information est un enjeu fondamental tant au niveau individuel que social : elle permet à l'homme d'être libre de se respecter et de mener un projet de vie qui soit digne de ses ambitions. »⁶⁵ C'est pourquoi il est primordial que tous aient accès à l'information. Et dans un second temps, puissent échanger.

⁶⁴ P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Points Seuil, 2001, p. 60

⁶⁵ M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, DEA, 2000, p. 24

Ainsi, nous pouvons tenir comme indispensable pour la vie en société, la communication publique. « La communication publique est la communication formelle qui tend à l'échange et au partage d'information d'utilité publique ainsi qu'au maintien du lien social, et dont la responsabilité incombe à des institutions publiques ou à des organisations investies de missions d'intérêt collectif. »⁶⁶

Nous verrons plus loin que le discours des aménageurs-urbanistes relève de la communication publique.

Inégalité face à l'information

Nous avons déjà évoqué l'inégalité qui peut exister entre deux individus si ceux-ci n'utilisent pas la même langue. Jumel conclut que « l'information immatérielle (Internet) ne fait que renforcer le statut de ceux qui sont déjà aujourd'hui capables de la traiter. Les populations déjà lésées (les oubliés et les espaces de relégation) par l'information matérielle ne sont pas mieux servis par l'information immatérielle. Le fossé se creuse entre ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas, entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. L'illettrisme, les métalangages, l'insuffisance de moyens financiers sont autant de facteurs constituant des obstacles à la réalisation de l'équité sociale. L'information sensée unir les hommes pourrait donc devenir à terme, source d'incompréhension et de conflits. »⁶⁷

Il résulte de ce rapport de force trois types d'inégalité face à l'information.

- Inégalité linguistique :

La maîtrise du langage et les différents niveaux de langue constituent la première barrière à l'analyse d'une information reçue.

Ensuite, s'ajoute la connaissance (culturelle ou linguistique). On peut parler correctement sa langue mais être confronté à une langue étrangère dans laquelle est diffusée l'information. Pour Jumel, il s'agit de l'usage de l'anglais sur le Net : « [...] mêmes lettrées, certaines catégories de population ne peuvent accéder à l'information immatérielle du fait des métalangages. Ils caractérisent des langages propres à des populations spécifiques. »⁶⁸

Certains sont avantagés car ils ont droit à une formation. Les élus (municipaux, généraux et régionaux) par exemple bénéficient d'une formation pour l'exercice de leur mandat.⁶⁹

Outre les différents langages, les variations des sens peuvent entraîner des difficultés de compréhension. Il s'agit de sortir un élément de son contexte ou de le détacher de son locuteur ; ou bien la signification que donne un récepteur qui peut varier de celle donnée par l'émetteur. « C'est également ce que développe Granger quand il appelle **sens** ce qui est transmis par le modèle abstrait structuré d'un objet ou d'un phénomène et **signification**, ce qui échappe à cette abstraction, le vécu individuel. »⁷⁰ « Les mêmes mots peuvent également ne pas avoir une définition identique chez tous. Le sens connotatif d'un mot peut prendre le pas sur le sens dénotatif. Ces connotations qui peuvent être des ethnotypes (des allemands

⁶⁶ P. Zémor, *La communication publique*, PUF, 2005, p. 5

⁶⁷ M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, DEA, 2000, p. 99

⁶⁸ Id., p. 73

⁶⁹ Loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité : « Titre II Des conditions de l'exercice des différents mandats chapitre 3 formations en début et en cours de mandat :

« Dans les trois mois suivants son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre. »

⁷⁰ M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, DEA, 2000, p. 79

disciplinés) ou des sociotypes (des bourgeois économes), peuvent être partagées par toute la population ou différer fortement selon l'appartenance à tel ou tel groupe social. Pour employer et comprendre correctement les mots et les énoncés d'une langue, il faut être informé de tout cela, en particulier des lieux communs, dits aussi stéréotypes que sont les ethnotypes et les sociotypes. Avec les connotations, on a une cause éventuelle supplémentaire de discordance entre le sens produit par l'énonciateur et celui reçu par le récepteur. »⁷¹

- Inégalité dans le rapport de force ou l'art de savoir convaincre

« Relation de communication entre un émetteur et un récepteur fondée sur le chiffrement et le déchiffrement, donc sur la mise en œuvre d'un code ou d'une compétence génératrice, l'échange linguistique est aussi un échange économique qui s'établit dans un certain rapport de forces symbolique entre un producteur pourvu d'un certain capital linguistique et un consommateur et qui est propre à fournir un certain profit matériel ou symbolique. Autrement dit, les discours ne sont pas seulement des signes destinés à être compris, déchiffrés, ce sont aussi des signes de richesses destinés à être évalués, appréciés et des signes d'autorité, destinés à être **crus et obéis**. »⁷² Pour être crus et obéis, les discours doivent charmer l'auditoire (Cf. Platon et Machiavel).

Savoir convaincre est une aptitude essentielle du professionnel de la communication. C'est pourquoi l'information se déguise souvent en argument, ou du moins s'accompagne d'arguments.

Dans de nombreux magazines, des conseils sur la façon de parler à une clientèle ou à son équipe, comment annoncer telle ou telle nouvelle ou faire passer tel genre d'information. Par exemple, *Le Courrier des cadres* a consacré dans son numéro 1605, une enquête sur « savoir convaincre ». Il est écrit que « convaincre suppose de définir son objectif et le message que l'on entend faire passer, mais aussi de se mettre dans la peau de ses interlocuteurs. » Le savoir convaincre est à mettre en parallèle avec la professionnalisation de la communication.

- Inégalité matérielle

Enfin, l'accès à l'information n'est pas identique pour tous. Qu'elle soit diffusée par des canaux traditionnels (presse écrite, radio, télévision, réunion) ou par de nouveaux moyens (Internet), l'information reste parfois matériellement inabordable (coût financier, connexion, diffusion).

Le langage est le propre de l'homme car il est le seul être vivant à posséder la faculté de penser. Le langage est plus qu'un outil de communication, car il supporte l'échange. Il est un facteur identitaire et un vecteur d'intégration. Parler la même langue permet de ne pas en faire un moyen d'exclusion. Encore une fois, tous les individus ne sont pas à armes égales pour affronter un discours, qu'il soit écrit ou énoncé. On peut penser utiliser la même langue, ou le même langage, que son interlocuteur mais si celui-ci a recours à des stratagèmes (vocabulaire, impératif, etc.), il sera supérieur.

⁷¹ M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, DEA, 2000, p. 80

⁷² P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Points Seuil, 2001, p. 99

Ainsi, pour être reconnu, le professionnel de l'aménagement-urbanisme peut utiliser ce vecteur identitaire, qu'est le langage. Inscrire sa propre langue pour former une communauté linguistique, au sein de laquelle chacun pourra s'identifier comme membre. Pour protéger l'activité de l'aménagement-urbanisme de la vulgarisation, le discours devra être d'un niveau supérieur, voire ésotérique.

Parfaits exemples de la faculté de penser et de dominer une langue (au départ écrite), les sigles se multiplient. La question est de savoir s'ils sont un gain pour la langue, notamment française, ou au contraire, un appauvrissement.

C : Les sigles, un aspect particulier de la langue

Tout le monde les utilise, sans savoir exactement comment on les appelle, ou ce qu'ils veulent dire précisément. Les sigles ont une histoire et des caractéristiques propres qu'il s'agit de découvrir maintenant.

1 Distinctions entre les figures

a : Définitions

La définition du terme *sigle* est flottante car elle a longtemps été mêlée à celle d'abréviation ou confondue avec celle du symbole.

Démonstration par ce parcours dans le temps au travers des différents dictionnaires et de leurs entrées « abréviation » et « sigle » :

Le Dictionnaire de la langue française de Littré, publié entre 1863 et 1872, définit ainsi le sigle : « Se dit des lettres initiales employées comme signes abrégatifs sur les monuments, les médailles et dans les manuscrits anciens. »

Le dictionnaire de l'Académie (1935) ne voit dans le sigle qu'un terme de paléographie. *Le Grand Robert* (1969) parle de signe abrégatif et fait allusion au symbole.

En 1971, *le Grand Larousse de la langue française* définit « abréviation » de la façon suivante : « Suppression d'une partie d'un mot, d'une expression : l'abréviation du mot « autobus » donne bus. Spécialement. Groupe de lettres auquel sont réduits un mot composé, une expression abrégée : USA est l'abréviation de United States of America. »

Le Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse (1982) précise : « Réduction graphique d'un mot ou d'une suite de mots ; mot, suite de lettres ou lettres résultant de cette réduction : l'abréviation de « kilogramme » est kg. »

En 1986, l'Académie française mêle encore abréviation et sigle : « Réduction d'un mot à certains de ses éléments ; réduction d'une expression à l'initiale des mots qui la composent. On écrit par abréviation, M. Mme, Mlle au lieu de Monsieur, Madame, Mademoiselle. Société Nationale des Chemins de Fer devient par abréviation SNCF. »

Dans *Le Grand Robert* de 1989, la définition d'abréviation maintient l'ambiguïté : « Retranchement de lettres dans l'écriture d'un mot, de mots dans une phrase, pour écrire plus vite ou prendre moins de place. »

En 2004, *Le Petit Larousse illustré* ne fait pas encore la distinction entre sigle et abréviation. Il fait apparaître dans un tableau intitulé *abréviation* des sigles comme VO, PCC.

Il est important pour la suite de ce mémoire de bien distinguer ce que sont ces trois noms.

Ainsi, il est convenu que l'abréviation est la réduction d'un seul terme et ne s'applique qu'à l'écrit. Monsieur par abrègement devient M., Mademoiselle, Mlle.

Nous retiendrons que le symbole est une abréviation qui est reconnue par un public national et international. Il s'agit des symboles chimiques (Zn, Au), des unités de mesure (kg, cl) et monétaires (FF, DM, €).

Enfin, nous adopterons la définition large de « sigle » qu'en donne Danielle Candel dans la note méthodologique du *Dictionnaire des sigles* :

« Ensemble constitué par les lettres initiales des mots d'un syntagme (EDF pour Electricité de France) ou de certains mots d'un syntagme⁷³ (ONU pour Organisation des Nations Unies), ou encore par un assemblage de lettres ou de syllabes initiales des mots ou de certains mots d'un syntagme (AFNOR pour Association Française de NORmalisation). »⁷⁴ Il faut signaler qu'il existe des sigles de mots composés, ou de certains mots construits à partir des initiales des éléments composants (ECG pour ElectroCardioGramme), pratique usuelle pour les composés allemands. Mais également des dénominations prenant en compte des mots entiers (ONIVINS pour Office National Interprofessionnel des VINS), des mots-valise⁷⁵ (BIT pour BInary digiT), ou encore des abréviations comportant un trait d'union ou un chiffre (F1 pour Formule 1). Les noms propres sont « siglables » (VGE, DSK).

Dans cette grande variété de sigles, il faut distinguer les acronymes qui se prononcent comme un mot ordinaire (Radar pour radio detection and ranging). Calvet précise alors qu'il s'agit d'un acrophone. Cependant, Calvet considère l'acronyme comme le résultat d'un abrègement, ce qui n'est pas notre cas.

Enfin, on peut distinguer les palindromes qui peuvent se lire dans les deux sens, comme RPR.

Au cours de cette recherche le terme « sigle(s) » renverra également aux acronymes.

b: Caractéristiques

Le sigle, à la différence de l'abréviation, porte sur un ensemble de mots, un syntagme solidaire. Sa prononciation est alphabétique (lettre à lettre), ou syllabique pour les acronymes.

Sa reconnaissance, c'est-à-dire qu'il est simplement connu, est nationale voire internationale (par exemple les américains FBI ou CIA sont connus même des Français sans pour autant qu'ils sachent les décoder). On parle de décodage, de traduction ou de développement pour désigner le retour au syntagme d'origine. Ce syntagme est appelé source.

La siglaison est un phénomène extraordinaire en linguistique puisque c'est une invention de la langue écrite qui s'est imposée à la langue parlée. En effet, la transformation de la langue semble avoir toujours été le fait de l'oral, comme l'argot, issu des couches sociales souvent analphabètes ; l'écriture joue plutôt le rôle de garde-fou face aux inventions de la langue parlée. L'entrée d'un mot dans le dictionnaire est une marque de cette méfiance de l'écrit par rapport à l'oral. L'inversement de ce processus oral-écrit tient du fait que la

⁷³ Un syntagme est un groupe d'éléments formant une unité dans une organisation hiérarchisée.

⁷⁴ D. Candel, *Dictionnaire des sigles*, 1992, p. VII

⁷⁵ Un mot-valise est un mot constitué par l'amalgame de la partie d'un mot et de la partie finale d'un autre.

siglaison a besoin de la graphie. Elle consiste à prendre dans une suite de mots, la lettre initiale de chacun d'eux : Transport en Site Propre donnant TSP ou Plan d'Occupation du Sol devenant POS. Le passage par l'écriture est obligatoire pour ne pas commettre de faute d'orthographe, car le S de TSP pourrait être un C ou le O de POS un A, car les seconds mots (site et occupation) commencent pour l'oreille par les phonèmes /s/ et /o/ site devenant cite et occupation auccupation; c'est la connaissance de l'orthographe qui peut dire comment doit s'écrire le sigle. La lecture permet également de corriger la prononciation syllabique : par exemple, l'auditeur du « mot » ZNIEFF peut croire qu'il s'écrit ZNIEF ou ZNYEF.

Ce qui permet à Calvet d'avancer que « le sigle est le pendant « aristocratique » d'un processus populaire, l'abrègement. [...] Le passage obligatoire par la forme écrite de la langue fait donc du sigle un processus de lettré, une sorte d'abrègement du riche. »⁷⁶ Il semble donc que les sigles ne naissent pas dans la rue mais dans les bureaux.

Albert Doppagne fait remarquer que le sigle « favorise la majusculite. »⁷⁷ Les initiales sont siglées⁷⁸ en lettre capitale (PLU et non pas plu ou Plu) ce qui pousse à écrire la source avec des majuscules (Plan Local d'Urbanisme), alors que seule la première est justifiée. De même, ils ne respectent pas la règle du pluriel car ils n'en portent pas la marque, contrairement aux abréviations.

Une dernière définition, celle du *Petit Larousse* 2004 qui précise que le sigle est un : « Groupe de lettres initiales constituant l'abréviation de mots fréquemment employés. » C'est parce qu'il est « fréquemment employé » qu'un mot est siglé. Cependant, la longueur du syntagme source, plus que la fréquence, justifie la siglaison ; un auteur ne va pas écrire tout au long de son texte zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ; ZNIEFF lui sera d'un grand secours.

2 Des origines à nos jours

a : L'histoire des sigles

Il y a toujours eu des phénomènes d'érosion et de troncation de la langue (disparition des désinences casuelles et des cas, remplacés par les prépositions). Selon Calvet, « l'origine de l'écriture baigne [...] sans doute dans la magie et le secret. »⁷⁹ Et il explique que les runes germaniques et l'ogam celte sont des formes des langages codés magiques. La siglaison serait issue des signes ogamiques. (Présentation de l'ogam en annexe) Les premières occurrences sont contenues dans des manuscrits à propos de la religion (le plus connu étant INRI pour Iesus Nazarenus Rex Iudaeorum) ou du pouvoir (SAR pour Son Altesse Royale). Mais jusqu'au XX^e siècle, les sigles sont rares. Calvet fait référence à la thèse de Jean Dubois, *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872* qui n'en compte aucun et fait remarquer que la même étude menée dans les années 1970 regorgerait de sigles.

Calvet distingue deux grandes époques où la seconde guerre mondiale sert d'articulation. Avant 1945, le sigle reste rare dans la langue écrite et inexistant dans la langue parlée. Il n'apparaît que longtemps après le syntagme source. Au lendemain de la

⁷⁶ L.-J. Calvet, *Les sigles*, PUF, 1980, p. 33

⁷⁷ A. Doppagne, *Majuscules, abréviations, symboles et sigles*, Duculot, 1998, p. 85

⁷⁸ Le terme siglé se dit d'un objet, d'un vêtement ou d'un sac portant un sigle, des initiales en ornement. Il s'agit donc ici d'un néologisme.

⁷⁹ L.-J. Calvet, *Les sigles*, PUF, 1980, p. 10

guerre, les sigles se développent très fortement, avec leur naissance en même temps que celle de la source et la tendance à remplacer celle-ci à l'écrit comme à l'oral.

C'est un véritable phénomène, voire une révolution dans le monde de la linguistique car « [...] la langue se contente de jouer avec sa graphie, en conservant elle-même les processus de création. Alors que l'exemple du sigle nous montre un phénomène tout différent : c'est la graphie qui crée, comme si les rapports entre gestualité et picturalités étaient inversés. »⁸⁰

b: Les sigles aujourd'hui

Toujours par souci d'économie et de rapidité, les sigles se multiplient. « « Le problème ne date pas d'hier, mais il est temps de réagir » lisait-on récemment dans un quotidien, à propos des sigles et de leur usage abusif déjà décrit dans *Le Nouveau Larousse Illustré* du début du siècle (1904). »⁸¹ Ils sont partout, envahissant le monde politique, administratif, économique, associatif et sportif. Ils sont si nombreux que la cacophonie qu'ils génèrent a poussé certains auteurs à établir des dictionnaires. Citons celui réalisé en coordination avec le Conseil Economique et Social (CES), ou celui de Jean-Pierre Bouscau-Faure qui compte plus de 30 000 entrées. Le CES souhaite construire un immense répertoire de sigles qui servirait de base de données pour l'ensemble des utilisateurs que nous sommes tous potentiellement.

Il semblerait que les sigles soient plus utilisés dans l'administration qu'au sein des entreprises de communication, car justement elles sont dans une politique de communication et que les sigles ne sont pas « communicatifs ».

C'est peut-être la raison pour laquelle, on peut noter un retour au nom traditionnel. Les interfaces public-privé changent de stratégie : la S2R (Société Rennaise de Rénovation) est devenue Territoires. Mais le secteur public, entré dans la communication comme nous le verrons plus loin, évolue également. Par exemple, la Communauté Urbaine de Lyon, qui pour la bienséance ne pouvait pas se nommer CUL, avait opté pour Courly en trichant sur la formation du sigle, devient aujourd'hui le Grand Lyon. De même, un groupement de professionnels s'est demandé si le nom de son magazine d'aménagement-urbanisme serait un sigle ou pas ; il a opté pour la deuxième solution.⁸²

Cependant, les établissements publics ne sont pas en reste, car ils sont entrés dans l'ère de la communication. Ainsi, lors de leur fission, les PTT sont devenus La Poste et France Télécom. Deux appellations qui indiquent très clairement le secteur d'activité. On peut supposer que prochainement, avec l'ouverture des marchés, les dernières grandes entreprises publiques (EDF et SNCF, notamment) modifient également leur nom pour avoir un impact plus grand au-delà des frontières et correspondre à la nouvelle configuration de l'économie : le territoire d'action ne se restreignant plus à l'Hexagone.

Un contre exemple vient soutenir l'hypothèse inverse. Les trains Corail ont récemment été rebaptisés trains interrégionaux (TIR) sur le même modèle que les trains express régionaux (TER). Cette nouvelle appellation traduit peut-être mieux la nature de ces trains, car on avait oublié qu'ils étaient confortables (corail étant la contraction de confort rail).

⁸⁰ L.-J. Calvet, *Les sigles*, PUF, 1980, p. 16

⁸¹ D. Candel, *Dictionnaire des sigles*, 1992, p. VII

⁸² Conversation personnelle

Nous avons dit que les sigles n'étaient pas « communicatifs » au sens où le message qu'ils contiennent n'est pas repérable immédiatement. Ils ne figurent jamais sur les panneaux publicitaires, ou dans les slogans, sauf si le nom de la marque est un sigle (MG, YSL, SEB). Les mots dans leur « intégrité » ont plus de force que des lettres accolées. Plus encore, que ce soit pour une réclame ou pour une revendication, on préférera une phrase voire deux, jouant sur la rime, comme par exemple cet alexandrin fourni par l'Education Nationale : « Allègre t'es foutu, l'école est dans la rue ! »

3 La contribution des sigles

a : Evolution, voire révolution pour la linguistique

Nous l'avons déjà dit la siglaison est un phénomène langagier extraordinaire puisqu'elle inverse le procédé de création : l'écrit s'impose à l'oral. Elle fait passer quelque chose d'ancien, de mort (Cf. la définition de Littré) à un signe moderne, vivant.

Elle constitue également une révolution en sociolinguistique. Calvet la considérant comme « un processus de lettré », explique pourquoi en mai 68, les étudiants se regroupaient au sein d'associations au nom siglé, contrairement aux ouvriers. Le sigle est au départ réservé à une sorte d'élite, mais actuellement toutes les couches sociales sont confrontées à cette invasion. Il y a donc eu, comme le signale Calvet, un passage du statut de sigle de groupe à celui de sigle de tous. « Il est essentiellement déterminé par la fonction et la situation du groupe dans lequel le sigle est né. »⁸³ Les sigles des organismes nationaux ou issus de l'administration se répandent plus largement que ceux utilisés au sein d'une entreprise. Le contexte socioculturel est très important pour la création, tout comme le domaine d'où est issu le sigle. « L'emploi de certains sigles est le fait de tous, leur création est évidemment toujours le fait d'une minorité. »⁸⁴ Cela vaut pour les sigles courants du type SNCF, VTT, PTT et ne remet pas en cause notre hypothèse qui veut que les professionnels utilisent exprès ou non (et avec succès ou non) des sigles, qui leur seraient propres.

« L'histoire est une suite d'appropriations par les classes défavorisées d'instruments ou de biens possédés par les classes favorisées. La langue n'échappe pas à cette loi et l'alphabétisation généralisée est un exemple. Nous pourrions donc penser qu'un jour ceux qui n'ont pas eu accès, du fait de leur rapport à la langue, à la création de sigles s'approprieront par un coup de force cette possibilité de création. »⁸⁵ Rappelons que Calvet écrit en 1980, mais qu'il prévoit déjà la multiplication des sigles par leur propagation à toutes les couches de la société.

b : Naissance de nouveaux mots

En ne conservant que les initiales de plusieurs mots, la siglaison produit un nouveau terme. Car nous pouvons véritablement parler de terme, de mot à part entière qui est le signifiant d'un objet, d'un concept. Bien souvent le sigle est présenté entre parenthèses à côté de sa source lors de sa première apparition, puis la remplace. Les sigles les plus courants ne sont même plus présentés (SNCF, RATP, PTT). Un sigle se comprend en soi, le

⁸³ L.-J. Calvet, *Les sigles*, PUF, 1980, p. 31

⁸⁴ *Id.* p. 32

⁸⁵ *Ib.* p. 38

signifié est compris en lui ; il devient n'importe quel élément du lexique. C'est particulièrement vrai pour les acronymes qui par leur prononciation syllabique se confondent aux mots, faisant oublier qu'ils ne sont en réalité que des sigles ; radar, laser, Fiat sont les exemples les plus connus ; mais peut-être qu'un jour, POS, ScoT, ZUP deviendront pos, scot, zup et leur traduction sera oubliée.

Le créateur de sigle, le linguiste-démiurge moderne, a le choix entre trois formules :

- Soit il se tient au strict sens de sigle en ne prenant que les initiales du syntagme (FSU, CU, PNR) ce qui est assez rare ;
- Soit il ne considère que les mots importants de la source, ignorant les articles et les prépositions (GPV, ZPPAUP, ZUP), ce qui est très courant ;
- Soit il insère une syllabe pour que le sigle soit articulable, voire il adapte le nom pour qu'il donne un acronyme (ScoT, SESAME), ce qui de plus en plus répandu par souci de mémorisation.

Mais il peut tricher avec ces règles et faire à sa guise pour former un sigle qui lui convienne. Les Bretons en donnent deux jolis exemples avec l'AudéLOR (Agence d'urbanisme et de développement économique du pays de LORient) et CAPL'Orient (Communauté d'Agglomération du Pays de Lorient)

Il semblerait que la prononciation du sigle soit une préoccupation du créateur et qu'elle joue une influence sur le nom qu'il recouvre. Ainsi, Calvet donne l'exemple du parti Progrès et Démocratie Moderne qui a renoncé à s'appeler Progrès et Démocratie craignant les moqueries du sigle PD. Le Stade de France aurait pu s'appeler SDF si ce sigle n'était pas déjà utilisé et connoté.

Les acronymes, déjà nombreux, vont certainement se multiplier dans les années à venir, car ils sont faciles à retenir. Certains des inventeurs s'amusent à donner des noms drôles, voire ridicules. L'APERAU (Association pour la Promotion des Etudes et de la Recherche en Aménagement et Urbanisme) et le PLOUF (Projet de Loi d'Orientation Foncière d'Urbanisme)⁸⁶ sont deux exemples de cette veine. Il existe également un courant qui favorise les prénoms, comme EULALIE (Equipement Urbain Léger Analysant et Limitant par l'Informatique les Embouteillages), GERTRUDE (Gestion Electronique de la Régulation du Trafic Routier Défiant les Embouteillages), BEATRICE (chez les douaniers).

Non seulement, les sigles constituent de nouveaux mots, mais ils sont également créateurs, générateurs linguistiques, l'exemple le plus ancien et le plus connu est cégétiste formé sur CGT, mais on trouve aussi (h)achélémisation sur HLM ou ératépiste sur RATP. Certains sigles deviennent des préfixes qui donnent lieu à toute une liste de sigles très proches : à la suite de DD (Direction Départementale) se forment DDE, DDA, DDAF, DDASS, ou DG (Dotation Globale) se décline en DGE, DGD, DGF. Ces derniers comportent le risque de confusion avec la DGI qui n'est pas la Dotation Globale d'Investissement (invention pour l'exemple), mais la Direction Générale des Impôts.

Les sigles sont légion dans la langue française qui, si l'on en croit Catherine Catsaros, en est la plus grande utilisatrice. Mais elle ne se contente pas uniquement des siens, elle emprunte aux autres nations les leurs (USA, UNESCO, FBI, CIA)

Les sigles sont un signe de modernité de la langue (ils ne sont fréquents que depuis la seconde moitié du XX^e siècle) et suivent l'évolution de celle-ci. Les dictionnaires de

⁸⁶ J.-M. Offner, « Le vocabulaire de l'urbanisme, mots pervers et ordre social », in *Métropolis*, n° 39, 1979, p.5

sigles et les différentes bases de données doivent constamment être mis à jour. Et ce n'est pas Michel Dubois qui nous contredira : « la principale difficulté rédactionnelle d'un tel recueil résulte du décalage inévitable qui s'instaure entre la date de parution d'un ouvrage de référence et celle où l'auteur exploite celui-ci. »⁸⁷ Ainsi, certains sigles mutent au cours du temps, au gré des changements : ZPPAU est devenue ZPPAUP, les NTIC n'étant plus nouvelles sont tout simplement des TIC, gagnant en compensation le statut d'acronyme. Le POS sera bientôt remplacé par le PLU. PACT représentait, à l'origine, le Programme d'Action Contre les Taudis ; aujourd'hui, il signifie Protection, Amélioration, Conservation et Transformation de l'habitat. On trouve également PACTE, le E pour Entretien des locaux.

c : Quelques qualités

Jusqu'à présent nous avons présenté les sigles sous un aspect plutôt négatif, mais il faut leur reconnaître certains avantages. Le premier est celui qui lui a donné naissance : le gain de temps.

Le second est sans doute la recherche de classification. En effet, de nombreuses catégories sont désignées par des sigles. La plus connue étant CSP (qui est depuis 1982 PCS, code des professions et des catégories sociales) très fréquente dans les recensements. D'autres classements peuvent apparaître plus comme des qualificatifs : CLSH, EPCI, GES, PRO.

Le troisième avantage que l'on peut accorder aux sigles, c'est qu'il y a tout de même une volonté de créer un langage commun. Lorsque plusieurs nations travaillent ensemble, elles ont besoin de termes compréhensibles par tous et le consensus peut se faire autour d'un sigle. Les différentes organisations des Nations Unies en sont la preuve (UNESCO, UNICEF). Les NUTS sont repris à travers toute l'Union Européenne. Le sigle UTC (Universal Time Coordinated) est le résultat d'un réel effort de compréhension mutuelle. En effet, les experts de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) étaient d'accord pour définir un sigle commun à toutes les langues, mais ils l'étaient moins sur le choix de la langue. Car, ni l'acronyme anglais CUT (Coordinated Universal Time), ni l'acronyme français TUC (Temps Universel Coordonné) ne satisfaisaient. Les normes ISO sont du même type : il s'agit de l'acronyme anglais de International Organization for Standardization (organisation internationale de normalisation). Ces deux exemples sont la preuve d'une volonté de création universelle, qui modifie la règle de formation des sigles.

Enfin, la quatrième qualité des sigles est d'être parfois, de véritables jeux de mots, où l'on sent que les inventeurs ont pris plaisir à le créer et à l'utiliser. Il suffit de songer aux acronymes cités plus haut, comme les prénoms. Mais il existe aussi des sigles transparents (c'est-à-dire que le sens est accessible dès l'énonciation du mot). Par exemple, CIGALE est le Club d'Investissement pour une Gestion Alternative et Locale, VITE est une Voie Urbaine de Transport Express, ou encore PLUM qui est un PLaneur Ultra léger Motorisé.

Nous retiendrons que les sigles sont considérés comme une révolution linguistique, qu'ils s'appliquent sur un ensemble de mots, que leur prononciation est syllabique ou alphabétique.

« Le sigle naît toujours d'un besoin d'abréviation. »⁸⁸ Il est utilisé par souci d'économie de temps et d'espace. Les plus répandus ont une reconnaissance mondiale et ont valeur de marque déposée.

⁸⁷ M. Dubois, *Dictionnaire des sigles nationaux et internationaux*, 1987, préface

⁸⁸ D. Candel, *Dictionnaire des sigles*, 1992, p. VII

Les sigles lorsqu'ils apparaissent pour la première fois sont incompréhensibles. Puis après plusieurs années d'existence et d'utilisation fréquente, c'est leur traduction qui est perdue. Les sigles deviennent alors un danger pour la signification de ce qui est dit.

Ils peuvent représenter pour les aménageurs-urbanistes un moyen de s'exprimer. En effet, les sigles évitent de dire des expressions longues, qui finissent par devenir rébarbatives ; expressions pléthoriques dans leur langue. Mais au-delà de cette qualité, les sigles constituent une excellente protection : incompris du public, les sigles font des aménageurs-urbanistes des professionnels, des experts.

PARTIE II LE CŒUR DE LA RECHERCHE

Ainsi que l'annonce le titre, nous entrons réellement dans la problématique de la recherche. Nous allons établir le lien qui existe entre le langage et les professionnels, plus précisément entre la langue des professionnels et le public, entre les sigles et l'impact sur le domaine de l'aménagement-urbanisme.

I L'aménagement et les individus

Nous avons tenté dans la première partie de présenter les aménageurs-urbanistes, sans dévoiler leur art. Les paragraphes suivants sont donc consacrés à l'aménagement-urbanisme. Ils montrent que cette discipline est au cœur de la vie en société et que sa pratique implique les citoyens, qu'ils le veulent ou non.

A L'aménagement et le profane

1 Qu'est-ce que l'aménagement-urbanisme ?

Comme l'annonce Philippart, « il n'existe aucune définition reconnue de l'urbanisme. »⁸⁹

Délimiter le champ d'action de l'aménagement-urbanisme s'avère donc une opération très délicate. En effet, l'aménagement-urbanisme n'est pas un domaine en lui-même clairement défini. Issu de l'interférence entre la géographie et l'économie, il intègre progressivement l'environnement, des dimensions sociales et architecturales. Ceci est une vision des choses ; elle n'est pas la seule possible. De plus, la définition évolue, suit les transformations de la pratique et des politiques, puisque l'urbanisme de planification autoritaire est devenu participatif, et aujourd'hui de partenariat. « L'urbanisme est donc composé d'interventions locales autocentrées sur le quartier mais intégré désormais à une vision plus globale de la ville ou de l'agglomération, institutionnalisée et axée sur le projet et la participation de la population. Ainsi l'urbanisme se complexifie et s'est pourvu de règles, de procédures, et par conséquent de professionnels spécialisés dans chaque tâche allant de l'urbanisme de conception à l'urbanisme de projet. »⁹⁰

Nous avons mentionné à propos des professionnels que le champ de compétences des aménageurs-urbanistes recoupe différents domaines. Il est donc évident de dire que l'aménagement-urbanisme est « un champ d'action pluridisciplinaire ; il utilise et fait la synthèse de plusieurs disciplines pour parvenir à son but. L'urbanisme se sert de l'histoire pour prendre en compte le facteur temps, l'architecture pour la conception des bâtiments, la sociologie pour les relations entre les habitants et leur milieu de vie, la géographie pour la dimension du spatial urbain et rural, le droit pour les lois et les règlements concernant l'utilisation des sols, ou encore l'ingénierie pour les réseaux d'infrastructure et les techniques de construction. »⁹¹

⁸⁹ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 11

⁹⁰ M-A Simonneau, *Evolution des métiers de l'aménagement- enquête auprès des professionnels*, mémoire de recherche, 2005, p. 12 13

⁹¹ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 188

Malgré les nombreuses tentatives, chacune ajoutant sa sensibilité, aucune définition n'a obtenu un consensus. Jager distingue deux interprétations principales qui s'opposent : « L'une d'elle, à laquelle adhère la grande majorité des élus, considère l'urbanisme comme étant la mise en forme de l'espace, et l'aménagement sa mise en œuvre opérationnelle. L'autre, qui regroupe la plupart des responsables des instituts, définit l'urbanisme comme tout ce qui précède la mise en forme de la ville, l'aménagement renvoyant à une échelle plus large territoriale et régionale. »⁹²

Nous adoptons la définition la plus commune, celle de Merlin et Choay qui considèrent l'aménagement du territoire comme une :
« action et pratique de disposer avec ordre, à travers l'espace d'un pays et dans une vision prospective, les hommes et leurs activités, les équipements et les moyens de communication qu'ils peuvent utiliser, en prenant en compte les contraintes naturelles, humaines et économiques, voire stratégiques. »⁹³

Nous la nuancions cependant, en précisant que l'espace aménagé n'est pas forcément à l'échelle nationale, comme le laisse supposer le terme « pays » employé ici, mais qu'il peut être à l'échelle locale. De plus, nous reconnaissons comme Denis Martouzet que l'aménagement est aussi un art, puisqu'il s'agit de trouver un équilibre entre hommes et ressources (précision de Jumel), entre nature et humanité (ou urbanité) et qu'il intègre un aspect esthétique.

Nous précisons également que tout au long de ce mémoire, l'aménagement et l'urbanisme seront considérés conjointement. Or, « l'aménagement du territoire » englobe bien l'urbanisme. *Profession urbaniste* propose de regrouper les différents métiers de l'aménagement de l'espace en quatre grands domaines : « l'aménagement du territoire et l'urbanisme : seule l'échelle d'intervention permet de distinguer les deux termes [...], l'aménagement urbain et rural [...], la maîtrise d'œuvre dans le domaine de l'aménagement urbain et rural, le domaine juridique et financier. Le territoire n'est plus seulement un espace à administrer et à aménager depuis l'échelon central, mais devient principalement un réseau d'initiatives à mobiliser, un système d'intérêts à gérer. Aménager le territoire aujourd'hui, c'est organiser des rapports entre acteurs sur le long terme, pour peser sur des tendances lourdes. »⁹⁴

2 Le pouvoir de l'aménagement

Nous pouvons attribuer aux opérations d'aménagement-urbanisme une certaine autorité, et à leurs concepteurs un certain pouvoir. En effet, mettre en ordre selon une logique qui peut aller à l'encontre d'une autre, n'est-ce pas comme imposer un mode de fonctionnement. Nous reconnaissons à la suite de Jager que l'aménagement-urbanisme représente une forme de pouvoir ; « C'est-à-dire par la maîtrise des rapports entre l'organisation des sociétés et son inscription formelle sur le territoire. » « La notion de pouvoir est donc associée à l'urbanisme. »⁹⁵ Jean-Pierre Lacaze a étudié l'urbanisme comme un acte de pouvoir. En effet, il rappelle que l'urbanisme est un acte volontaire, que « l'urbanisme naît à partir du moment où quelqu'un estime nécessaire, à tort ou à raison, de

⁹² J-C Jager, « Former pour quels métiers ? », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 44 45, 1990, p. 207

⁹³ P. Merlin et F. Choay, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, article « aménagement du territoire », PUF, 2005, p. 41

⁹⁴ *Profession Urbaniste* n° 77, in A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 192

⁹⁵ J-C Jager, « Former pour quels métiers ? », in *Les Annales de la Recherche Urbaine* n° 44 45, 1990, p. 206

provoquer une action pour transformer les modes d'utilisation de l'espace et aboutir à la situation « jugée préférable. »⁹⁶

C'est pourquoi, nous pouvons dire que l'aménagement-urbanisme ressemble au langage au sens où, comme lui, il forme (donne forme) au monde. Tous les deux sont donc d'une certaine manière maître de l'espace. L'un parce qu'il le nomme, l'autre parce qu'il l'organise.

B Tous concernés

1 L'aménagement au cœur de la cité

a : Impacts sur le quotidien

Nous l'avons déjà mentionné, l'aménageur-urbaniste agit pour l'intérêt général, en vue du bien-être de tous. L'intervention de l'aménageur porte sur la vie des habitants d'un quartier, d'une ville ou d'un territoire. Il modifie les modes de vie, de déplacement... Conséquences plus ou moins visibles (aides de la CCI pour redynamiser le commerce ou le réaménagement d'une place en centre ville) il touche tout le monde, chacun est concerné et aujourd'hui est invité à prendre part à la réflexion sur la ville.

b : Trois niveaux d'action

Selon Amandine Derouard⁹⁷ trois catégories d'acteurs se distinguent lors du processus de participation. Nous les reprenons, et les complétons, car avant d'être acteurs, ils sont bénéficiaires de l'opération projetée ou en cours.

▪ Le politique : les élus

Caractéristiques principales : la personnalité, le charisme sont parfois supérieurs au programme dans une élection. L'appartenance à un parti influe de moins en moins sur leurs idées. Gauche et droite ont presque le même programme. Mais il semble que la gauche soit plus encline à mettre en œuvre des pratiques participatives (en 1970 les municipalités de gauche ont mis en place des GAM contre les luttes urbaines). Les élus sont liés à un territoire mais doivent gérer l'enchevêtrement des échelles. Ils prennent la décision d'un projet d'aménagement-urbanisme, contraints ou non (obligation législative ou simple volonté).

Temporalité : durée du mandat (variable selon les échelons territoriaux).

Objectifs : souci de reconnaissance de leurs actions voire adhésion de la population, se faire réélire (par le même électorat ou gagner des voix supplémentaires). Ils cherchent à améliorer les conditions de vie, se méfient de la participation qui favorise l'expression de la contestation.

⁹⁶ J-P Lacaze, 1989, in A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 191

⁹⁷ A. Derouard, *La participation des habitants au projet urbain. La volonté politique face aux facteurs de blocage*, mémoire de recherche, 2005

- Le technique : les professionnels

Caractéristiques : conseillers des élus. Ils sont de différentes professions : aménageurs-urbanistes, juristes, économistes... Ils élaborent le projet, en réponse à la commande. Ils n'ont pas de pouvoir de décision.

Temporalité : variable, mandat ou contrat de mission.

Objectifs : guidés par une éthique, recherchent la fonctionnalité du projet qu'ils proposent, veulent être reconnus grâce à la qualité de leur travail, comme tout professionnel.

- Le profane⁹⁸ : les habitants

Caractéristiques : dotés d'un capital social formé par leur réseau relationnel, leur insertion dans la vie locale, le voisinage, le quartier. Possèdent un capital culturel, lié à leur éducation, leur maîtrise du langage, un capital économique (revenu). En fonction de ces capitaux peut-on affirmer que tous les habitants sont capables de participer ? Et avant cela, de comprendre la nécessité d'une opération, ou ses objectifs ? Ils ne se sentent pas toujours bénéficiaires du résultat.

Temporalité : ils ont une temporalité de plus en plus réduite : leur mobilité résidentielle est relativement élevée (travail ou cadre de vie). Il y a éclatement de la temporalité ; le temps des habitants étant soigneusement réparti entre leurs diverses activités (travail, famille et loisirs). Cette nouvelle temporalité a pour conséquence la création d'un autre rapport à la ville.

Objectifs : les motivations profondes des habitants, savoir ce qui anime, pousse les habitants à agir sont difficiles à établir. Derouard passe par l'observation des horoscopes pour considérer que les thématiques, travail, santé, amour, constituent les centres d'intérêt principaux des individus. Ainsi les individus se mobilisent lorsque est menacé ce qui entre dans le champ de ces thèmes (d'ordre affectif), mais également, ce qui les enrichit ou constitue un obstacle dans leur quotidien. Y est rajoutée la question de la propriété, tout ce qui touche à leurs biens matériels. Les individus sont concernés par ce qui est proche dans le temps et dans l'espace. On est tenté de dire qu'ils mènent une vie plutôt égocentrique, et que leur implication dans la vie politique est secondaire. Pour Tocqueville, il s'agit des conséquences de la démocratie. Nous serions parvenus à une société éteinte dans laquelle les individus individualistes se reposent totalement sur leurs représentants pour assurer la gestion des affaires publiques. Si une nouvelle participation se dessine, elle est de l'ordre de l'informel. Selon Touraine « l'esprit démocratique s'est décalé », il disparaît de la sphère politique actuelle pour se placer du côté des mouvements de la société civile. Il existe ainsi un écart entre la nouvelle culture politique et les anciens cadres idéologiques. Il faut comprendre ces nouveaux cadres pour formuler une nouvelle offre politique.

c : La relation entre les trois acteurs de l'aménagement⁹⁹

Habitants- élus : il peut exister des rapports de confiance ou de défiance par un sentiment de manipulation. Les habitants peuvent faire pression pour une prise en compte de leurs revendications ou se désintéresser des élus.

Elus- habitants : reconnaître les compétences des habitants ou les nier. Chercher à les manipuler ou se sentir responsable de leur bien-être.

⁹⁸ Nous reprenons le terme de *profane* utilisé par Derouard, mais nous expliquerons plus tard la raison de cet emploi.

⁹⁹ Nous reprenons une grande partie du travail d'A. Derouard, *La participation des habitants au projet urbain. La volonté politique face aux facteurs de blocage*, mémoire de recherche, 2005, en y apportant des observations en rapport avec notre sujet.

Habitants- professionnels : ils reconnaissent leur expertise, donc leur font confiance dans un premier temps, mais s'ils sont déçus les tiennent pour responsables. Ils considèrent leur discours comme obscur, notamment à cause du vocabulaire technique employé.

Professionnels- habitants : ils les informent, mais parce qu'ils ont les informations, ils sentent qu'ils peuvent exercer sur eux un certain pouvoir. Veulent-ils jouer avec ce pouvoir et aller jusqu'à la manipulation ?

Professionnels- élus : de la même manière qu'envers les habitants, les professionnels, par leurs connaissances, ont un certain pouvoir sur les élus. Ils sont souvent cantonnés au rôle d'aide à la décision, ce qui peut engendrer un sentiment de frustration (une idée pas retenue, un projet tronqué, une réussite reconnue qu'au politique,...).

Elus- professionnels : ils orientent le travail par la commande. Celle-ci peut être simplement la demande de validation scientifique de leur projet. Ils attendent des conseils et des propositions. Ils remettent en cause le travail des professionnels (volonté politique), s'approprient le projet (« entrer avec ses idées, sortir avec celles du patron »). Nous pouvons ajouter le propos de Jager qui cite des élus : « ceux-ci n'ont pas besoin de patrons ou de donneurs de leçon, mais de conseils », c'est-à-dire « de gens capables de donner des éléments du choix ». Ils veulent des professionnels « aptes à concevoir des solutions par rapport à un projet politique, à les mettre en balance, à offrir des choix en en dégageant les conséquences sur les différents plans : spatial et formel, social, économique, financier... » En ce sens cette définition s'oppose à celle du technocrate donné par un responsable de formation des personnels communaux : « personne qui va chercher à imposer son savoir technique pervertissant ainsi le jeu démocratique. Elle oblige à une clarification précise du rôle de la maîtrise d'œuvre et de la conduite d'opération par rapport à la maîtrise d'ouvrage à qui appartient la décision. »¹⁰⁰

2 Tous acteurs

a : La démocratie participative

« La démocratie locale participative, au contenu flou, a pour objectif de permettre l'invention de nouvelles formes de dialogues entre le pouvoir et les citoyens ».¹⁰¹ Un grand nombre de critiques s'accordent à dire qu'il s'agit d'un analgésique face au mécontentement de la population.

Inscription législative

L'aménagement du territoire a connu, différents courants durant l'histoire. A l'époque contemporaine, la France est passée d'un aménagement autoritaire, centralisé et étatique à un aménagement plus souple dans ses procédures, plus proches de la population dans le processus d'élaboration du projet.

La loi de démocratie de proximité du 27 février 2002 renforce la participation des habitants en instaurant deux organes : le conseil de quartier et le conseil national du débat public. « Titre 1 : De la démocratie de proximité _chapitre 1^{er} : De la participation des habitants _Art. 1 : Dans les communes de 80 000 habitants et plus, le conseil municipal fixe le périmètre de chacun des quartiers constituant la commune. Chacun d'eux est doté d'un conseil de quartier dont le conseil municipal fixe la dénomination, la composition et les modalités de fonctionnement. Art. 3 alinéa II : L'adjoint chargé de quartier connaît de toute

¹⁰⁰ J-C Jager, « Former pour quels métiers ? », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 44 45, 1990, p. 209

¹⁰¹ M. Daval, *Le magazine municipal comme outil de la démocratie locale participative*, mémoire de recherche, 2005

question intéressant à titre principal le ou les quartiers dont il a la charge. Il veille à l'information des habitants et favorise leur participation à la vie du quartier. Art. 4 : Dans les communes de 100 000 habitants et plus, sont créées dans les quartiers des annexes de la mairie qui peuvent être communes à plusieurs quartiers. Dans ces annexes, des services municipaux de proximité sont mis à la disposition des habitants. Les dispositions de l'article L. 2144-1 sont applicables à ces annexes. »

L'article L. 121-1, du titre IV de cette loi intitulé, De la participation du public à l'élaboration des grands projets, transforme la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) en autorité administrative indépendante et élargit le champ de compétences (créée par la loi Barnier). «[elle] est chargée de veiller au respect de la participation du public au processus d'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement d'intérêt national de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et des personnes privées, relevant de catégories d'opérations dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, dès lors qu'ils présentent de forts enjeux socio-économiques ou ont des impacts significatifs sur l'environnement ou l'aménagement du territoire. »

Une commission consultative sur les services publics est également créée.

▪ Exemple de Tours

La municipalité de Tours a mis en place en 2003/2004 quatre Conseils de la Vie Locale (CVL) qui viennent en supplément des comités de quartier. Ils ont pour objectifs de constituer un espace de dialogue, de concertation et de proposition et engagent les habitants à construire des projets communs. Chaque CVL est composé des quatre collèges (habitants, élus, associations/comités de quartier, services publics de proximité). Ils sont réglementés par une Charte, animés par des groupes de travail, et pourvu d'un budget participatif. La population toute entière est invitée à participer : elle peut poser des questions lors des réunions et consulter les comptes-rendus sur Internet ou sur le bulletin municipal.¹⁰²

Qu'est-ce que réellement la participation ?

Du point de vue de la plupart des décideurs il s'agit essentiellement d'un outil. Mais pour certains et plus généralement dans une vision théorique la participation peut s'inscrire comme principe de vie démocratique.¹⁰³

Au titre IV de la loi sur la démocratie de proximité intitulé « De la participation du public à l'élaboration des grands projets », le chapitre 1^{er} sur la concertation avec le public modifié par l'article L. 110-1 du code de l'environnement qui définit ainsi le principe de participation :

« Le principe de participation, selon lequel chacun a accès aux informations relatives à l'environnement, y compris celles relatives aux substances et activités dangereuses, et le public est associé au processus d'élaboration des projets ayant une incidence importante sur l'environnement ou l'aménagement du territoire. »

Par cet exemple, nous voyons à quel point la population est impliquée dans les politiques d'aménagement-urbanisme.

Derouard a étudié la participation des Français et définit comme participation : « L'ensemble d'actions organisées associant les personnes les plus directement concernées au processus de décision d'un projet afin que cette décision soit comprise voire acceptée. » Elle précise son interprétation par :

¹⁰² Supplément de Tours Infos n° 57

¹⁰³ A. Derouard, *La participation des habitants au projet urbain. La volonté politique face aux facteurs de blocage*, mémoire de recherche, 2005

Ensemble d'actions organisées : il n'y a pas une action mais un ensemble car la participation est un processus. Elle nécessite par exemple des actions d'information préalables sur la nature du projet, de la communication sur les moyens mis en œuvre pour la participation, l'ouverture d'espace public de débat et la pratique de ces espaces de façon continue, la justification de la décision finale par les décideurs...

Personnes les plus directement concernées : il s'agit des personnes qui vont subir directement les conséquences de la décision dans leur vie quotidienne, conséquences souvent négatives dans l'immédiat mais positives à long terme. Ces personnes sont les mieux placées pour discuter de l'usage car l'espace concerné par le projet est vécu, pratiqué par eux. On parle ainsi d'« expertise des habitants » pour désigner leur capacité à s'exprimer sur leur cadre de vie leur utilisation et leur représentation de leur mode de vie, leurs pratiques sociales de même que sur la représentation des services qui leur sont destinés.

Processus de décision : la participation doit intervenir avant la décision, au cours du processus de délibération qui amènera les élus à cette décision. Une ébauche d'un projet apparaît nécessaire en tant que base de la discussion mais le projet doit rester à cet état afin que le maximum de propositions ou d'alternatives soit encore possible. Un projet déjà ficelé ne doit pas être présenté aux habitants car il s'agirait alors d'une simple information et non de participation. Les habitants doivent avoir un réel pouvoir de changer les choses. Il ne s'agit pas d'un pouvoir symbolique, ce qui est la caractéristique de la consultation, qui reste de l'ordre du conseil, les décideurs faisant ce qu'ils veulent. Dans le cas de la participation, l'avis des habitants doit être pris en compte et la décision du politique doit être motivée. La décision finale reste aux élus, sinon il ne s'agit plus de participation dans le cadre de la démocratie participative mais de démocratie directe.

Décision comprise voire acceptée : l'objectif de la participation est avant tout politique. Décidée, mise en œuvre par les décideurs, la participation vise à légitimer les décisions et favoriser l'acceptation des politiques publiques. Selon Hans Harms, « la validité d'une décision est souvent évaluée en fonction de la rationalité et de la pertinence du processus de décision. Seule la participation du public peut transformer des décisions techniquement adéquates en décisions socialement appropriées. »¹⁰⁴

Implication des habitants indispensable

Pour comprendre l'importance apportée aujourd'hui à la participation citoyenne, prenons le cas du projet de ville.¹⁰⁵

Le projet de ville est une démarche stratégique qui envisage la ville non pas comme un espace physique mais plutôt comme un système vivant composé d'acteurs. Les acteurs sont bien entendu les concepteurs (professionnels), les décideurs (élus) et les citoyens. Il repose sur une idée institutionnelle forte qui doit fédérer le plus grand nombre de ceux qui sont concernés par le développement de la ville. Les habitants sont encouragés à s'impliquer dans la réflexion pré-opérationnelle. Outil de démocratie participative, le projet de ville peut comporter des ateliers d'urbanisme où la population contribue au diagnostic et va jusqu'à proposer des orientations. Ce travail permet de connaître les attentes de ceux qui font vivre la ville et la culture qui l'anime. Le projet de ville est une démarche d'intérêt général dont le bénéficiaire final est l'individu citoyen ; ce dernier doit donc à ce titre être associé au processus. L'individu est même le « juge » du projet, car son appréciation est attendue. Le

¹⁰⁴ H. Harms, *Etats généraux de l'écologie politique*, in A. Derouard, *La participation des habitants au projet urbain. La volonté politique face aux facteurs de blocage*, mémoire de recherche, 2005

¹⁰⁵ A. Derouard, *La participation des habitants au projet urbain. La volonté politique face aux facteurs de blocage*, mémoire de recherche, 2005

succès du projet de ville dépend de lui. Mais aussi de sa légitimité qui est consolidée par un large consensus entre les élus et les habitants.

Un aménagement négocié

L'avant-dernier chapitre de l'ouvrage de Philippe Boudon, *Langages singuliers et partagés de l'urbanisme*, porte sur la négociation, support d'une étude sur le parler des acteurs de l'aménagement en situation d'échange et de communication. Michèle Jole avance l'idée que « [...] dans ces prétendues nouvelles manières de faire l'aménagement, on place au cœur, l'activité même d'échange, voire de paroles. Le projet pour exister doit être négocié, donc parlé. »¹⁰⁶ Jole adopte la définition de la négociation de A. Firth, qui est : « de se rendre mutuellement acceptables les décisions sur une base de collaboration. »¹⁰⁷ On est en droit de discuter le terme d'« acceptable », car ce qui l'est pour l'un, ne l'est peut-être pas pour l'autre, mais on sent derrière tout le travail de tractation, de concession et pourquoi pas de séduction. C'est peut-être là, qu'intervient notre aménageur-urbaniste dans son rôle de négociateur que nous présenterons plus loin.

En aménagement, Philippe Genestier, voit la montée de la négociation comme l'effet conjoint du libéralisme et de la démarche de projet : « Avec la disqualification de la démarche procédurale et normalisée de l'urbanisme de plan, et derrière une idéologie de l'absence d'idéologie, se profile une logique de négociation ; au nom de l'adaptation aux réalités locales du moment, n'est-ce pas une logique de purs rapports de forces qui risque de triompher ? [...] Travailler sur la négociation dans cette optique c'est jouer le jeu du simulacre démocratique. »¹⁰⁸ Pour nous, le rapport de forces dont parle Genestier, est celui de la langue. Le meilleur orateur, le plus beau parleur, remportera la négociation. Alors, vraiment la démocratie est flouée puisque les armes ne sont pas égales. Bien sûr, nous ne devons pas comparer ce genre d'échange à un procès qui se tiendrait dans une cour de justice_ une plaidoirie est une sorte de négociation, la sentence devant être acceptable pour la partie civile et l'accusé_, l'aménageur-urbaniste ne pouvant pas faire des effets de manche avec sa robe pour impressionner l'auditoire. Cependant, ses effets à lui sont : les sigles. Ponctuant son discours de ces lettres assassines, l'aménageur-urbaniste gagne des points en perdant le public dans la confusion.

Au cours d'une réunion ou d'une consultation publique portant sur un projet d'aménagement, « les énonciations ne sont pas logées dans des paragraphes, mais dans des tours de parole, qui sont autant d'occasions temporaires d'occuper alternativement la scène... »¹⁰⁹ Sommes-nous sûrs que tous les participants ont eu leur tour de parole et s'il a été d'une durée équitable ? Est-ce que chaque discours a été compris ?

¹⁰⁶ M. Jole, « Le parler dans la négociation du projet urbain : construction de la réunion comme objet de recherche. Quelques considérations méthodologiques », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p.214

¹⁰⁷ M. Dole, « Le parler dans la négociation du projet urbain : construction de la réunion comme objet de recherche. Quelques considérations méthodologiques », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p.218

¹⁰⁸ Ph. Genestier, « Que vaut la notion de projet urbain ? », in *L'Architecture d'aujourd'hui*, n°288, sept. 1993, in M. Jole, « Le parler dans la négociation du projet urbain : construction de la réunion comme objet de recherche. Quelques considérations méthodologiques », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p.217

¹⁰⁹ E. Goffman, La position, in *Façon de parler*, Ed. de Minuit, 1987, cité par M. Dole, « Le parler dans la négociation du projet urbain : construction de la réunion comme objet de recherche. Quelques considérations méthodologiques », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p.214

b : La participation française

L'Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale (ADELS) est un lieu d'échange et de propositions pour le développement de la démocratie locale. Elle observe les mécanismes de participation et mesure leur efficacité. Elle a ainsi pu remarquer des difficultés pour impliquer la population.

La faible participation de la population s'explique par un certain nombre de caractères inhérents à la démocratie ou à l'homme. Ainsi, selon Jean Bouinot et Bernard Bernils « le désenchantement (la démocratie est un mythe), la courte vue (pas de vision prospective chez les citoyens soucieux du quotidien), la tradition (les pouvoirs publics gèrent), la technicité (concepts et vocabulaire peu accessibles), la dispersion (beaucoup de personnes à toucher) »¹¹⁰ sont des explications. Derouard complète avec un certain nombre de facteurs-clés de blocage comme le manque de définition précise de la participation, l'appropriation difficile du projet par les habitants ou encore le sentiment d'un ralentissement de l'action chez les élus. Ce qui est important pour notre recherche, c'est qu'il est fait mention de l'usage d'un vocabulaire technique en tant que blocage.

Sans verser dans la misanthropie, le principal obstacle à la participation est son propre acteur : l'être humain. Tant que la société sera individualiste, menée par son intérêt propre et que le corps politique sera obnubilé par son pouvoir, la participation ne sera qu'un souhait démocratique.

L'aménagement-urbanisme est considéré comme un nouveau vecteur d'intégration. A travers la participation des habitants, possible grâce à l'institutionnalisation de la démocratie participative, le rôle de médiateur prêté à l'aménageur-urbaniste peut se jouer.

Rappelons que les membres d'une profession ont une motivation altruiste et qu'ils agissent dans l'intérêt général. Les professionnels de l'aménagement-urbanisme sont donc en contact avec la population pour l'élaboration des projets sur lesquels ils doivent communiquer.

Nous allons voir maintenant quel est le discours des aménageurs-urbanistes lorsqu'ils s'adressent à la population.

II L'aménagement et le discours

Avant d'observer les aménageurs-urbanistes dans l'exercice de la communication, il faut comprendre qu'il n'existe pas un mais bien plusieurs langages urbains et que le discours professionnel possède certaines caractéristiques.

A Le langage urbain et urbanistique

Signalons en premier lieu l'ambivalence de l'adjectif *urbain* : « A priori, l'épithète *urbain* rappelle une lecture univoque : « qui a trait à la ville ». En dépit des apparences, il existera toujours une ambiguïté résiduelle quant à ce terme, puisque la ville peut en droit désigner soit le cadre physique, soit la population urbaine. Elle se rapproche en cela des

¹¹⁰ J. Bouinot B. Bernils, *La gestion stratégique des villes : entre compétition et coopération*, collection U géographie, Armand Colin, 1995, in A. Dérouard, *La participation des habitants au projet urbain. La volonté politique face aux facteurs de blocage*, mémoire de recherche, 2005

mots « Nation » (territoire/citoyens), « Tribunal » (édifice/magistrats), ou « Eglise » (édifice/fidèles). Ce flottement est à l'origine d'une confusion perçue par Genestier : « le terme « forme urbaine » que l'on trouve dans les travaux de la morphologie sociale désigne essentiellement un contenu, une modalité de vie et d'organisation sociétale. Il s'agit d'un type de structuration des rapports sociaux et de cristallisation des rapports à l'espace » (1988). Il est manifeste que, dans cette acception, l'urbain ne s'applique pas aux espaces construits, au cadre physique de la ville, mais à la population humaine qui l'habite. »¹¹¹

Il faut distinguer trois langages « urbains » à la manière dont on peut différencier les politiques territoriales (qui s'appliquent sur un territoire donné) et les politiques territorialisées (issues d'un territoire). Ainsi, se dégagent le discours sur la ville par les habitants, les chercheurs ou les écrivains, la langue parlée par et dans la ville, celles de citadins, et enfin, le langage qui crée la ville.

1 Sur la ville

Lors d'une conférence sur « sémiologie et urbanisme », Roland Barthes expliquait qu'à son sens le meilleur modèle pour étudier la ville était la phrase du discours. Il ajoutait « et nous retrouvons ici la vieille intuition de Victor Hugo : la ville est une écriture ; celui qui se déplace dans la ville est une sorte de lecteur qui, selon ses obligations et ses déplacements, prélève des fragments de l'énoncé pour les actualiser en secret. » Quand nous nous déplaçons dans une ville, nous pouvons nous croire dans la peau du lecteur des *100 000 milliards poèmes* de Queneau...¹¹²

Il est difficile de donner un nom à ce discours sur la ville, sinon de reprendre le titre de l'ouvrage de Pierre Sansot : *Poétique de la ville*.

La vie en société et ses multiples réseaux sont la principale source d'inspiration des auteurs. Généralement, ils placent leurs protagonistes dans une ville ou un bourg, donnant au lecteur à voir une certaine organisation de l'urbain. Le plus célèbre des décors est sans doute le Paris haussmannien, décrit sous la plume de Zola ou de Hugo¹¹³.

Mais la ville peut être le sujet du livre, le prétexte de l'écriture. En effet, l'urbain dégage des émotions, fait naître chez le passant des sentiments de peur ou d'admiration qu'il voudra retranscrire à travers un roman ou un poème. *Le Paysan de Paris* d'Aragon est une invitation à la promenade dans le passage de l'Opéra (aujourd'hui disparu) et aux Buttes Chaumont où l'auteur y perçoit le sentiment de la nature, et peut-être même celui de l'humanité : « Tout le bizarre de l'homme, et ce qu'il y a en lui de vagabond, et d'égaré, sans doute pourrait-il tenir dans ces deux syllabes : jardin. [...] Jardins, par votre courbe, par votre abandon, par la chute de votre gorge, par la mollesse de vos boucles, vous êtes les femmes de l'esprit ; souvent stupides et mauvaises, mais tout ivresse, tout illusion. »¹¹⁴ Donnons à présent quelques vers extraits de la poésie française : « Quand ainsi qu'un poète, il descend dans les villes/ il ennoblit le sort des choses les plus viles,/ et s'introduit en roi sans bruit et sans valets,/ dans tous les hôpitaux et dans tous les palais », « Tu m'as donné ta

¹¹¹ D. Raynaud, « La forme urbaine, une notion exemplaire pour l'épistémologie et la sociologie des sciences », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p. 100

¹¹² M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, DEA, 2000, p. 74

¹¹³ *La Curée, Le Ventre de Paris, Notre Dame de Paris, Les Misérables...*

¹¹⁴ L. Aragon, *Le Paysan de Paris*, Folio, p.147

boue et j'en ai fait de l'or ! », « A l'imprévu qui se montre, à l'inconnu qui passe. La fourmillante cité, cité pleine de rêves. Quelles bizarreries ne trouve-t-on pas dans une grande ville quand on sait se promener et regarder ? »¹¹⁵ ; « Maintenant tu marches dans Paris tout seul parmi la foule »¹¹⁶ « Soirs de Paris ivres du gin/ Flambant de l'électricité/ Les tramways feu vert sur l'échine/ Musiquent au long des portées/ De rails leur folie de machines »¹¹⁷.

A travers la « géographie sentimentale des quartiers » Sansot tente de restituer « les moments poétiques, dont les sources peuvent être différentes et naissent dans certaines circonstances, d'une relation entre une ville et un témoin sensible. »¹¹⁸ « Métaphysique des lieux, c'est vous qui bercez les enfants, c'est vous qui peuplez leurs rêves. »¹¹⁹ Parce qu'elle est poétique, la ville est attachante. Julien Gracq, par exemple, évoque son appartenance à la ville qui l'a formé dans son livre, *La Forme d'une ville*.

2 De la ville

Si la population urbaine est un mélange de différentes nationalités comme nous l'avons remarqué précédemment, alors la ville connaît plusieurs langues. « D'ailleurs pour certains, la ville ne se caractérise pas par la juxtaposition de quartiers différents par leurs niveaux d'équipement et de services mais bien par leur langue, tellement il y en a de différentes. Pour Victor Hugo, « Paris se trouve structuré dans une direction horizontale (quartiers) à partir d'un même instrument : la langue » ». ¹²⁰ Il existe des villes que l'on peut qualifier de « bilingues » comme Montréal ou dans les anciennes colonies. Nous savons que ces villes sont découpées en quartiers ; anglophone, francophone pour Montréal. A Paris, par exemple, des nouveaux arrivants s'installent dans le quartier où leurs compatriotes sont les plus nombreux. Jumel souligne que « certains migrants s'élevant socialement, changent de quartier et deviennent monolingues avec la langue d'accueil alors qu'ils ne l'étaient pas auparavant. »¹²¹ Calvet évoque également l'environnement graphique des Parisiens et des Dakarois, deux villes où leurs différentes langues s'affichent sur les devantures des magasins.¹²² De là naît la nécessité de trouver une langue véhiculaire, et c'est ainsi que se justifie l'imposition de la même langue pour tous.

Cependant, le plurilinguisme urbain peut être atténué par la vertu unificatrice de la ville. Calvet prend l'exemple de la construction d'une langue véhiculaire sur les marchés des grandes villes africaines. Il émet « l'hypothèse que la pratique commerciale nécessitant la communication, le marché est un révélateur de l'émergence de langues véhiculaires. On y voit par exemple que Niamey est partagé entre deux grandes langues véhiculaires, le zarma et le hawsa. [...] le plurilinguisme est beaucoup moins important en ville que dans l'ensemble du pays : dans le brassage de populations qu'elle opère, la cité catalyse l'émergence de langues véhiculaires, langues d'intégration urbaine qui peuvent ensuite repartir dans le pays, le long des différents axes de communication. »¹²³

¹¹⁵ C. Baudelaire, Le Soleil in *Les Fleurs du Mal*

¹¹⁶ G. Apollinaire, Zones in *Alcools*

¹¹⁷ G. Apollinaire, Voie Lactée in *Alcools*

¹¹⁸ P. Sansot, *Poétique de la ville*, Petite Bibliothèque Payot, 2004, préface

¹¹⁹ L. Aragon, *Le Paysan de Paris*, Folio, p.19

¹²⁰ M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, DEA, 2000, p.75

¹²¹ Id., p.78

¹²² L-J Calvet, *Les Voix de la ville*, Essais Payot, 1994, p.268

¹²³ Id., p. 144

On ne parle pas en ville comme on parle à la campagne. Dans la plupart des esprits, le langage des provinciaux est moins soutenu et souvent « entaché » de termes locaux. La ville est le lieu de la culture (théâtre, concert, bibliothèque...), bien qu'aujourd'hui sa diffusion soit plus large. L'expression orale est comme nous l'avons déjà dit, marquée par les origines géographiques du locuteur, mais elle est aussi un marqueur de territoire. Ainsi, nous pouvons considérer à la suite de Calvet, que le verlan, le rap et avant eux l'argot, servent à marquer le territoire de ces jeunes habitants, contribuant à la stigmatisation des banlieues. Pour ces jeunes en quête d'une identité - on parle de la génération « ni ni » : ni Français, ni Algérien par exemple -, partager la même langue sur l'ensemble d'un espace, c'est montrer une existence, leur existence. Le tag, l'expression graphique, sert véritablement à délimiter un territoire, à imposer sa marque, sa présence, ses revendications. Ces jeunes peuvent être, par certains aspects, assimilés à un ou des groupes interstitiels. L'Ecole de Chicago a étudié les gangs qui sont des exemples de ce type de groupe : « groupes indéfinis et presque insaisissables qui répondent chez les êtres désaxés et perdus, au besoin puissant de s'associer et avec les buts les plus divers, depuis la société de jeu des enfants jusqu'aux bandes criminelles qui se disputent à coups de revolver et de mitrailleuse, le monopole de la contrebande et, comme on dit là-bas, du vice. »¹²⁴

Il est également possible d'évoquer ici, un vocabulaire propre à la ville qui permet de désigner des pratiques urbaines. Par exemple, des expressions sur le transport en commun, la circulation.

D'un certain point de vue la sociolinguistique urbaine emprunte son projet à Hugo : saisir la ville par ses langues.¹²⁵

3 Qui conçoit la ville

Nous l'avons dit, le langage permet de symboliser la réalité, le visible, de conceptualiser l'invisible. Le discours est créateur, il met en forme des idées.

Le langage urbanistique est celui qui parle de la ville, qui traite de l'urbain, mais avant tout qui la fonde; il est celui des aménageurs-urbanistes. Nous détaillerons ce point plus tard au cours de la recherche, néanmoins nous pouvons indiquer ici, qu'il est constitué de termes qui lui sont propres et d'autres qui sont des emprunts.

A ce point du mémoire, nous pouvons également avancer que tous les professionnels de l'aménagement-urbanisme ne donnent pas les mêmes définitions aux mots qu'ils emploient. Jean-Pierre Frey distingue deux catégories : « Nous faisons donc l'hypothèse d'une différence de représentation et, sinon de vocabulaire, du moins d'acception des termes entre ces deux catégories de locuteurs que sont d'un côté, des architectes *stricto sensu*, diplômés et exerçant une maîtrise d'œuvre d'édifices, de l'autre des architectes-urbanistes, possédant une double fonction et plus portés à faire des plans de villes ou à participer à la planification urbaine plutôt qu'à la production de seuls édifices. »¹²⁶ Mais il en existe bien

¹²⁴ M. Halbwachs cité par M. Jumel, *L'information : équité sociale, équité spatiale : les implications en aménagement du territoire*, p. 76

¹²⁵ M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, DEA, 2000, p. 74

¹²⁶ J.-P. Frey, « Quand architectes et architectes-urbanistes parlent de la ville : deux définitions différentes de l'urbanisme ? », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p.49

plus, car chaque catégorie professionnelle et même chaque individu qui participe à un projet, apporte sa propre acception du terme.

Nous partageons la position de Boudon sur la nécessité d'un langage commun : « Plusieurs auteurs de l'ouvrage *Morphologie urbaine et parcellaire*, outre ceux qui l'ont dirigé, attirent l'attention sur le flou des définitions et de l'emploi de mots dans le domaine tels que « morphologie », « type », en passant par le mot « projet » et le mot « urbanisme », dont Choay souligne les variations sémantiques, géographiques et culturelles. On en vient à affirmer qu' « il serait urgent d'entreprendre des travaux comparatifs systématiques sur la terminologie de l'architecture et de l'urbanisme. » »¹²⁷

B Langage, langue et profession

1 Le discours des professionnels

Les paragraphes suivants s'appliquent à l'ensemble des professions ; l'aménagement-urbanisme est sous-entendu lorsqu'il n'est pas clairement énoncé.

a : La technicité comme signe d'expertise

Ce qui différencie le professionnel de l'amateur, c'est le vocabulaire utilisé. Employer les bons termes, connaître les expressions propres à la discipline sont des marques de compétence.

Le public attend, peut-être de façon inavouée, l'usage d'un discours technique, ponctué de mots spécifiques lui prouvant le savoir-faire du professionnel qui s'exprime, et ainsi lui faire confiance. Bien entendu, la compréhension ne doit pas être oubliée par le technicien, sinon son interlocuteur s'emporterait vite contre ce « jargon de technocrate ».

La figure du technocrate est souvent convoquée chaque fois que le propos est trop technique et semble être éloigné du quotidien. « Parler comme un technocrate » signifie avoir recours à une parole de spécialiste, mais un spécialiste inquiétant car agissant au sommet du pouvoir. En effet, « la technocratie est la forme de pouvoir qui mêle sur un même registre la connaissance des techniques et de leurs usages ou de leur utilité dans la définition ou la résolution des politiques publiques ; le technocrate a la maîtrise de la *technè*, c'est-à-dire du savoir-faire social lié à la technique ». Ce type de professionnel fait peur car « les projets techniques ne sont pas appropriés par la société civile qui n'a pas les capacités d'absorption et de critique nécessaires. »¹²⁸

Le professionnel doit donc veiller à ne pas générer le paradoxe : produire un discours savant afin de gagner d'adhésion du public mais par souci d'exhaustivité ou par excès de zèle, produit un discours technique inaccessible qui conduit au rejet. C'est pourquoi, il est demandé aux professionnels d'adopter une parole claire.

¹²⁷ P. Boudon, « Mots et concepts », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p. 78

¹²⁸ L. Rouban, *La fin des technocrates ?*, Presses de Sciences PO, 1998, p. 30

b: Une parole claire comme obligation

La circulaire n° 99-39 du 28 septembre 1999, sur l'emploi de la langue française par les agents relevant de l'administration centrale et des services déconcentrés du ministère de l'équipement, des transports et du logement ainsi que des établissements publics placés sous sa tutelle, attire l'attention des services sur le bon usage du français. Elle rappelle que « la langue française est, en vertu de la Constitution, la langue de la République et constitue un élément fondamental de la personnalité et du patrimoine de la France. Elle est la langue de l'enseignement, du travail, des échanges et des services publics et le lien privilégié des Etats de la communauté francophone. » Le deuxième point est intitulé : l'impératif de lisibilité et de compréhension des documents administratifs, et exige que « les textes administratifs, notamment ceux ayant une portée juridique, ne comportent pas d'ambiguïté et que ceux destinés au plus large public, en particulier les formulaires, soient aisément compréhensibles. Dans cet esprit, il importe de limiter l'utilisation dans les différents textes, informations ou messages préparés par vos services, **de sigles** et d'abréviations qui sont sources d'erreurs et de confusion, notamment pour les usagers. **Les sigles, lorsqu'ils sont utilisés, doivent toujours avoir préalablement été explicités dans le texte en cause.** » (nous soulignons). La circulaire rappelle également, l'existence de la Délégation Générale à la Langue Française (DGLF) qui a pour mission de désigner et de définir les nouveaux termes technologiques et étrangers.

De manière plus précise, le code de moralité et de conduite professionnelle adopté par les urbanistes américains le 10 septembre 1981 stipule dans le premier point la « responsabilité de l'urbaniste envers le public : la principale obligation de l'urbaniste est de servir l'intérêt public. Si la définition de l'intérêt public est formulée au travers de débats permanents, un urbaniste doit obéissance à un concept de l'intérêt public auquel on a abouti scrupuleusement et qui requiert les devoirs spéciaux suivants : art. 3 un urbaniste doit s'efforcer de fournir des **informations complètes, claires et précises** sur les problèmes d'urbanisme, aux citoyens et aux décideurs publics. » (nous soulignons)

A travers ces deux exemples, nous avons montré l'obligation qu'ont les professionnels de s'adresser en termes compréhensibles au public et ceci en raison du principe d'intérêt général qui régit toutes les opérations.

c : Une nécessité de compréhension

Si un professionnel est capable de parler en termes techniques et pointus, il doit être en mesure de comprendre ce que disent les autres professionnels, de la même branche ou un secteur proche, voire d'une autorité, mais surtout de traduire leurs propos aux non initiés. Par exemple, un technicien dans une collectivité territoriale doit pouvoir mettre à la portée des élus ou de la population le contenu technico-juridique d'un règlement étatique, ou veiller à l'aspect technique que doivent avoir les projets politiques.

Il est donc un filtre entre les spécialistes et le public, une interface entre deux systèmes.

d : Un moyen de convaincre

Le premier moyen de convaincre d'un professionnel est justement son statut de professionnel, sa reconnaissance en tant qu'expert. Il énonce de fait un discours d'autorité. « La spécificité du discours d'autorité (cours professoral, sermon, etc.) réside dans le fait qu'il ne suffit pas qu'il soit *compris* (il peut même dans certains cas ne pas l'être sans perdre

son pouvoir), et qu'il n'exerce son effet propre qu'à condition d'être reconnu comme tel. Cette reconnaissance - accompagnée ou non de la compréhension - n'est accordée, sur le mode du cela va de soi, que sous certaines conditions, celles qui définissent l'usage légitime : il doit être prononcé par la personne légitimée à le prononcer, le détenteur du *skeptron*, connu et reconnu comme habilité et habile à produire cette classe particulière de discours, prêtre, professeur, poète, etc. ; il doit être prononcé dans une situation légitime, c'est-à-dire devant les récepteurs légitimes (on ne peut pas lire une poésie dadaïste à une réunion du Conseil des ministres) ; il doit enfin être énoncé dans les formes (syntaxiques, phonétiques, etc.) légitimes. »¹²⁹

La rhétorique, nous l'avons vu, est l'art de faire adhérer l'auditoire aux idées contenues dans le discours. Cette parole est d'autant plus efficace si elle s'accompagne d'une juste dose de vocables savants. Ils correspondent à la survalorisation de la présentation d'un projet dont Martouzet a relevé les pratiques (fréquence des tableaux chiffrés, analyse exhaustive, pratique abusive des traitements de texte)¹³⁰. Ainsi, parler en technicien est une preuve de sérieux et de compétence, qui peut jouer dans l'attribution des marchés.

Ainsi, l'*advocacy planning* suggère que les avocats sont les meilleurs aménageurs, car ils savent gérer les relations entre les grands groupes de pression et surtout défendre un projet; ce que l'aménageur-urbaniste est amené à faire.

On peut observer une certaine mise en scène de l'orateur, qui n'est rien d'autre qu'une mise en scène du pouvoir, de son autorité.

« Il n'y a pas de pouvoir symbolique sans une symbolique du pouvoir. Les attributs symboliques sont une manifestation publique et par là une officialisation du contrat de délégation : l'hermine et la toge déclarent que le juge ou le médecin sont reconnus comme fondés à se déclarer juge ou médecin. La compétence proprement linguistique - le latin des médecins d'autrefois ou l'éloquence des porte-parole - est aussi une manifestation de la compétence au sens du droit à la parole et au pouvoir par la parole. Tout un aspect du langage autorisé, de sa rhétorique, de sa syntaxe, de son lexique, de sa prononciation même, n'a d'autre raison d'être que de rappeler l'autorité de son auteur et la confiance qu'il exige : le style est en ce cas un élément de l'*appareil*, au sens de Pascal, par lequel le langage vise à produire et à imposer la représentation de sa propre importance et contribue ainsi à assurer sa propre crédibilité. »¹³¹ Il faut ajouter aux propos de Bourdieu, les conseils d'animation de réunion ou d'entretien qui portent sur les gestes, la disposition de la salle, etc. Lorsqu'une personne parle depuis une scène, l'attention de son public est plus soutenue, mais elle se place surtout en position d'autorité. « Qu'il le veuille ou non, l'orateur est placé dans la situation du comédien : ou il tient la salle ou il se fait conspuer. Il doit profiter de l'avantage que lui confère sa position : debout sur une estrade face à un auditoire assis en contrebas. Et s'il est là, c'est parce qu'il détient une connaissance et une maîtrise du sujet abordé. »¹³²

Nous pouvons alors penser à la position des professionnels de l'aménagement-urbanisme lorsqu'ils s'adressent au public. Au cours d'une réunion de CVL, par exemple, les professionnels, les élus et les habitants sont assis autour de la même table, pour montrer

¹²⁹ P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Points Seuil, 2001, p. 165

¹³⁰ D. Martouzet, *De l'éthique à la rhétorique*

¹³¹ P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Points Seuil, 2001, p. 112

¹³² Enquête « Savoir convaincre », *Le courrier des cadres* n°1605, p. 20

la volonté de négocier sur un plan d'égalité ; même lors d'une prise de parole, le locuteur, quel qu'il soit, reste assis.

2 Le discours spécifique des aménageurs-urbanistes

a : Les professionnels et le public

« Un bon aménagiste doit posséder des capacités intellectuelles, des capacités de caractère, psychologiques et didactiques : l'aménagiste doit en tant que généraliste, posséder de **larges connaissances culturelles** ; ses intérêts ne doivent pas se limiter aux sciences techniques, mais englober les sciences humaines et sociales ; en particulier, il doit posséder une bonne approche de la pensée juridique ; il doit avoir des aptitudes pour exécuter de manière indépendante des analyses et des synthèses ; l'esprit créateur et le **talent de coordonner** sont très importants ; la capacité de penser de manière abstraite doit aller de pair avec le sens de la démarche pragmatique et de la recherche appliquée. L'aménagiste doit se sentir comme l'avocat de l'espace et comme **serviteur de la collectivité** ; il s'engage ainsi pour des problèmes de l'espace et se laisse guider en cela par des objectifs et principes d'aménagement reconnus mais ne se laisse pas abuser par des intérêts privés ; **la crédibilité et le don de convaincre** sont aussi nécessaires que la pondération et l'aptitude à collaborer ; **la vivacité d'esprit et la ténacité doivent, selon les situations, déterminer la parole et l'action** ; l'aménagiste a besoin de beaucoup de persévérance et ne peut pas être susceptible. **Le doigté dans le contact avec les autorités et la population est aussi important pour une action couronnée de succès que la capacité à diriger ses propres collaborateurs ou des spécialistes d'autres disciplines ; une manière de s'exprimer clairement par le texte et la parole est essentielle dans ce contexte.** »¹³³ Les différentes qualités que nous avons soulignées dans le passage précédent, correspondent à une fonction parfois négligée de la profession d'aménageur-urbaniste : celle de la communication publique.

b : Un communicant et un médiateur

« Les fonctions relatives à l'urbanisme et à l'aménagement peuvent se classer en quatre grandes familles même si dans la pratique elles se chevauchent fréquemment. Il s'agit de la conception, du montage de projet, de la gestion du développement. Certains y ajoutent la communication. [...] la communication parfois citée, peut-elle être considérée comme une fonction spécifique au champ de l'urbanisme ou une fonction en soi ? De plus en plus, elle s'intègre pour ce qui est de l'urbanisme aux fonctions développement, gestion ou conception. Elle demande des spécialistes des médias, ayant des bases de culture urbaine. »¹³⁴ L'aménageur-urbaniste n'est donc pas pour Jager un communicant ; d'autres professionnels doivent entrer en scène.

Cette fonction souvent sous-estimée, est devenue cependant une préoccupation des professionnels. Le fait que la question soit traitée pendant la première université d'été du CFDU, en septembre 1996, montre bien cela. La rencontre était divisée en cinq ateliers :

¹³³ R. Meyer-Von Gonzenbach et la Fédération des Urbanistes Suisses, « Formation en aménagement du territoire, conditions actuelles et propositions d'amélioration », « Formation des urbanistes : l'expérience canadienne », in *Métropolis* n° 46 47, 1981, p. 75

¹³⁴ *Id.* p. 21

réflexion sur la qualification, pratiques et perspectives de l'urbanisme des collectivités territoriales et de l'Etat, quels partenariats ?, éthique et déontologie des urbanistes, **débat public, citoyenneté et territoire**, l'attente des urbanistes en matière de formation.¹³⁵

« Au regard de [s]es différentes missions et de [s]es pratiques, les qualités et compétences des urbanistes doivent être multiples. S'ils doivent être des techniciens (au niveau de la réglementation en urbanisme, des plans, du droit des sols, etc.), les urbanistes doivent également être des hommes de communication dans le sens où ils doivent établir et gérer la communication entre les différents acteurs d'un territoire pour mettre en forme un projet commun. »¹³⁶ Philippart n'est pas la seule à attribuer aux professionnels de l'aménagement-urbanisme un rôle de communicant. Certains évoquent d'autres raisons : « Du fait que l'aménageur a une formation interdisciplinaire, un rôle de coordination lui est dévolu. »¹³⁷ Nous même, nous ajoutons, que par sa nature transdisciplinaire, l'aménagement-urbanisme rassemble autour d'un projet différents professionnels.

Souvent comparé à un chef d'orchestre, l'aménageur doit faire en sorte que tous les acteurs du projet puissent jouer leur partition. Mais cette comparaison ne met pas en avant la nécessité de temporiser certains acteurs. C'est pourquoi, Jacques de Maillard lui préfère la figure du compositeur (du moins pour les chefs de projet) : « les chefs de projet mettraient en musique des acteurs aux répertoires cloisonnés, solliciteraient l'intervention d'élus locaux traditionnellement tenus en lisière de l'action publique.[...] s'il se contente d'être un chef d'orchestre, le chef de projet a toutes les chances d'échouer : il est tenu par la partition qu'il a sous les yeux. Au contraire, s'il devient compositeur, il met en relation les joueurs. Il ne se contente plus alors, d'harmoniser les dissonances, mais vise à construire une musique inédite, où les joueurs pourraient se projeter. »¹³⁸ Jager ajoute qu'« il devra avoir été initié au management ».¹³⁹

c : Un rôle renforcé

Si le professionnel sert d'interface comme nous venons de le voir, entre le pouvoir central et le pouvoir local, il est devenu, l'intermédiaire entre les élus et la population. En effet, un rôle d'intégration est dévolu aujourd'hui à l'aménageur. On peut se demander si être l'intermédiaire entre l'Etat et la société n'est pas plus facile que de l'être entre les élus et la population.

La démocratie participative, est à l'origine de cette nouvelle mission. Mais précisons ce que signifie pour Claude Jacquier la démocratie participative et l'incidence qu'elle a sur les métiers de la ville qui sont « en quête de nouvelles formes de démocratie » : « substitution ou béquille d'une démocratie de délégation « exsangue », la démocratie participative pose problème en ce qu'elle est moins aujourd'hui l'objet de revendication comme ce fut le cas au cours des années 70 où le thème de la participation comme accès et partage du pouvoir politique était porté en étendard, qu'un objet concédé, voire octroyé et instrumentalisé pour d'autres fins par les pouvoirs en place. Le discours sur la participation a dérivé d'une logique de partage du pouvoir vers une logique instrumentale d'insertion des

¹³⁵ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 392

¹³⁶ *Id.* p. 182

¹³⁷ D. Martouzet, *Normes et valeurs aménagement-urbanisme. Limites de la rationalité et nécessité de prise en compte du multi-niveau*, dossier de synthèse, 2002

¹³⁸ J.de Maillard, « Les chefs de projet et les recompositions de l'action publique », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°88, 2000, p. 14

¹³⁹ J-C Jager, « Former pour quels métiers ? », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 44 45, 1990, p. 211

populations restées en marge des mécanismes d'intégration urbaine, logique instrumentale souvent matinée d'humanisme culpabilisant. »¹⁴⁰ C'est donc aux professionnels de la ville que revient la lourde tâche d'intégrer les populations en difficulté (rester en marge c'est être en difficulté). Nous verrons dans le paragraphe suivant que l'urbaniste peut exercer ce rôle au travers des projets d'aménagement

Pour cela, il doit prendre en compte que le public est non seulement constitué de profanes (c'est-à-dire de personnes extérieures au domaine, qui donc n'ont pas toute la connaissance nécessaire et qui n'ont pas forcément la même logique de pensée), mais également d'individus issus de différentes classes sociales, originaires de pays étrangers et n'ayant pas forcément une bonne maîtrise du français. « On ne s'adresse pas à des spécialistes comme à un public hétérogène, mêlant béotiens, techniciens et marketeurs, cérébraux et pragmatiques. »¹⁴¹ Il faut, comme nous l'avons dit dans la première partie, « se mettre dans la peau de ses interlocuteurs. »

Il faudrait inventer une langue véhiculaire (langue utilisée pour la communication entre les groupes qui n'ont pas la même première langue, exemple les marchands africains ou des universitaires à un colloque international). Le professionnel et le public doivent travailler ensemble à la constitution d'un vocabulaire commun, préalable essentiel à la construction d'un projet.

d: Dans quelles circonstances ?

Le projet d'urbanisme concerne les espaces urbanisés (en agglomération et en milieu rural) et veut corriger un dysfonctionnement, quand il ne se propose pas d'embellir cet espace. Il implique différents acteurs : politiques, qui vont choisir d'agir ; financiers, qui vont apporter des fonds ; techniques, qui vont réaliser les travaux. La population est l'élément central du projet : elle doit être au cœur du processus de décision (mais la participation est encore trop souvent théorique) car c'est elle qui vit sur l'espace en question et qui subira les conséquences du projet. Les professionnels sont relayés par les associations pour l'animation des quartiers ou la mise en place de « projets habitants » (la création d'espaces verts au pied des immeubles, par exemple).

Les techniciens peuvent également répondre aux questions des citoyens, notamment lors des conseils municipaux ou de quartier. Ils peuvent également être interviewés par le journal de la commune. De manière indirecte, ils s'expriment par l'intermédiaire des panneaux de travaux (par exemple : ici la mairie améliore votre cadre de vie par la mise en place d'un TCSP). Ils doivent être pédagogiques, pour que les décisions soient comprises et finalement acceptées.

On trouve chez Philippart et Simmoneau d'autres illustrations : « L'urbaniste doit également s'occuper de l'organisation de l'enquête publique avant l'adoption du POS, notamment en réalisant un rapport de présentation, une exposition et une présentation orale du POS à la mairie de façon à recueillir les avis et remarques de la population. »¹⁴²

¹⁴⁰ C. Jacquier, « Les nouveaux métiers de la ville », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°88, 2000, p. 100

¹⁴¹ Enquête « Savoir convaincre », *Le courrier des cadres* n°1605, p. 20

¹⁴² A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 181

« Exemple des activités de Jean-Paul D. qui entre autres choses « aide à la concertation avec les habitants pour la rénovation et la requalification du centre-ville d'une ville moyenne de l'est parisien. » »¹⁴³

Nous avons déjà évoqué le projet de ville qui est également un moment où l'aménageur-urbaniste s'adresse aux habitants et doit travailler avec eux.

3 L'aménagement-urbanisme et son métalangage

a : Un langage technique abscons

Un jargon urbanistique pluridisciplinaire

« « Le charabia et le jargon sont les deux mamelles du langage actuel ». Le charabia c'est la parole utilisée « non pour qu'on s'intéresse au message et à l'être du locuteur mais pour qu'on soit médusé par son ramage et son paraître ». Le jargon, « pour qu'une certaine partie des auditeurs possibles n'entendent goutte au sens des mots, même s'ils entendent leur son ». Le monde de l'urbanisme emploie abondamment l'un comme l'autre. »¹⁴⁴

Le lexique de l'aménageur-urbaniste s'enrichit d'année en année, gonflé par les nouvelles politiques et leurs outils de mise en œuvre (on pense notamment à la politique de la ville ; Cf. l'article du *Moniteur des travaux publics* sur les principaux sigles de cette politique, 16 entrées), mais également par l'emprunt aux autres répertoires. En effet, l'aménagement-urbanisme se nourrit de différents champs. Qu'il s'agisse de l'économie, de la géographie, de la sociologie, de l'environnement ou de l'architecture, chacun apporte son vocabulaire. En quelque sorte l'aménageur-urbaniste est polyglotte, du moins il est sensé l'être.

Un problème de langue

Nous ne sommes pas les premiers à dire que les aménageurs-urbanistes ne savent pas communiquer, que leur discours reste inaccessible aux profanes. Philippart a fait le même constat : « [...] un obstacle se pose pour la communication envers le grand public et certains acteurs du milieu de l'urbanisme qui n'ont pas de connaissances en urbanisme – comme certains élus : le langage. Les professionnels de l'urbanisme, et en particulier les urbanistes, possèdent un langage technique, un ensemble de savoirs dont un certain nombre de notions avec des définitions précises, ils ont un vocabulaire technique qui renvoie à un savoir spécialisé. Or le grand public et les acteurs qui ne possèdent pas ce savoir, ne comprennent pas ce vocabulaire, il leur est étranger. H. S. Becker, dans *Les Mondes de l'art*, associe le problème de la langue à la réputation. Il prend l'exemple du monde de la littérature et de celui de la musique : le langage intellectuel de la musique n'est pas celui de la littérature. Le musicien appartient à une communauté restreinte de langue, il y a donc peu de probabilités pour qu'il ait une réputation dans le monde de la littérature.¹⁴⁵ On peut donc appliquer cette théorie au monde de l'urbanisme : les urbanistes appartiennent à une communauté restreinte de langue, ils ont donc peu de chance d'avoir une réputation auprès du grand public. On voit

¹⁴³ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 183

¹⁴⁴ J-M Offner, « Vocabulaire de l'urbanisme, mots pervers et ordre social », *Métropolis*, n° 39, 1979, p. 4

¹⁴⁵ H. S. Becker, *Les Monde de l'art*, in A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 219

donc que même si la communication et la médiatisation sont des moyens pour atteindre une reconnaissance sociale, elles sont difficiles à mettre en place. »¹⁴⁶

Preuve également, que l'on parle difficilement entre urbanistes de plusieurs pays ou entre spécialistes français de spécialités différentes.

Les professionnels doivent donc impérativement modifier la langue qu'ils emploient. Nous l'avons déjà signalé : le discours doit s'adapter au public auquel il est adressé. Bourdieu va plus loin en précisant que la relation sociale qui se noue entre l'émetteur et le récepteur peut être menacée si le discours n'est pas approprié (« Mais la subordination de la forme du discours à la forme de la relation sociale dans laquelle il est employé éclate dans les situations de collision stylistique, c'est-à-dire lorsque le locuteur se trouve affronter un auditoire socialement très hétérogène ou, simplement, à deux interlocuteurs qui sont si éloignés socialement et culturellement que les modes d'expression sociologiquement exclusifs qu'ils appellent et qui sont normalement réalisés, par un ajustement plus ou moins conscient, dans des espaces sociaux séparés, ne peuvent pas être produits simultanément. »¹⁴⁷). Il faut reconnaître que ceci constitue un véritable problème pour les professionnels qui s'adressent bien souvent à une population très hétérogène.

En cherchant un discours adéquat, une langue compréhensible, on court le risque de simplifier le contenu, de tronquer les informations. On trouve cette idée chez Bourdieu sous le concept d'euphémisation : « La forme, et l'information qu'elle informe, condensent et symbolisent toute la structure de la relation sociale dont elles tiennent leur existence et leur efficience (la fameuse *illocutionary force*) : ce que l'on appelle tact ou doigté consiste dans l'art de prendre acte de la position relative de l'émetteur et du récepteur dans la hiérarchie des différences espèces de capital, mais aussi du sexe et de l'âge, et des limites qui se trouvent inscrites dans cette relation et de les transgresser rituellement, si c'est nécessaire, grâce au travail d'euphémisation. »¹⁴⁸

Les professionnels de l'aménagement-urbanisme doivent produire un discours neutre qui permet d'atteindre un consensus. « Le recours à un langage neutralisé s'impose toutes les fois qu'il s'agit d'établir un consensus pratique entre les agents ou groupes d'agents dotés d'intérêts partiellement ou totalement différents : c'est-à-dire évidemment en tout premier lieu, dans le champ de la lutte politique légitime, mais aussi dans les transactions et les interactions de la vie quotidienne. »¹⁴⁹ Le danger d'une neutralité dans le discours est de générer une incompréhension, due à une information partielle ou cachée. Ceci peut conduire à la non adhésion au projet ou à la non production du consensus ; et explique en partie la faible participation.

b : L'explication possible d'une telle langue

Une crise identitaire à l'origine du discours

Nous avons dit que les professionnels de l'aménagement-urbanisme étaient en voie de professionnalisation ; ils sont en quête d'une reconnaissance professionnelle et donc d'une reconnaissance sociale (le travail est « un élément fondamental de socialisation, le travail règle les rapports de chacun avec la société. [...] Il permet à l'individu de satisfaire

¹⁴⁶ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 219

¹⁴⁷ P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Points Seuil, 2001, p. 119

¹⁴⁸ *Id.*, p. 118

¹⁴⁹ P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Points Seuil, 2001, p. 64

ses besoins d'identification, d'individualisation, d'intégration, de valorisation. »¹⁵⁰). Ils peuvent donc être tenus pour une population « interstitielle ».

Nous avons également vu que lorsque des individus luttent pour la reconnaissance, ils cherchent à se différencier (« Le rap, sa musique et sa langue seront donc analysés ici comme le résultat de la quête identitaire des jeunes se trouvant dans une situation culturelle interstitielle et produisant les attributs de leur propre culture. »¹⁵¹).

C'est pourquoi nous avançons que les aménageurs-urbanistes ont créé un discours qui leur est propre afin d'obtenir une reconnaissance sociale.

La formation d'un we code

Nous avons auparavant abordé les concepts du *they code* et du *we code*. Ces codes identitaires ont été définis par John Gumperz à propos des zones urbaines. Le *they code* est la langue majoritaire, partagée par toute la communauté linguistique. Et le *we code*, introduit à partir du *they code* pour s'en différencier et de ses locuteurs, est réservé aux initiés. « C'est généralement une volonté de différenciation sociale qui produit cette volonté de différenciation linguistique. »¹⁵²

Ce *we code* se construit autour d'un vocabulaire technique, qui comme vu précédemment est puisé dans différents domaines. Les sigles peuvent constituer un code supplémentaire à l'intérieur du *we code*. Car tous les professionnels emploient ce que l'on qualifie ici d'un *we code*, c'est-à-dire d'un vocabulaire propre à leur activité. Mais chez les aménageurs-urbanistes, ce langage est renforcé par le nombre important des sigles.

Philippe Deshayes énonce clairement l'existence d'un sentiment de supériorité, d'exclusivité chez les professionnels de l'urbanisme : « L'exemple du langage de l'architecture classique pour laquelle l'académie avait, pour partie, ce rôle de régulateur sinon d'énonciateur, a suffisamment montré que l'extension d'une communauté des professionnels se limite aux commanditaires, voire à constituer une caste de néo-spécialistes et que, ce faisant, le langage, de langage métier, reste langage académique (ne dirait-on pas savant ou technocratique aujourd'hui ?). Comme le précise Edgard Morin, cela revient à continuer à « réserver aux initiés, experts ou spécialistes, les compétences fondamentales pour traiter tous les problèmes. » (E. Morin, *La Méthode*) »¹⁵³

Le *we code* permet également de protéger leur activité et ainsi accéder à la reconnaissance d'un monopole de compétence.

La recherche d'une culture commune

On peut envisager la création d'un code linguistique comme la recherche d'une identité mais également comme la quête d'une culture commune.

La première raison résulte de l'existence de plusieurs langues professionnelles (architectes, écologistes, économistes, etc.) et comme le souligne Jager : « Chaque phase a produit un discours spécifique très nettement marqué par l'idéologie du moment. Chaque discours a eu ses propres tenants privilégiant une discipline sur l'autre, de l'ingénieur à

¹⁵⁰ D. Potocki Malicet, *Eléments de sociologie du travail et de l'organisation*, in A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 208

¹⁵¹ L-J Calvet, *Les Voix de la ville*, Essais Payot, 1994, p. 274

¹⁵² M. Jumel, *L'information : équité spatiale, équité sociale : les implications en aménagement du territoire*, DEA, 2000, p. 75

¹⁵³ Ph. Deshayes, « Langage métier de l'urbanisme et de l'architecture : du langage à la communication et du « ça s'apprend » au « ça se comprend » », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p.34

l'architecte, en passant par le juriste, le géographe, l'écologiste, l'animateur social, l'économiste, tous se définissant à tour de rôle comme urbanistes et ce malgré les tentatives de certains de promouvoir l'urbanisme comme une discipline à part entière. Le milieu professionnel peut-il se construire aujourd'hui une identité à partir de ces expériences multiples en les relisant à la lumière de ce qui constitue l'enjeu urbain : la culture de l'espace. »¹⁵⁴ Ces différents métalangages se fondent pour former la langue des aménageurs-urbanistes.

Il ne s'agit pas seulement d'être reconnu par les membres extérieurs comme constituant un groupe ; il faut que ce groupe soit uni intérieurement. La culture commune joue le rôle d'un ciment : « la notion de culture est définie par les professionnels comme tous ce qui concourt à donner une connaissance et une compréhension des phénomènes urbains. [...] Cette culture permet la cohésion du groupe, l'interconnaissance de ses membres. »¹⁵⁵

Cette culture commune se construit progressivement. Elle commence au cours de la formation et se poursuit tout au long de l'expérience professionnelle. C'est ce que dit Claude Paradeise : « Le sentiment d'appartenance à la profession et l'affirmation d'une identité professionnelle passent par l'acquisition et l'entretien d'une culture commune. Le principal mode d'acquisition de cette culture est la formation. [...] l'acquisition de savoirs formels intégrés au cours de la formation est essentielle pour posséder un corps de connaissances commun à tous les urbanistes. Cependant, les savoirs informels appris progressivement grâce aux diverses expériences professionnelles sont indispensables à la maîtrise professionnelle. »¹⁵⁶

En adoptant un métalangage, ils se placent dans une situation contradictoire. En effet, d'un côté l'obligation professionnelle les pousse à travailler avec le grand public, et de l'autre ils se différencient de lui. Les professionnels de l'aménagement-urbanisme doivent faire preuve de communication et d'intégration mais en réalité, ils s'excluent.

La communication publique, nouvelle facette de la profession, fait de l'aménageur-urbaniste un communicant ; il s'adresse aussi bien aux élus qu'à la population. Mais est-ce à lui de le faire ?

Les aménageurs-urbanistes réalisant les volontés politiques sur l'espace de vie et en direction des habitants, représentent donc bien cette interface entre le pouvoir et la population. Cependant, ils peuvent être confrontés à des difficultés ne sachant pas comment s'adresser aux individus. Ou, peut-être rejettent-ils cette nouvelle fonction. Ce qui expliquerait l'emploi d'un vocabulaire abscons, pensant ainsi être remplacés par de vrais professionnels de la communication.

Si nous leur prêtons des intentions plus honnêtes, on excusera ce métalangage comme procédant de la professionnalisation de l'aménagement-urbanisme.

¹⁵⁴ J-C Jager, « Former pour quels métiers ? », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 44 45, 1990, p. 211 212

¹⁵⁵ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 206

¹⁵⁶ C. Paradeise, *Des savoirs aux compétences : qualification et régulation des marchés du travail*, in A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 207

Approchons à présent du véritable objet de la recherche : l'emploi des sigles dans le discours des aménageurs-urbanistes.

III L'aménagement, les professionnels et les sigles

La communication passe par un langage clair. Si celui-ci est ponctué de termes obscurs pour l'auditoire, l'information ne peut pas se transmettre. Ainsi, l'usage des sigles fait courir le risque d'un manque de compréhension chez les citoyens mais également chez les professionnels. Il représente également, une menace pour la liberté et pour l'aménagement-urbanisme.

1 Un danger pour la compréhension

a : Exclusion des citoyens

Par l'usage d'une langue technique

« Le langage de l'urbanisme est un langage de spécialistes, rempli de termes que nul autre qu'eux ne peut comprendre, de sorte que le public ne peut s'approprier l'urbanisme. »¹⁵⁷ On aurait pu croire qu'il y a communication puisque les deux parties parlent français, mais seulement le lexique n'est pas le même, et l'on revient au problème évoqué en première partie du niveau de langue et de l'impossibilité d'échanger entre les locuteurs de ces niveaux. Si l'emploi d'un tel langage est voulu par les professionnels, alors nous nous trouvons dans un échange gagnant-perdant ; si au contraire les professionnels attendent des habitants une participation active, mais qu'elle ne se produit pas, alors nous sommes face à un échange perdant-perdant.

La langue technique engendre un discours incantatoire. « Pour un intellectuel, le pouvoir des mots réside essentiellement dans les idées que les mots sont censés véhiculer. Pourtant des mots apparemment vides de sens, ou ne recouvrant que des idées très imprécises peuvent avoir un grand pouvoir de persuasion. »¹⁵⁸

Tout l'art de l'orateur tient à faire passer un message construit autour des mots et concepts creux, incompris dans leur « individualité » mais parce que prononcés par un tel ils ont une force et un sens incontestable. Celui qui parle a autorité sur ceux qui écoutent. Il faut repenser ici au discours d'autorité de Bourdieu et à ses conditions légitimes. Il fait la comparaison avec la messe en latin, où sans comprendre les fidèles (mot déjà lourd de connotation) s'inclinent (comportement du groupe) en suivant le prêtre. L'exemple du médecin qui exerce une très forte autorité sur son patient car il a entre ses mains sa vie.

La protection de ce *we code* est très forte. Ainsi, il constitue un langage métier qui place ceux qui le possèdent dans la catégorie des professionnels. « Si un métier se définit en termes d'acquisition de savoirs et de savoir-faire, l'accès aux langages liés à ces métiers (langages de l'urbain et de l'architecture pour nous ici) se heurte frontalement à la difficulté du partage de ces savoirs et savoir-faire. Comment, en effet, prétendre spontanément accéder à des discours engageant des savoirs et des savoir-faire professionnels, alors même que des processus d'acquisition de ces savoirs et savoir-faire sont eux-mêmes l'objet d'un

¹⁵⁷ P. Vianssou-Ponte, « Le triomphe du jargon », in *Le Monde* du 24/04/78, in *Métropolis*

¹⁵⁸ P. Antoine, « Le pouvoir des mots », in *Projet*, n° 81, 1974, cité par J.-M. Offner, « Vocabulaire de l'urbanisme, mots pervers et ordre social », in *Métropolis*, n°39, 1979, p.8

long apprentissage ? Rappelons que les pratiques de production de l'architecture et de l'urbain mobilisent des « professionnels » et que, pour certains auteurs, la maîtrise d'un métier s'acquiert même en trente ans. »¹⁵⁹ Deshayes montre bien la protection de ce langage face à l'interruption du profane dans le domaine de l'aménagement-urbanisme. Benaïssa illustre parfaitement cette idée que tout le monde ne peut pas participer aux projets urbains en citant cet exemple : « Le président de la FAC souhaiterait voir son association passer du statut d'intermédiaire à celui de partenaire à part entière des projets d'aménagement. Mais pour cela l'association doit disposer d'un réel pouvoir d'expertise (ce qui suppose des moyens financiers) et être associée dès la première phase de l'élaboration du projet. La participation au projet d'aménagement passe par la professionnalisation et la structuration des associations d'habitants. »¹⁶⁰

Nous retenons donc qu'il existe un discours propre à chaque groupe professionnel issu de sa formation et de sa pratique, que l'on peut appeler « langage métier » ou métalangage. « Son renouvellement et son éventuelle émancipation sont directement liés aux stratégies ou aux avatars de ce groupe, aux systèmes de conventions qui le soutiennent. »¹⁶¹

Par l'emploi des sigles

■ Recherche d'homonymie

Nous avons vu les différents procédés de création, mais pas encore les formes les plus fréquentes de sigle. La siglaison portant sur plusieurs mots, à la différence de l'abrègement, il n'existe pas de sigle d'une lettre ; ce qui limite le risque d'homonymie, notre alphabet n'ayant que 26 signes. Dans la plupart des cas, les sigles sont composés de 3, 4 lettres. Nous serions tentés de dire que plus il est long, plus il a de chance d'être prononcé comme un mot, mais ce serait oublier l'exemple de la ZPPAUP. Mais pourquoi n'a-t-il pas une prononciation syllabique, nous nous sommes bien accommodés de celle de la ZNIEFF ? Probablement pour éviter le problème évoqué précédemment, et ainsi conserver l'orthographe correcte sans craindre de voir écrit ZPAUP, ZPOP, ZPOPP.

Selon Calvet, les structures les plus fréquentes des sources sont :

- Substantif + adjectif + complément de nom (PLU)
- Substantif + adjectif + adjectif (TUC)
- Substantif + complément de nom + adjectif (DDR)

Ce sont donc des structures simples, qui souvent reprennent les mêmes termes (Plan, Programme, Urbanisme, Action, Développement, Rural) (Cf. les exemples des préfixes cités plus haut). Le risque d'homonymie est ainsi fort et il faut y ajouter le croisement des nombreux lexiques. Dans l'exemple, « les ouvriers CGT de la CGT sont en grève »¹⁶², le contexte éclaire le sens de chacun des sigles, notamment parce qu'il s'agit de deux champs sémantiques différents, celui du syndicalisme et celui de l'entreprise. Mais comment faire en présence d'homonymes de même origine sémantique ? ZA a deux sources : Zone d'activité

¹⁵⁹ Ph. Deshayes, « Langage métier de l'urbanisme et de l'architecture : du langage à la communication et du « ça s'apprend » au « ça se comprend » », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p. 29

¹⁶⁰ A. Benaïssa, « Trois notions pour rendre compte de la densité : différences, références et négociations », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p. 179

¹⁶¹ Ph. Deshayes, « Langage métier de l'urbanisme et de l'architecture : du langage à la communication et du « ça s'apprend » au « ça se comprend » », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p.30

¹⁶² L.-J. Calvet, *Les sigles*, PUF, 1980, p.106

et Zone artisanale, dans l'exemple : les entreprises installées dans la ZA de Lonrai devront déménager. Qu'est-ce qui peut favoriser un sens par rapport à l'autre ? PUD est aussi une illustration.

Les sigles en aménagement peuvent aussi faire référence à d'autres sigles, l'ENS en est un. Le contribuable qui paye sa taxe sur l'ENS, pense-t-il en premier lieu financer l'Ecole Normale Supérieure ou protéger les Espaces Naturels Sensibles ?

L'exemple précédent porte sur un sigle de prononciation alphabétique. Nous pouvons alors imaginer les incidences avec les acronymes. « Les TIC », pour ceux qui le lisent, le disent ou suivent correctement ce qui est dit (lors d'un discours sur la communication et les nouvelles technologies), les TIC sont bien les Technologies de l'Information et de Communication. Mais pour ceux qui ne saisissent que des bribes ou qui prennent en cours sans être informés du sujet, les TIC sont « l'éthique », « les tics » (mouvements convulsifs) ou « les tiques » (acariens parasites) ?

Restons encore sur le cas des acronymes. Doppagne fait remarquer que « des divergences considérables peuvent être notées d'un auteur à un autre [...] ». ¹⁶³ Quand il s'agit d'écrire un sigle à prononciation syllabique. En effet, PLU ou Plu sont les deux orthographes rencontrées pour un même terme, elles découlent directement de la façon de dire le sigle. C'est-à-dire que si l'on considère le sigle comme une suite de lettres, il s'écrit en capitales (PLU) et s'épellera, alors que s'il est reconnu comme un mot, il s'écrit en minuscules. Il est difficile de trouver la bonne solution et encore plus de dire où est la norme et qui doit la donner. L'acronyme, en quelque sorte, c'est selon le goût de chacun. Pourtant, ce problème est loin d'être anodin. Prenons l'exemple d'une conversation entre deux personnes, l'une parle du PLU, l'autre du Plu. Sont-elles sûres d'évoquer la même chose ?

L'homonymie est fréquente et elle peut être accentuée si un jour on décide d'utiliser les acronymes selon les deux modes de prononciations. Par exemple, une Opération Planifiée d'Actions Collectives (OPAC) (c'est une invention pour l'exemple) s'épellera car il existe déjà l'acronyme OPAC.

Les homonymes au sens strict peuvent être rejoints par des sigles aux consonances proches. « Pouvez-vous me dire la date de la LOV ? 1967. Ah non, vous confondez avec la LOF. La LOV (et non pas la LOVE comme notre connaissance de l'anglais nous inciterait à l'écrire) est adoptée le 13 juillet 1991. » ¹⁶⁴ Pour simplifier encore la chose, en janvier 2006, est rentrée en application la loi organique relative aux lois de finances : la LOLF

Les synonymes, heureusement pour nous sont très rares. Notons tout de même celui-ci : CDC signifie Caisse des Dépôts et Consignations et Communauté De Communes. Mais s'il est vrai que l'EPCI s'écrit plus souvent CdC, il reste synonyme pour l'auditeur. Il est important de noter que certains sigles ne sont pas fixés (c'est-à-dire qu'ils peuvent changer d'une personne à une autre, car le sigle n'est pas officiellement reconnu). Ainsi, la communauté de communes peut être désignée par CdC / CDC, CC ou Com Com.

■ Problème de traduction

« Par souci naturel d'économie, les auteurs et les locuteurs ont tendance à simplifier leur expression, à la raccourcir et une dénomination longue donne lieu à un sigle ; mais lorsque, par besoin didactique ils expliquent le sigle en le développant, il leur arrive aussi de

¹⁶³ A. Doppagne, *Majuscules, abréviations, symboles et sigles*, Duculot, 1998, p. 85

¹⁶⁴ Extrait d'un entretien entre un directeur de recherche et son étudiante

le tronquer une nouvelle fois, et le nouveau développement ne correspond plus au sigle qui le présentait précédemment. »¹⁶⁵ Lors de ses recherches, Candel a rencontré une difficulté majeure : la multiplicité des décodages. « Certains sigles commencent par un substantif au singulier, alors que des variantes proposent le même sigle avec le substantif au pluriel. »¹⁶⁶ Parfois il ne s'agit pas du même terme, mais de son dérivé ; par exemple le S compris dans SGAR peut représenter secrétaire ou secrétariat. Cependant, la compréhension du sigle n'est pas altérée ; qu'il s'agisse du secrétariat ou du secrétaire, les missions et les fonctions sont les mêmes.

Là où se pose le véritable problème, c'est lorsque la traduction d'un sigle est impossible. Un lecteur ou un auditeur butte sur le sens d'une forme siglée, le contexte ne l'éclairant pas.

Calvet a mené une enquête dans quatre classes (deux de collège et deux de lycée) sur un corpus de 30 sigles.¹⁶⁷ Il conclut que la connaissance des sigles apparaît comme un phénomène classique d'acquisition du vocabulaire qui progresse avec l'âge. Il constate également que l'écart entre sigle connu et sigle traduit est important. « L'expérience concrète, l'usage quotidien du sigle, sont-ils séparés de la connaissance de sa source. Plus généralement, c'est donc le problème du statut sémiologique du sigle qui apparaît ici. »¹⁶⁸ Cela vient confirmer ce que nous disions plus haut. Mais Calvet s'attache aux fautes commises lors du décodage et distingue trois groupes :

- « Les fautes absolues, celles par exemple qui donnent, par l'intermédiaire d'une métathèse, « république fédérale allemande pour RAF » : dans ce cas le locuteur est incapable d'utiliser correctement le sigle dans une phrase ;
- Les approximations sémantiques, parentes naïves de l'article de dictionnaire, qui expliquent par exemple FBI par police américaine ;
- Les fautes relatives ou fautes d'orthographe qui font correspondre au C de CGT compagnie ou congrès. »

Face à ce sigle sibyllin, il y a de fortes probabilités pour que le lecteur ou le locuteur tente de trouver les mots tronqués, tel Champollion il va chercher les bons termes correspondants aux initiales. C'est un peu comme un accouchement aux forceps, qui donne naissance plus à des jeux de mots (A Boire Française pour ABF) ou à des approximations (Redynamisation au lieu de Restructuration dans ORAC) qu'aux véritables sources. Cette tentative se fait selon le champ sémantique de la personne et de sa perception du signifié (HLM donne souvent Immeuble à Loyer Modéré).

Les jeux de mots ont deux motivations, soit ce sont de véritables calembours (Petit Travail Tranquille), soit l'auteur veut cacher son ignorance en montrant qu'il est lui aussi capable de maîtriser la langue.

La siglaison élimine presque systématiquement les coordinations (et), les prépositions (de) et les adverbes (en) qui sont pourtant essentiel à la compréhension. La ZUP est traduite par Zone Urbaine Prioritaire, sur le modèle de la ZEP, au lieu de Zone à Urbaniser en Priorité. Enfin, aujourd'hui ZUP est traduit par Zone à Urbaniser **en** Priorité, alors qu'il semble qu'en 1960 lors de sa création, il s'agissait de Zone à Urbaniser **par** Priorité. Précisons que ce sont deux synonymes.

¹⁶⁵ D. Candel, *Dictionnaire des sigles*, p. VIII

¹⁶⁶ *Id.* p. XI

¹⁶⁷ L.-J. Calvet, *Les sigles*, PUF, 1980, p.63

¹⁶⁸ *Id.* p.78

Le genre (féminin ou masculin) du sigle est celui du premier mot. *Etablissement* est masculin, d'où un EPCI. Mais le sigle peut désigner une personne et alors changer de genre. Lorsque l'on parle de la Direction Départementale de l'Équipement, on emploie le féminin. Si la DDE devient le DDE il s'agit alors du personnel de la DDE (l'ingénieur, le technicien). L'emploi de la DDE pour le personnel féminin de la direction est encore peu répandu et heureusement car cela compliquerait davantage la compréhension. De même, la marque du nombre (singulier ou pluriel) n'apparaît pas, et de ce fait le POS devient parfois le Plan d'Occupation du Sol, car on pense (à juste titre) qu'il n'y a qu'un seul sol, celui de la commune. Mais en réalité, ce sont les différentes possibilités d'occupation qui sont considérées, d'où le pluriel. Dans la loi SRU, qu'est-ce qui est urbain ? La solidarité et le renouvellement, ou seulement le renouvellement ? On l'oublie trop souvent, mais la solidarité est aussi urbaine.

Nous remarquons également que la mauvaise orthographe d'un sigle, que ce soit à l'écrit ou à l'oral, peut créer une gêne chez le traducteur même si celui-ci connaît le sigle. Par exemple, une inversion de lettre, par inattention ou dyslexie, transforme TCSP en TSCP. Que doit penser le traducteur qui ne reconnaît plus les transports en commun en site propre ? D'un nouveau sigle ?

A l'écrit, il est plus facile pour un lecteur perdu de retrouver la traduction d'un sigle (présence de la source au début du texte, recours à la table des sigles ou à un dictionnaire). Mais qu'en est-il pour l'auditeur ? S'il n'a aucun support écrit, il devra mémoriser les sources (encore faut-il qu'elles soient mentionnées par son locuteur) et sa compréhension sera altérée.

Le lecteur peut adopter une attitude d'ignorance vis-à-vis des sigles. Ainsi, il peut les mémoriser, les photographier sans plus chercher à les traduire, exactement comme il le ferait avec les noms russes d'un roman de Tchekhov. Il ne les lira plus, il les survolera. A la différence qu'ici, le lecteur perd du sens.

Les différentes traductions prêtées à un sigle sont comparables aux multiples acceptions recevables pour un terme (par exemple la définition de *densité* selon un géographe, un urbaniste, un architecte, un élu et un habitant). Philippe Boudon prend l'exemple de la parcelle : « Autrement dit « la parcelle », mot apparemment anodin, n'est pas un objet unique correspondant à une signification univoque, ou plutôt, sur cet objet peuvent être portés des points de vue variés dont on peut se demander s'ils ne vont pas jusqu'à transformer l'objet dont il est question, s'il est vrai, comme a pu le dire Saussure, que *le point de vue fait l'objet*. »¹⁶⁹ On peut aller plus loin que Saussure et dire que la pratique fait l'objet.

Benassia fait appel à deux théories : celle d'Umberto Eco, pour qui les mots, comme les œuvres d'art, sont fondamentalement ambigus et renvoient à une pluralité de signifiés qui coexistent en un seul signifiant, et celle de Michel Foucault pour qui le langage, les mots, les notions et concepts ne sont compréhensibles qu'en situation.¹⁷⁰

¹⁶⁹ P. Boudon, « Mots et concepts », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p. 79

¹⁷⁰ A. Benaissa, « Trois notions pour rendre compte de la densité : différences, références et négociations », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p.175

Pour nous, la théorie d'Eco (celles apportées par Benassia et par Raynaud que « **le locuteur connaît par sa propre expérience** »)¹⁷¹, s'applique dans le sens où celui qui se sert du sigle, mais avant tout de l'outil qu'il désigne, donne une dimension différente selon ce qu'il en fait. Ainsi, une personne qui pratique tous les jours un PAE ne saura plus s'il s'agit d'un Plan ou d'un Programme. L'usage quotidien du sigle, ajouté à la confusion entre un plan et un programme fausse la traduction. C'est pourquoi, à l'inverse d'Eco, nous dirons que l'expérience fait perdre la signification. Parce que nous entendons par signification, la source. Il faut nuancer la théorie de Foucault dans le cas des sigles. En effet, ce n'est pas le contexte qui permettra la traduction du sigle. Cependant, il l'illuminera peut-être. Par exemple, au cours d'un texte sur le logement, le sigle PLH peut être en partie compris, si le H est reconnu comme l'initiale de Habitat ou habitation.

Des problèmes d'écriture

Par problème d'écriture nous entendons deux choses : la première est l'utilisation exclusif du sigle, c'est-à-dire que sa traduction n'apparaît nulle part ; la seconde est son contraire, c'est-à-dire la non utilisation du sigle. Prenons un exemple de sigles mal employés : « en 2000, la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), la planification de zonage laisse place à la planification de projet. [...] A l'échelle communale, le POS évolue en PLU et le SCOT remplace le schéma directeur, à l'échelle intercommunale. »¹⁷² Ici, le développement de SRU est inexact, car l'adjectif urbain s'accorde avec les deux substantifs (c'est une faute de traduction). Les trois sigles présents dans la seconde phrase ne sont pas traduits ni sur la page courante, ni sur les précédentes ou suivantes. L'auteur utilise des sigles comme des mots, ils remplacent les termes. Pourtant, il n'utilise pas tous les sigles existants : « c'est ainsi que sont apparues les Zones Franches Urbaines. [...] Menées par les services de l'Etat, les architectes et des organismes étatiques spécialisés (Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat), à leur origine, elles sont intégrées aux politiques de la ville. »¹⁷³ Les sigles ZFU et ANAH sont connus et reconnus mais ils ne sont pas signalés par l'auteur.

Nous pouvons également évoquer ici, le « mirage des sigles ». C'est un phénomène qui consiste à voir des sigles partout, de considérer chaque groupe de lettres comme un sigle. Par exemple, le zonage du PLU ou du POS est « codé » : AU, Ub, Uc, NA, etc. Un profane qui se penche un jour sur une carte, rempli de méfiance face au discours des aménageurs-urbanistes, cherchera à savoir ce qui se cache derrière ces sigles. Or, ils n'ont pas de développement ; ils correspondent simplement à des types d'urbanisation.

b : Non communication inter professionnelle

L'aménagement-urbanisme est, comme nous l'avons vu, à l'intersection de différents champs d'intervention. Ainsi, l'économiste, le sociologue ou l'environnementaliste peuvent discuter sur un grand projet d'aménagement du territoire. Chacun se servant de sa langue professionnelle construite autour de ses propres concepts et son lexique. Existe-t-il alors une compréhension, au sens non seulement d'indulgence mais également de connaissance ? Est-ce que l'économiste se fait comprendre lorsqu'il parle de FISAC ou d'ORAC, l'écologiste de ZNIEFF, ou le sociologue de phénomène NIMBY ?

¹⁷¹ D. Raynaud, « La forme urbaine, une notion exemplaire pour l'épistémologie et la sociologie des sciences », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p. 99

¹⁷² M-A Simonneau, *Evolution des métiers de l'aménagement- enquête auprès des professionnels*, mémoire de recherche, 2005, p. 10

¹⁷³ *Id.*, p. 12

Mais les projets d'aménagement-urbanisme sont divisés en quatre grands moments : « la programmation [...], la composition [...], et sa mise en œuvre [...], et la gestion urbaine [...] ». ¹⁷⁴ Et chacun des professionnels qui participent à l'une de ces étapes, a son vocabulaire, et surtout un ensemble d'outils, représentés par des sigles, qu'il manipule plus aisément que les autres.

La question revêt plus d'importance lorsqu'il s'agit de professionnels qui travaillent sur un même chantier, à une échelle réduite. Y a-t-il une communication entre corps de métier ? Elle se pose également dans une collectivité, d'un service à l'autre, par exemple.

Philippart rapporte qu'au questionnaire CFDU de la section Rhône Alpes/ Auvergne en 1997, les professionnels avaient répondu à la question sur « les évolutions possibles, probables et souhaitables de la profession », à 20 % « accroissement de la communication », et à la question des « difficultés rencontrées et préoccupations », ce sont les « difficultés de communication, problème de culture commune » qui sont également en première position (19 %). ¹⁷⁵ Elle ne précise pas de quelle communication il s'agit, mais elle évoque par la suite le manque de culture commune ; elle considère donc les problèmes à communiquer entre le groupe des professionnels.

On peut reprendre ici la théorie de Becker ¹⁷⁶, pour affirmer qu'un hydrologue aura des difficultés à se faire une réputation dans le monde des aménageurs-urbanistes, voire des géologues.

Cependant, il est fréquent que le grand prix d'urbanisme soit attribué à une personne qui ne soit pas reconnue comme urbaniste. Par exemple, le paysagiste Alexandre Chemetov a reçu le prix en 2000. Il a dû à un moment ou à un autre partager le même vocabulaire que les aménageurs-urbanistes avec lesquels il a travaillé ou ceux qui lui ont décerné le prix.

L'ambiguïté des termes de l'urbain a déjà été énoncée ; celle-ci est renforcée lorsque différents professionnels se penchent sur cette question avec leur propre acception : « La ville du sociologue n'est peut-être (et même sans doute pas) celle de l'architecte, ni celle du géographe. » ¹⁷⁷ Boudon avance l'idée de créer un langage commun, mais pas d'une façon équitable, puisqu'une discipline gagnerait sur l'autre : « Ou bien on considère qu'un cloisonnement étanche sépare définitivement les diverses disciplines, ou bien l'on considère qu'elles doivent s'effacer au profit d'une discipline unitaire que j'appellerai pour aller vite une urbanologie. Les deux solutions paraissant aussi peu à retenir l'une que l'autre, l'une parce que nous n'aurions plus qu'à nous renfrogner dans notre tour d'ivoire disciplinaire, l'autre parce qu'elle revient à nier les objets spécifiques des disciplines au profit d'une très hypothétique discipline unitaire. Une troisième voie serait sans doute souhaitable. Je n'en ai pas la solution mais je terminerai par une proposition, à titre d'hypothèse, en guise de conclusion. [...] La notion de multi-objet peut peut-être nous permettre de penser en quoi la ville ou tel élément de la ville, tel édifice est à la fois plusieurs objets lesquels sont superposés en un seul, et se présente comme un certain *dispositif de commensurabilité*. » ¹⁷⁸

¹⁷⁴ J.-P. Blais, « Comment peut-on être urbaniste ? », in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 88, 2000, p. 75

¹⁷⁵ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 209

¹⁷⁶ Cf. p. 55

¹⁷⁷ P. Boudon, « Mots et concepts », in *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, L'Harmattan, 1999, p. 82

¹⁷⁸ *Id.*, p. 83 et 86

Nous ne partageons pas cette position. La notion de multi-objet ne certifie pas une définition claire et partagée, qui mettrait fin aux différends.

c : Entre manipulation et ésotérisme

« Mots pour impressionner, mots pour cacher, mots pour faire croire, mots pour obliger. D'agglomération à ZUP, les mots sont manipulés et servent à manipuler, suivant des modalités et à des niveaux multiples. »¹⁷⁹ On pourrait emprunter à Philippe Breton le terme de mots-pièges pour désigner ces mots.

Dans son livre, *La parole manipulée*, il tire la sonnette d'alarme, car il affirme que « nous ne sommes pas libres même dans une démocratie. L'emploi des techniques de manipulation de la parole a un effet sur le lien social et sur la nature de notre démocratie, indépendamment des valeurs ou des causes que ces méthodes servent à promouvoir. »¹⁸⁰

Manœuvre langagière

La manipulation est le contraire de l'argumentation qui est une forme de respect de l'autre. « Manipuler consiste bien à construire une image du réel qui a l'air être le réel. »¹⁸¹ « La manipulation consiste à entrer par effraction dans l'esprit de quelqu'un pour y déposer une opinion ou provoquer un comportement sans que ce quelqu'un sache qu'il y a eu effraction. »¹⁸² « La parole manipulée est une violence : d'abord envers celui sur lequel elle s'exerce ensuite sur la parole elle-même en tant qu'elle constitue le pilier central de notre démocratie. »¹⁸³

Selon Breton toujours, la stratégie centrale est la réduction la plus complète possible de la liberté de l'auditoire de discuter ou de résister à ce qu'on lui propose. Ainsi, nous pouvons considérer l'emploi des sigles comme une restriction de la compréhension, donc par conséquent, de la faculté de penser.

Double violence donc, contre l'auditoire et contre la démocratie. Pour le sujet qui nous intéresse cela se vérifie, car la démocratie participative ne peut pas exister, faute de compréhension.

La manipulation sert à mener insidieusement quelqu'un à faire quelque chose. Dans notre étude, elle conduit le public à ne pas participer, donc à ne pas s'opposer aux projets.

« La détention d'un savoir spécialisé est source de pouvoir pour les professionnels. »¹⁸⁴ Ce pouvoir est en lui-même une forme de manipulation.

Langage mystérieux

Les sigles sont des mots-pièges dont se sert l'aménageur-urbaniste pour maintenir le public dans l'incompréhension.

Il s'agit ici plus précisément d'ésotérisme. « L'adverbe grec *eso* signifie « au-dedans » : l'enseignement ésotérique (on disait aussi acroamatique) d'un philosophe était celui qu'il réservait à ses disciples, les leçons exotériques se trouvant suivies par un

¹⁷⁹ J-M Offner, « Le vocabulaire de l'urbanisme, mots pervers et ordre social », in *Métropolis*, n° 39, 1979, p. 4

¹⁸⁰ P. Breton, *La parole manipulée*, La Découverte, 2000, p. 10

¹⁸¹ *Id.*, 18

¹⁸² *Ib.* p. 26

¹⁸³ *Ib.* p. 21

¹⁸⁴ A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 10

auditoire plus nombreux et varié. L'adjectif ésotérique s'associait ainsi à la notion de savoir réservé, apanage d'un cercle auquel l'accès demeurerait subordonné à la décision du maître. D'où l'étymologie proposée par Jean Marquès-Rivière : « le mot ésotérique vient du grec *eisôthêô*, je fais entrer. » De nos jours, il s'agirait d'enseignement secrets tenus pour immémoriaux et qui demeurant toujours les mêmes à travers les adaptations historiques successives, serait transmis d'âge en âge, par une chaîne de maîtres et de disciples. Le secret est une caractéristique de l'ésotérisme. La connaissance en est une autre. Elle est transmise pour permettre à l'homme de reconstruire la métaphysique, une et universelle, c'est-à-dire la connaissance traditionnelle se donnant pour intégrale et salvatrice. Il s'agit pour l'ésotériste d'acquérir une connaissance intuitive supra-rationnelle et transcendante. Atteindre la connaissance ésotérique, c'est accéder à l'aspect intérieur, caché des doctrines et des rites traditionnels ; ce serait donc passer de l'écorce au noyau. »¹⁸⁵ En d'autres termes, l'ésotérisme est pratiqué par un petit groupe d'experts (ceux qui savent) voulant d'une façon plus ou moins avouée, rejeter les non-spécialistes, que l'on peut nommer profanes (personne étrangère, qui n'a pas été initiée).

Antoine Faire présente l'ésotérisme occidental moderne selon six caractères ou composants, distribués selon un dosage variable à l'intérieur de son vaste contexte historique et concret.

« Quatre sont « intrinsèques », en ce sens que leur présence simultanée est une condition nécessaire et suffisante pour qu'un matériau étudié ressortisse à l'ésotérisme. »¹⁸⁶ Il s'agit : des correspondances. Il existerait des correspondances symboliques et réelles entre toutes les parties de l'univers visible et invisible ; de la nature vivante : la nature doit être lue comme un livre, elle est habitée en tous points et traversée par une lumière ou un feu caché ; de l'imagination et médiations : contrairement au mystique, l'ésotériste préfère être en relation avec les intermédiaires révélés à son regard intérieur par la vertu de son imagination créatrice, que de tendre essentiellement vers l'union avec le divin ; de l'expérience de la transmutation : la connaissance illuminée entraîne une seconde naissance. Deux autres caractères, appelés secondaires, c'est-à-dire non fondamentaux, sont présents fréquemment à côté des quatre autres. Ce sont : la pratique de la concordance (tendance consistant à vouloir établir des dénominateurs communs entre deux traditions différentes ou davantage, voire entre toutes les traditions, dans l'espoir d'obtenir une illumination, une gnose, de qualité supérieure) et la transmission (la connaissance suit un parcours balisé qu'empruntent le maître et le disciple).

Si nous appliquons ses caractères au métalangage de aménageurs-urbanistes, nous ne pouvons en retenir qu'un seul : la transmission. En effet, c'est au cours de la formation (théorique ou pratique) que s'apprend la langue et ses codes. Certains ont même des réactions très vives face à cet apprentissage, voire formatage. Ainsi, la Fédération des Urbanistes Suisses critique certaines universités « [qui] ne forment pas des gens aptes à décider, mais des « analystes de politiques », des « évaluateurs de programmes », des « collectionneurs de données » (dans lesquelles ils se noient), des « exposants du détail », des « rédacteurs de rapports et mémoires », des « cueilleurs de constats » ainsi, ce qui n'engage à rien, l'on se réfugie dans le verbiage et la parole, l'un et l'autre desservis par une langue descendue depuis longtemps du jargon de métier au charabia pur et simple. »¹⁸⁷

¹⁸⁵ *Encyclopedia Universalis*, article « ésotérisme »

¹⁸⁶ A. Faire, *L'ésotérisme*, PUF, 2000, p. 14 à 21

¹⁸⁷ R. Meyer-Von Gonzenbach et la Fédération des Urbanistes Suisses, « Formation en aménagement du territoire, conditions actuelles et propositions d'amélioration », in *Métropolis*, n° 46 47, « Formation des urbanistes : l'expérience canadienne », 1981, p. 74

Le langage ésotérique est l'instrumentalisation de la crise identitaire des aménageurs-urbanistes.

« Le besoin d'appartenance sociale à un groupe et d'identification à une position, une fonction sociale, est indissociable du besoin de reconnaissance sociale. Pour accéder à une identité de soi, la reconnaissance de soi par l'autre est indispensable. »¹⁸⁸ Ce besoin d'appartenance a conduit à la quête d'une identité professionnelle et d'une reconnaissance sociale des aménageurs-urbanistes. Aujourd'hui, ils ont formé un noyau ésotérique qui est entouré de deux catégories de profanes (les élus et les habitants). D'« inconnus », ou plutôt de méconnus, ils sont passés au stade d'« attractifs ». C'est-à-dire que leur recours à un métalangage attise la curiosité du public, d'autant plus qu'ils sont en relation, qui cherche à comprendre. Tout secret veut être découvert, tout mystère tend à être dévoilé ; « Il est certain que le mystère fait rêver, confère au monde une dimension de profondeur et que les choses trop familières perdent aisément de leur attrait – aussi les ésotéristes cultivent-ils volontiers le mystère. »¹⁸⁹

Les sigles ressemblent à de petites énigmes, qui mises bout à bout engendrent le discours des aménageurs-urbanistes. Percer la signification de ces sigles revient bien à percer le secret ésotérique. Celui-ci est défini comme le fait que « l'on accède à la compréhension d'un symbole, d'un mythe ou du réel par un effort personnel d'élucidation progressive à plusieurs niveaux successifs, c'est-à-dire par une forme d'herméneutique. »¹⁹⁰

Une distanciation dès le départ

Bien avant que le professionnel ne s'exprime, une sorte de doute plane sur lui. Nous voulons attirer l'attention sur le fait que le poste occupé, mais également le diplôme, est très souvent désigné par un sigle. On connaît depuis longtemps l'OS. Il existe aujourd'hui de nombreuses fonctions « siglées » : AMO, ETAM, TOS, DGS. Par exemple un architecte DPLG, est-il supérieur à un architecte tout court ? On peut se demander à quoi tient le prestige du statut de P-DG.

Mais dès les études l'abstraction se fait sentir : BTS, DEUG, DEA, DESS, on ne les passera pas tous, car ils sont légion et les niveaux finissent par se mélanger. La réforme LMD a au moins cet avantage de clarté dans la dénomination. Les noms des écoles sont parfois des sigles : soit il s'agit d'une « classification » comme IUT ou LEP, soit il s'agit du nom propre de l'école : EPUT, CESA.

Soulignons l'homonyme IUP qui désigne à la fois un diplôme et une école (Institut d'Urbanisme de Paris).

3 Un danger pour l'aménagement

a : Cacher un vide linguistique et des concepts creux

La parade des sigles

« Jean-Paul Sartre parle quelque part de « la conception bourgeoise de l'incommunicabilité par le langage ». Les auteurs de « la comédie urbaine » écrivent quant à eux : « s'il est certain que le vocabulaire souvent abstrait et ésotérique employé par les

¹⁸⁸ P. Bernoux, *La sociologie des organisations*, in A. Philippart, *Les urbanistes : un groupe professionnel en voie de constitution*, thèse, 2005, p. 208

¹⁸⁹ A. Faire, *L'ésotérisme*, PUF, 2000, p. 6

¹⁹⁰ *Id.*, p. 6

urbanistes, que les sigles hermétiques qui encombrant les documents administratifs (ZAD, ZIP, ZAC, ZUP, PAR, POS) ne sont pas de nature à faciliter la compréhension du citoyen moyen, on doute qu'une clarification terminologique suffise à rétablir la transparence des objectifs et des choix qui sous-tendent l'élaboration des plans d'urbanisme. » »¹⁹¹ Il est vrai que même si les termes d'aménagement différé ou de concerté sont prononcés, on ne sait pas exactement à quoi ils renvoient et pourquoi ils sont dénommés ainsi.

« *Langage inflationniste, le verbiage palliatif à la réflexion* »¹⁹²

Offner poursuit sa critique en se demandant si « la complexité du signifiant ne cache pas la pauvreté du signifié. » Il pense alors aux termes de *teratopole*, *orthopole*, *organisation sensorielle des complexes urbains*, etc. il termine son paragraphe par « Enveloppe vide, le charabia dispense ses créateurs d'élucider une pensée ... souvent absente. ». On peut mettre en doute cette réflexion. Il ne faut pas sous prétexte d'une inintelligence supposer qu'il n'y a pas une idée, un concept qui se tient derrière.

Cependant, il est vrai que la production lexicographique des aménageurs-urbanistes brouille les repères des profanes. Par exemple que signifie *cohérence territoriale* ? Chacun de ces deux termes pris séparément est parfaitement compréhensible : la cohérence est un ensemble harmonieux, logique ; l'adjectif territorial se rapporte au territoire, certains précisent « qui s'applique au territoire ». La cohérence territoriale est donc l'harmonie du territoire. Nous pensons avoir saisi le sens. Mais, comment illustrer cette belle image ? Comment réaliser une harmonie avec des morceaux différents ? La partition risque d'être dissonante. On en vient alors à remettre en cause la volonté d'homogénéiser le territoire. Nous avons pris l'exemple de la cohérence territoriale, mais nous aurions pu choisir celui de la *solidarité urbaine*. De quelle solidarité parle l'aménageur, du lien entre les hommes ou de la continuité du bâti ?

Enfin, nous partageons la pensée d'Henri-Pierre Jeudy qui affirme que « la productivité lexicographique ne cesse de s'accélérer et, paradoxalement, ne fait qu'accentuer la perte de sens. » Ce n'est pas tant la création de néologismes que l'association de termes bien connus, qui génère un sentiment de coquille vide.

b : Image véhiculée

Responsabilité sur la ville

« La responsabilité de l'urbaniste envers la profession et envers ses collègues : un urbaniste doit contribuer au développement de la profession en améliorant les connaissances et les techniques, en adaptant le travail aux solutions des problèmes communautaires, et **cultivant la compréhension qu'a le public des activités de l'urbaniste**. Un urbaniste doit traiter avec impartialité les points de vue professionnels des collègues compétents en la matière et des membres d'autres professions. »¹⁹³ (nous soulignons). Nous l'avons montré plus haut, l'aménagement-urbanisme est quelque peu insaisissable. Mais de plus en plus, la population assimile cette activité à la profession d'aménageur-urbaniste. La qualité du travail et le résultat obtenu vont agir sur la perception qu'ont les citoyens de la profession. Très souvent, le jugement porté sur un bâtiment concerne plus directement l'architecte que la réalisation. A travers le projet, on approuve ou rejette la personne.

¹⁹¹ JM Offner, « Le vocabulaire en l'urbanisme, mots pervers et ordre social », in *Métropolis*, n° 39, 1979, p. 5

¹⁹² *Id.*, p. 5

¹⁹³ Extrait du code de moralité et de conduite professionnelle adopté par les urbanistes américains le 10 septembre 1981

De la même manière, la cité destroy, les quartiers sensibles rejaillissent sur les professionnels de la ville. Lors des soulèvements des banlieues, l'organisation urbaine est remise en cause ; les concepteurs pratiquement mis au banc des accusés. Un article du *Monde*, du 6 décembre 2005, est titré : « L'utopie manquée des cités-dortoirs », et l'on peut lire dans le chapeau : « Après l'éruption de violence dans les périphéries, l'urbanisme et l'architecture des grands ensembles sont à nouveau en accusation. Artisans et adversaires de ces opérations s'affrontent. »¹⁹⁴

De même par un discours emprunt de manipulation, les professionnels de l'aménagement-urbanisme se disqualifient comme le signale Breton : « Elle [l'action manipulatoire] est déshonorante et disqualifiante pour celui qui met en œuvre de telles ressources, quelle que soit la cause défendue. »¹⁹⁵, parce qu'elle prive de liberté ceux qui y sont soumis.

Quelle image donnent les sigles ?

A travers son discours, le professionnel véhicule une certaine perception de la ville. Par l'emploi d'un lexique particulier, il lui donnera un aspect dynamique, culturel, humain. Mais que signifie le recours systématique aux sigles ?

La siglaison est née d'un besoin : raccourcir pour gagner du temps et faciliter le discours. Si le sigle est un raccourcissement, n'est-il pas alors une sorte de rétrécissement des projets ? Employer des séquences de lettres qui à première vue ne veulent rien dire, n'est-ce pas priver un projet d'objectif ? Un sigle ne montre-t-il pas la ville en petit, en réduit ? Qualifier un espace résidentiel de ZUP n'est-ce pas la volonté de minimiser les problèmes rencontrés dans cette zone ? Ou bien est-ce cette appellation, ce diminutif qui engendre les difficultés ? Car le terme est fortement connoté, et dans ce cas le diminutif n'est pas mélioratif ou affectif, comme dans le sens courant, mais bien péjoratif. Avant même de le connaître, le territoire classé ZUP est catalogué, tant le sigle est stigmatisé.

L'objectif du sigle est de gagner du temps. Il est bien le reflet d'une société qui veut aller toujours plus vite (la livraison en 24h ou 48h chrono, l'ADSL, le speed dating, etc....) La notion temporelle peut être un faire valoir pour la politique des transports. Par exemple il suffit de prononcer TCSP pour avoir l'image d'un moyen de transport plus rapide, donc plus attractif. Mais pour un projet de ville, saper le temps n'est-ce pas courir le risque de brûler les étapes, de manquer de réflexion ? Un programme DSU n'est-ce pas faire la proposition d'un développement rapide donc peu ancré sur le territoire ; sa pérennité est alors menacée. Et qu'en est-il des aides financières ? Est-ce que sigler un fonds d'aide (FISAC, FEDER), c'est aussi réduire les crédits ?

Se cacher derrière des sigles, c'est ne pas afficher clairement ses idées ou du moins expliquer quelles sont les vraies motivations du projet. Faire du développement social urbain, mettre les moyens pour favoriser la réussite scolaire sont des ambitions beaucoup plus fortes que de lancer (il y aurait également à dire sur ce terme...) un programme DSU ou de créer une ZEP. Encore une fois, s'exprimer de façon transparente est essentielle à la communication ; c'est un acte de courage et de respect pour l'auditoire.

¹⁹⁴ G. Allix, « L'utopie manquée des cités-dortoirs », in *Le Monde*, 6/12/05, page trois

¹⁹⁵ P. Breton, *La parole manipulée*, La Découverte, 2004, p. 23

Si nous pensons au principe d'euphémisation dont parle Bourdieu¹⁹⁶, ne pouvons-nous pas alors considérer les sigles comme des euphémismes ? Le manque de transparence est une forme d'atténuation, donc un euphémisme. Ici, l'adoucissement ne cherche pas à cacher un terme cru, mais peut-être bien comme le dénonce Offner, un vide.

Enfin, en pensant aux principes du novlangue, nous comprenons les sigles comme une restriction de la pensée. En effet, la formation des mots du novlangue procède de la contraction. Cette langue d'autorité, et imaginaire, étant pauvre en vocabulaire, empêche toute réflexion construite. La siglaison est une contraction extrême, puisqu'elle ne garde que des initiales. Les sigles, qualifiés plus haut de petites énigmes, sont eux aussi un obstacle au raisonnement, et par conséquent à la participation et à l'action.

Z comme Zone

Une lettre suffit aujourd'hui à effrayer le public. Il s'agit du Z. La langue française indigente de mots commençant par un z, dès qu'il apparaît dans un sigle, il signifie Zone. Le terme de « zone » est devenu péjoratif, car associé à des territoires dépourvus de qualités architecturales et environnementales, comme les zones commerciales, ou des territoires marqués par des difficultés tels les ZUP, les ZEP. Le Z revêt un caractère repoussant et contraignant car des zones sont fortement réglementées. En effet, dans les ZNIEFF ou ZPPAUP, la liberté des individus est très limitée. Aussi, lorsque le public entend un sigle commençant par un z, il perçoit une menace (ZUP), un interdit (ZPPAUP).

L'aménagement-urbanisme est au cœur de la vie des citoyens pour deux raisons : ses réalisations affectent le quotidien de la population et aujourd'hui, les citoyens sont appelés à être acteurs des projets. L'aménageur-urbaniste a donc un rôle d'interface entre les profanes et le technique. Seulement, par l'emploi d'un discours abscons car ponctué de termes techniques, y compris les sigles, la participation ne peut pas être efficace. Les sigles sont un danger pour la compréhension, la communication et l'image de la discipline. Leur emploi laisse penser que les professionnels veulent constituer un groupe fermé et donc exclure les non-professionnels, voire les manipuler.

Il est temps à présent, de vérifier nos hypothèses.

¹⁹⁶ Cf. p. 56

PARTIE III LES PROFESSIONNELS SONT-ILS DES MANIPULATEURS OU DES VICTIMES ?

Nous voici presque au terme du processus de recherche ; car la recherche est bien un cheminement. Le sujet de la recherche naît d'une constatation. Le travail de recherche s'appuie sur l'observation empirique. Pour confirmer, ou infirmer, les hypothèses la confrontation au réel est nécessaire.

Cette dernière partie relate la rencontre avec des professionnels de l'aménagement-urbanisme.

I La vérification des hypothèses par des entretiens avec des professionnels

Pour des raisons d'échange universitaire, nous avons commencé par questionner des urbanistes québécois. A notre retour, nous nous sommes prêtés au jeu de la comparaison avec les positions des professionnels français. Ainsi, nous avons interrogé 9 personnes, d'âge et de statuts différents.

Avant de rentrer plus en avant dans l'exploitation des résultats, il est intéressant de regarder la pratique de l'aménagement-urbanisme au Québec et de ses sigles. Ainsi, nous verrons si les situations sont comparables.

A Le contexte des rencontres

1 L'aménagement-urbanisme canadien

Selon l'Institut canadien des urbanistes, pour être urbaniste au Canada il faut aimer :

- « Le travail d'équipe
- L'analyse des données et des chiffres
- Le monde physique qui vous entoure
- **La compréhension d'autrui** : « La plupart des urbanistes ont à cœur de maintenir un équilibre entre les droits individuels et les besoins collectifs. Il leur incombe d'écouter et de comprendre les divers groupes qui composent leur collectivité, soit les familles, les célibataires, les jeunes et les aînés, les travailleurs et les chômeurs, les immigrants, etc. »
- **La communication efficace** : « Les urbanistes élaborent des rapports composés de textes, de tableaux et d'illustrations à l'intention de clients, d'autres professionnels, du grand public et de politiciens. Ils dessinent des cartes, créent des maquettes tridimensionnelles et réalisent des diaporamas et des enregistrements vidéos. »
- La gestion des conflits
- Les longues heures [de travail] »¹⁹⁷ (nous soulignons)

¹⁹⁷ Site Internet de l'Institut Canadien des Urbanistes

Les urbanistes peuvent travailler au sein des différents paliers de gouvernement (fédéral, provincial, régional et municipal) auprès des élus et des citoyens. Ils mettent en oeuvre des plans d'aménagement des terres, des plans d'expansion, des politiques de logement, de transports, de gestion des ressources et d'énergie. Ils peuvent également exercer dans le secteur privé en collaboration avec des groupes financiers, des entreprises de développement et des cabinets d'avocats. C'est pourquoi plusieurs titres correspondent au même corps professionnel. En voici quelques exemples : urbaniste municipal, agent de développement des collectivités, agent d'expansion économique, urbaniste en environnement, coordinateur du patrimoine, analyste du logement, responsable de l'aménagement des terres, directeur de l'aménagement urbain, urbaniste conseil, analyste des politiques, aménagiste des parcs et des loisirs, aménagiste régional, agent de développement des ressources, urbaniste social, urbaniste stratégique, en transport, concepteur urbain.

La majorité des urbanistes canadiens sont membres de l'Institut (le sigle MICU à la suite de leur nom les désigne comme tel). Ils peuvent être affiliés aux associations provinciales et locales, dont certaines ont des exigences assez fortes pour l'admission. C'est le cas du Québec.

2 L'aménagement-urbanisme québécois

Etre urbaniste au Québec, c'est être : « spécialiste de l'aménagement du territoire et être obligatoirement membre de l'Ordre des urbanistes du Québec. »¹⁹⁸

L'Ordre des urbanistes du Québec

Fondé en 1963, l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) est régi par l'Office des professions du Québec, comme les 45 autres ordres du système professionnel. Sa mission principale est « d'assurer la protection du public dans l'exercice de la profession par ses membres et la promotion de la pratique de l'urbanisme au Québec. »¹⁹⁹ Le titre de membre de l'ordre est exclusif (art. 24 du Code des professions). Pour devenir membre, il faut obligatoirement un diplôme reconnu par le gouvernement du Québec comme donnant accès à l'Ordre et suivre un stage (pour gagner en maturité professionnelle). Cependant, dans une volonté d'ouverture des dérogations (dispense du stage) sont désormais possibles pour les professionnels qui ont de l'expérience.

Code de déontologie

Pour la protection du public face à l'exercice professionnel, l'Ordre soumet les urbanistes à des règles de conduite strictes. A cet effet, ils sont contraints par le Code de déontologie à :

- assurer en tout temps des services professionnels de qualité irréprochable ;
- garantir son intégrité dans l'exercice de sa profession et à engager pleinement sa responsabilité civile ;
- sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et à éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêt ;

¹⁹⁸ Site Internet de l'Ordre des urbanistes du Québec

¹⁹⁹ Site Internet de l'Ordre des urbanistes du Québec

- respecter le secret professionnel et le droit du client ou de l'employeur de prendre connaissance des documents le concernant dans tout dossier constitué à son sujet ;
- demander et accepter des honoraires justes, raisonnables et appropriés aux services rendus ;
- considérer le sol comme une ressource naturelle d'intérêt public, limitée et irremplaçable. Etc.

La Charte d'Athènes

L'Ordre s'appuie sur la Charte d'Athènes pour définir l'urbanisme :

«L'urbanisme est l'aménagement des lieux et des locaux divers qui doivent abriter le développement de la vie matérielle, sentimentale et spirituelle dans toutes ses manifestations individuelles ou collectives. Il embrasse aussi bien les agglomérations urbaines que les groupements ruraux. L'urbanisme ne saurait plus être exclusivement soumis aux règles d'un esthétisme gratuit. Par son essence, il est d'ordre fonctionnel. Les trois fonctions fondamentales à l'accomplissement desquelles l'urbanisme doit veiller sont : habiter ; travailler ; se recréer.

Ses objets sont : l'occupation du sol; l'organisation de la circulation; la législation.

Les trois fonctions fondamentales indiquées ci-dessus ne sont pas favorisées par l'état actuel des agglomérations. Les rapports entre les divers lieux qui leur sont dévolus doivent être recalculés de manière à déterminer une juste proportion de volumes bâtis et d'espaces libres. Le problème de la circulation et celui de la densité doivent être reconsidérés. Le morcellement désordonné du sol, fruit des partages, des ventes et de la spéculation, doit être remplacé par une économie foncière de regroupement.

Ce regroupement, base de tout urbanisme capable de répondre aux besoins présents, assurera aux propriétaires et à la communauté l'équitable répartition des plus-values résultant des travaux d'intérêt commun. »²⁰⁰

Le logo de l'Ordre, un soleil jaune jumelé à une rose des vents, trouve également son origine dans la Charte, pour sa prise de position écologique. La médaille du Mérite récompense les urbanistes pour leurs travaux respectueux des principes de la Charte.

3 Les sigles québécois

Comme en France, et ce malgré la défense pour une langue française pure, beaucoup des noms sont siglés : partis politiques, syndicats, radios, etc.. Les Canadiens vont jusqu'à sigler les ministères : le MAMR, le MER, le MAPAQ, etc., pratique très limitée en France. Voici un extrait d'un livre écrit par un sociologue, professeur au département des sciences humaines, à l'Université du Québec A Chicoutimi (UQAC), qui montre l'agacement des citoyens face aux sigles (**un plus long extrait est donné en annexes**).

« [...] eih ! J'ai dit, ça se peut, on s'est fait embarquer raide. Mais, ils avaient le gros bout, car ils avaient réussi à avoir l'appui de la municipalité, tous les maires, les MRC, la STF, le CAA, le RAA et tout ce que tu pourras inventer comme sigles, c'était rendu qu'ils avaient 20 tiroirs de lettres d'appui (...) et là, on était en 1988, j'ai débarqué quand ils m'annoncent qu'au bout d'un an, ils venaient de décrocher un « défi 1988 ». »²⁰¹

²⁰⁰ Déclaration de La Sarrez, *La Charte d'Athènes*, 1928

²⁰¹ P. -W. Boudreault, *Anse-Saint-Jean et la lutte pour la survie de l'éco-système*, 1991

Le site cpsa-acsp.ca (revue canadienne de science politique) donne un protocole de rédaction pour les *sigles et acronymes* :

« N'utiliser les sigles que si leur usage est répandu, et leur sens, connu. Sinon, il est préférable de mettre entre parenthèses, au moins la première fois qu'on l'emploie, la signification du sigle.

Bien qu'on puisse écrire U.N.E.S.C.O., UNESCO et Unesco et C.É.G.E.P., CÉGEP et cégep, la suppression du point abrégatif ne devrait être utilisée que dans le cas d'organismes et d'institutions très connus, dont les sigles peuvent être lexicalisés, et dans le cas d'acronymes. La tendance actuelle est d'omettre les points abrégatifs. On suggère aussi l'emploi exclusif de majuscules et la suppression des accents. Par exemple, ONU, OCDE, CEE. »²⁰²

L'urbanisme est soumis à une loi, la LAU, et à des règlements qui comprennent des PPU, des PIIA ou des PAE. Dans une ville comme Montréal, de nombreux organes décisionnels ou consultatifs prennent part aux projets (CCU, CAU).

4 La France, le Québec et l'aménagement-urbanisme

Dans la pratique de l'aménagement-urbanisme, la France et le Canada se ressemblent. Les domaines d'intervention, les employeurs sont les mêmes. La différence se tient au niveau de la province du Québec (qui fait 1 540 680 km², soit plus de deux fois l'Hexagone, et compte 7 138 795 habitants). En effet, il faut appartenir à l'OUQ pour être reconnu comme professionnel, organe qui n'existe pas en France et qui ne pourra pas se former tant que les guerres intestines ne cesseront pas. De même que la profession est régie par un code de déontologie et que la formation en urbanisme est obligatoire.

En revanche, les plus grands utilisateurs de sigles semblent être les Français.

B La démarche méthodologique

1 Un questionnaire pour mener l'entretien

a : Les questions soumises aux professionnels

Nous avons établi un questionnaire afin de structurer les rencontres avec les professionnels des deux pays. Quelques questions ont été ajoutées pour correspondre à la réalité canadienne, comme le bilinguisme, à ne pas omettre lorsqu'il s'agit de communication et de langue.

Les questionnaires sont donnés en annexe.

La rencontre avait pour objectif de faire dire aux professionnels s'ils utilisent volontairement ou pas les sigles, et de leur faire avouer la raison pour laquelle ils s'en servent. La première partie de l'entretien se voulait être une confession. Il fallait que les professionnels donnent leurs sentiments sur la participation et sur la distance qu'il doit y avoir ou pas entre les profanes et eux. Nous rappelons que cette distance se joue sur le langage et plus particulièrement à travers les sigles. C'est pourquoi, les premières questions

²⁰² Site Internet de la revue de science politique, protocole de rédaction

abordent le thème de la participation et de la relation qu'a l'interrogé avec le public. Sa manière de s'exprimer que ce soit à l'oral ou à l'écrit est également abordée. Puis, nous évoquons la problématique des sigles : qualités et défauts, qui les utilise, etc.

La deuxième partie du questionnaire se présente sous la forme d'un petit test. 19 sigles, dont certains très courants, permettent de vérifier la connaissance des interrogés sur la traduction d'outils quotidiens.

b: Des aveux en demi-teinte

L'art de la maïeutique n'appartient qu'à Socrate. Pour des raisons de calendriers serrés et de disponibilité, deux questionnaires canadiens ont été envoyés par courriel. De sorte que l'« interrogé » prenait le temps qu'il voulait pour y répondre et surtout répondait dans l'ordre et aux questions qu'il souhaitait. Ainsi, certaines questions ont été écartées. Le troisième a été fait par téléphone.

Pour les mêmes raisons, les rencontres avec les professionnels français n'ont pas été aussi longues qu'elles auraient dû l'être. D'où une certaine sélection des questions en fonction de l'interlocuteur. Or la principale question sur leur usage des sigles a toujours été posée ainsi que le test. Ce petit test, présenté comme un jeu, sans sanction ni récompense, permettait de terminer la rencontre sur une note ludique, et surtout d'amener l'interrogé à se questionner personnellement sur sa connaissance des sigles et donc peut-être susciter en lui, un changement de discours et de comportement vis-à-vis des sigles.

2 Les aménageurs-urbanistes interrogés

Nous ne sommes pas parvenu à reconnaître dans ces professionnels les portraits peints par Blais. Il aurait fallu connaître davantage la personne, et que les figures types ne soient pas si caricaturées.

Les Québécois

Les trois personnes interrogées appartiennent toutes à l'Ordre des urbanistes (l'une d'entre elles a reçu la médaille du Mérite, a été président et siège aujourd'hui au conseil des sages). Elles travaillent dans des milieux différents (privé, métropole et arrondissement), et sont à des stades différents de leur carrière (fin, début).

Les Français

Six personnes ont été rencontrées. Il s'agit du directeur et de deux chargées d'études du service urbanisme d'une commune de 112 000 habitants; d'un directeur d'opération d'un Conseil Général ; et de deux commissaires enquêteurs. Ces dernières personnes ne sont pas véritablement des professionnels de l'aménagement-urbanisme, mais peuvent y être assimilées, car elles sont responsables des enquêtes publiques pour des projets d'aménagement-urbanisme et utilisent de fait ses sigles. Leur fonction les place en lien direct avec la population.

Une chargée d'étude est au commencement de sa carrière, les commissaires enquêteurs l'ont achevée (l'un est retraité de la DDE, l'autre de l'ingénierie nucléaire, des activités qui ne sont pas très éloignées de l'aménagement-urbanisme ou qui peuvent être en lien).

II Les résultats des entretiens : des réponses à l'analyse

1 Ce que les aménageurs-urbanistes ont répondu

Les Québécois

Nous n'allons pas passer à travers toutes les questions, mais simplement mentionner les éléments les plus importants. De plus l'analyse qui sera faite dans la partie suivante reprendra des citations tirées de ces questionnaires.

Ces trois personnes sont d'accord avec le principe de participation et ne remettent pas en cause les débats ou les rencontres avec le public. Cependant, elles ajoutent qu'il ne faut pas tout diffuser et qu'une certaine nuance est à apporter. L'une d'entre elles avoue qu'« [...] Il ne faudrait toutefois pas négliger le fait que l'urbanisme est aussi une science et un art qui doivent être exercés par des professionnels qualifiés. »

La compréhension du discours professionnel n'est pas entièrement de la responsabilité de ces derniers ; le public doit aussi faire un effort, « faire son bout de chemin. » mais une attention est portée sur le type d'interlocuteur car on ne s'adresse pas à un « citoyen » comme à un « arpenteur ».

Face à la question des sigles, les interrogés ont la même attitude : il y en a de plus en plus. Mais, ils regardent cette progression avec un certain détachement car le Québec ne semble pas touché. Les qualités et les défauts des sigles sont ceux que nous avons donnés dans la première partie, c'est-à-dire « gain de temps » et « perte en clarté ». Les sigles sont en augmentation (« depuis trente ans ») et font désormais partie de l'exercice professionnel : « mais chaque période amène sa vague de sigles, dont une bonne partie sombre dans l'oubli » ; « Effectivement, il y a une vague qui se propage un peu plus chaque année. Les sigles ont toutefois toujours été employés. » Sur le fait que certains sigles disparaissent, les professionnels n'ont pas exprimé ce que cela implique pour eux, comme des remises à jour par exemple.

Ils ont reconnu avoir une certaine difficulté à comprendre d'autres professionnels : « C'est vrai qu'il y a une confusion avec d'autres professionnels. » L'un d'entre eux tourne cela en une sorte de jeu : « je me fais un malin plaisir de poser la question chaque fois pour qu'on m'en donne la signification. Demandé à la Ville de Longueuil, je les trouve champion de l'emploi des sigles. Ils ont renommé la Direction de l'aménagement du territoire : l'ADT, Développement économique Longueuil : DEL et ça n'en fini plus. »

Sur la question du bilinguisme, ils ont répondu qu'il n'y avait pas de difficulté majeure. « Chacun y va de sa culture mais ils ne se comprennent pas nécessairement entre eux. » « La population des secteurs concernés est souvent bilingue de sorte qu'il n'est pas nécessaire de traduire la présentation et les réponses aux questions. [...] Souvent un résumé du propos sera fait par le président d'assemblée. »

Les résultats au test sont mitigés ; il y a des imprécisions pour des sigles pourtant courants (MAPAQ= Ministère de l'agriculture et de l'alimentation), dues certainement à une volonté d'aller au plus court.

Les Français

Là encore la participation du public n'est pas remise en cause. Elle est même reconnue comme faisant « partie de l'exercice professionnel ; un exercice pas évident ». Si le débat est bien mené et que les participants sont intéressés, cela enrichit le projet et apporte « un regard critique et [le] ramène à une échelle « vécue » ». Cependant, deux d'entre eux concèdent que certains dossiers sont trop compliqués ou que des enquêtes sont inutiles, et que la population est souvent sollicitée et qu'elle finit par ne plus comprendre.

En France aussi, les sigles sont appréciés pour leur « côté pratique » et dénigrés pour être « trop obscurs ». Ils ne sont pas des attributs propres au domaine de l'aménagement-urbanisme, car il y en a maintenant partout. L'Etat est montré du doigt directement soit au travers du code, puisque c'est lui qui impose ce langage : « on est jamais assez technique pour l'Etat. »

L'un des interrogés défend l'urbanisme en affirmant qu'il n'est pas le plus grand producteur de sigles : « En interne, ce n'est pas l'urbanisme qui en utilise le plus. Le Renouvellement urbain est une usine à sigles. Il y en a un pour chaque réunion. » Il est fort probable que les directeurs de ces deux services n'ont pas la même approche du recours aux sigles... Si l'on interroge de façon impromptue une personne qui connaît le monde de l'aménagement-urbanisme, elle vous répondra que ce sont les militaires qui en emploient le plus grand nombre.²⁰³

Il n'y a pas eu de sans faute au test. La majorité des sigles a déjà été croisée, (« ça me dit quelque chose »), mais leur traduction est inconnue. Les fautes les plus fréquentes sont comme nous l'avons mentionné plus haut, des erreurs de nombres (solidarité et renouvellement urbain par exemple). Les outils « quotidiens », comme le POS, PLU, sont traduits correctement.

2 L'analyse des réponses pour dégager des comportements

a : Selon les réponses québécoises

Nous avons réussi à démontrer que l'usage des sigles « constitue un langage fermé aux personnes extérieures » et que cet usage témoigne d'une « absence de désir d'être compris » et que les sigles « peuvent amener une certaine distanciation du public par rapport au discours, volontairement ou pas. »

Nous avons également su tirer d'eux des exemples de comportement : ceux qui luttent parce qu'ils se sont fait prendre aux pièges et ceux qui font un léger effort pour limiter leur usage.

La lutte

L'un des interrogés a apporté beaucoup d'éléments qui confirment nos hypothèses. Nous les donnons pour ensuite essayer de les commenter. Il est le seul à montrer une aversion pour les sigles.

« J'emploie les termes dans leur entier ou sinon je vais donner un sens commun courant. Exemple : Plan d'implantation et d'intégration architecturale PIIA, j'emploierai « Contrôle architectural » ». Cette personne prouve qu'il y a une alternative à l'usage des sigles. Cependant, est-ce qu'avoir recours à un synonyme ou une périphrase, n'est pas non plus une source de confusion. Par exemple, un citoyen assiste à une consultation où on lui parle de « contrôle architectural » ne retiendra peut-être pas le sigle PIIA, mais le terme

²⁰³ Réponse faite par un juriste, anciennement chargé du droit de l'urbanisme.

« contrôle architectural ». Si lors d'une autre consultation, un autre professionnel intervient et emploie le sigle PIIA, alors ce citoyen ne fera peut-être pas le rapprochement.

« J'ai des confrères sensibles à la bonne compréhension de leur dictat par la population. Mais les CCU, PIIA, PPU, RCI, PSAR 1, PSAR 2, SAR sont utilisés à profusion et repris par les élus. Déjà que ces documents ont un caractère abstrait est-ce que c'est respectueux du public d'en user ??? ». Le terme « diktat »²⁰⁴, à condition qu'il ait le même sens en québécois qu'en français, dit très clairement que les professionnels se placent à un niveau supérieur lorsqu'ils s'adressent à un public. Cette personne reconnaît le caractère abscons des sigles, et se doute que le public doive se les approprier. Est-ce par philanthropie (pour que les citoyens gardent le contrôle du discours) ou par un sentiment (inavoué) de mise à distance du public (seuls les professionnels et les élus peuvent utiliser les sigles) ?

« Je n'emploie pas de sigle ou sinon au strict minimum, Un élu m'a déjà invectivé en pleine séance du conseil municipal public devant caméra. « Si j'avais su ce que signifiaient tous ces PU, PPU, PIIA, CCU, jamais je n'aurais voté en faveur de ces documents » depuis ce jour, j'ai restreint au minimum l'emploi de sigle tant dans mes écrits que dans mes propos. » L'interrogé donne la raison pour laquelle il évite les sigles : « J'ai horreur du recours aux sigles. La beauté de la langue française vient de sa clarté, de sa précision et de sa rigueur. Qualités qui sont absentes lorsque les sigles sont employés. »

Un soupçon d'ésotérisme

A côté de ce comportement presque anti-sigle, on trouve des professionnels qui avouent utiliser les sigles en faisant un effort au début puis ôtent les barrières de sécurité, parce que, malgré tout, les projets doivent rester sous le contrôle des professionnels : « Au début on évite les sigles, on donne la signification, puis au bout d'une heure et demie, ça doit être compris. »

Tout ne doit pas être expliqué, mais pour qu'elle raison ? La première est par gain de temps et souci d'efficacité : « Une consultation n'est pas un cours de CÉGEP²⁰⁵ ou d'université ; c'est bien d'expliquer mais on ne peut tout dire ou alors on est condamné à faire du surplace ou à paraître condescendant ou prétentieux. », mais aussi d'image de soi !

La seconde est réellement un point dans notre camp, puisque un soupçon d'ésotérisme est avoué : « Le public ne doit pas tout comprendre, comme chez le médecin. » Nous l'avons déjà dit, la médecine comme la religion sont les formes les plus anciennes et courantes d'ésotérisme. Une partie du discours est cachée, seuls les initiés (les professionnels) peuvent comprendre.

Toutefois, les professionnels ne montrent pas un protectionnisme absolu. En effet, lorsqu'un profane emploie un sigle, ils ressentent « un sentiment positif » et cela leur permet de s'« assurer que le sigle correspond à l'idée qu'il s'en fait. »

b : Selon les réponses françaises

« Les sigles forment un code de reconnaissance pour les initiés. », « Pour les personnes initiées, c'est une facilité pour se comprendre, « être bien ensemble ». Ils font partie d'un rotary. Ils ne sont pas dans le commun. » Les Français admettent le fait que

²⁰⁴ Le mot « diktat » est d'origine allemande, il signifie « exigence absolue, imposée par le plus fort, notamment dans les relations internationales » ; il appartient à la famille « dictature », « dictateur », « dictatorial ». Le diktat est en quelque sorte le discours du dictateur par lequel celui-ci exerce son pouvoir absolu. Dans la réponse du Québécois, diktat est écrit avec un c, nous l'avons laissé ainsi.

²⁰⁵ Le CEGEP canadien correspond au lycée français.

l'emploi d'un langage professionnel et de sigles constituent une certaine forme d'ésotérisme. Mais ils ne se sentent pas impliqués. « Il faudrait demander l'avis du public ».

Il semble que les sigles soient employés par obligation, parce que « nous sommes dans une société où tout est sigle ». Par obligation aussi, ils tentent de se les approprier et de les transmettre au public.

La résignation

« C'est la faute du code, qui pour être précis donne des noms longs. » et cette personne de poursuivre : « Il faut mieux parfois avoir un sigle qu'une expression. Par exemple ZPPAUP, on s'endormirait avant d'avoir fini de prononcer « zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager » ». Le souhait de précision génère des termes longs qu'il est obligatoire de raccourcir. Nous sommes là face à un paradoxe : la volonté d'être exact engendre une énigme.

L'Etat est également accusé. Il oblige à être technique d'où une langue technique dans les dossiers mêmes ceux soumis à enquête publique. « Il faut être exhaustif et le plus précis possible. Entre l'exigence du public et de l'Etat, il est difficile d'être en adéquation. Quelle est la lisibilité pour le public ? » Un travail doit être fait pour trouver le ton juste. Les professionnels en ont conscience, mais n'ont pas la solution.

Pour surmonter cette nécessité, on peut essayer de vulgariser, mais cela entraîne une perte de sens.

Or, la perte de sens existe déjà. Ils sont trois à avoir reconnu que derrière le sigle se cache des termes qui ont une signification propre à chacun, ou que les outils sont difficilement intelligibles. « Le défaut [des sigles] est qu'on cache ce qu'il y a derrière. Par exemple ZAC, mieux vaut utiliser le sigle que le terme *concertation*, ou POS car c'est plus qu'un plan, c'est une réglementation. Est-ce que le sigle signifie tout ce qu'il représente ? Derrière il y a quelque chose de plus compliqué. On utilisera peut-être plus le plan local d'urbanisme que PLU car c'est plus clair. On peut garder le nom s'il a un minimum de sens par rapport au contenu. ». « Même entre nous on ne sait plus ce que veut dire ZAC, et puis que signifie *concerté* ? C'est la zone ou l'aménagement qui est concerté ? »

Donc, au-delà des sigles qui posent problème, c'est le vocabulaire de l'aménagement-urbanisme qui est dénoncé.

Une certaine défense contre les sigles

Les professionnels ont cité différents moyens de se prémunir face au piège des sigles : les glossaires, les listes, les traductions sur les diapositives lors des présentations powerpoint. Une chargée d'étude avait établi une liste sur la session commune du service, mais elle a été supprimée.

« Je fais comme on m'a appris, je le dis en entier la première fois. » L'usage du sigle est donc entré dans l'apprentissage. Au cours d'une réunion entre professionnels, on distingue deux attitudes : soit « on se met d'accord sur les termes au début », soit on ose demander la signification d'un sigle ou d'une expression incomprise. Mais, dans ce dernier cas, certains avouent ne pas le faire pour tous, si bien qu'à la fin de la réunion, ils restent dans le vague ou interrogent leurs collègues. Les professionnels sont donc bien conscients du danger des sigles et d'un langage métier, puisqu'ils en sont victimes eux-mêmes.

Une autre méthode consiste à remettre le sigle dans son contexte qui lui est familier au public. « Pour présenter le PDU une personne du SITRAM était là et c'est comme ça que

ça a été intégré. PDU=SITRAM=transport. Après les habitants qui avaient participé à cet atelier, ont parlé du PDU lors de la réunion finale, comme pour montrer qu'ils parlaient comme les techniciens. » C'est une démarche louable, ainsi la population peut rattacher le sigle à quelque chose de concret. Mais cela ne remplace pas la traduction. Un PDU englobe une échelle plus large que le SITRAM.

Lors du petit test, l'un des interrogés écrivait les sigles pour en retrouver la signification. Par ce geste, nous avons pu constater que l'énonciation d'un sigle ne suffit pas pour le comprendre et surtout le traduire. Mais il confirme surtout ce qui a été dit dans la présentation des sigles : c'est un phénomène de l'écrit et que le passage par l'écriture est nécessaire. En agissant ainsi, la personne montrait involontairement qu'il existe une réelle difficulté de compréhension pour un interlocuteur. Peut-être qu'elle fait ceci lorsqu'elle est elle-même confrontée à un sigle inconnu, ou peu fréquent. C'est un moyen de maîtriser les sigles.

C Le Québec, la France et les sigles

Il n'y pas de grandes différences dans l'usage des sigles par les professionnels canadiens et français de l'aménagement-urbanisme. Mais d'après les témoignages que nous avons recueillis, il semblerait que les Français, obligés de se servir de sigles, éprouvent une certaine méfiance à leur égard.

Or, il ne faut pas généraliser trop hâtivement, il se pourrait que des Français abusent volontairement des sigles, et que d'autres Québécois, luttent contre leur emploi.

1 Esotérisme français et manipulation québécoise

« On ne le fait pas exprès, c'est notre langage. ». Les Français sont donc du côté de l'esotérisme inconscient. Il n'y pas chez eux une quelconque manipulation ; ils sont eux-mêmes manipulés.

« Une consultation n'est pas un cours de CEGEP ou d'université ; c'est bien d'expliquer mais on ne peut tout dire ou alors on est condamné à faire du surplace ou à paraître condescendant ou prétentieux. » Cette position peut nous laisser penser que le discours du professionnel doit rester sous son contrôle, d'où notre propension à croire que les Québécois manipulent leur public.

Cependant, des deux côtés de l'Atlantique, les professionnels vérifient toujours que les sigles soient compris. Ils ne voient pas, lorsqu'un profane reprend un sigle, comme une attaque à leur qualité de savant. Bien au contraire, « [vous avez] l'impression d'avoir fait passer quelque chose. » L'aspect pédagogique de la profession est supérieur au désir de constituer un monde réservé aux initiés.

La lutte contre l'emploi des sigles peut avoir deux raisons : la première est le souci de clarté, puisque le sigle est sibyllin. La seconde est la protection de la langue, car la siglaison étant perçue comme un « appauvrissement de la langue française qui est pourtant très belle. »

2 Spécificité française

A la question « Existe-t-il plus de sigles en anglais qu'en français ? », l'un des interrogé québécois a répondu : « Les américains en sont très friands avec une pointe d'humour ; au Canada c'est modéré ; en France, c'est un marché de surenchère de sigles. ». Une autre personne avait fait la même remarque lorsque nous lui avons présenté notre sujet.

Dans son introduction Catsaros mentionne que les sigles sont une spécialité française. Ce passage par le Québec le prouve, puisque d'une part les Québécois font la remarque et d'autre part lorsqu'un cas français est étudié et présenté, les diapositives contiennent au minimum 1 sigle.

Une chargée d'étude d'origine allemande a formulé la même remarque : « c'est une particularité française ».

Cependant, le stock français reste équivalent car certains sigles tombent en désuétude et sont remplacés par de nouveaux.

La combinaison des lettres est presque infinie, car nous n'avons trouvé qu'un homonyme et un synonyme, à l'exception cependant de la traduction : une HLM est une habitation à loyer modique pour les uns et à loyer modéré pour les autres. Mais au moins, tout le monde se comprend.

Nous avons tenté de percer le mystère qui entoure le langage des aménageurs-urbanistes. La question « employez-vous volontairement un langage technique et des sigles abscons ? » n'a pas été clairement posée. Ceci premièrement pour ne pas les effrayer, et deuxièmement pour obtenir la vérité. En effet, que fait un coupable mis devant sa faute : bien souvent il se dérobe, d'autant plus s'il agit dans le but de manipuler.

Nous n'avons pas recueilli de franche confession, mais nous avons découvert une langue métier qui s'impose aux professionnels. Ce sujet les interpelle car ils se sentent investis d'une mission pédagogique envers le public.

Conclusion

L'heure est à la participation et à la concertation. Parce que la démocratie représentative va mal, la démocratie participative vient à son secours. Ainsi, les citoyens sont impliqués dans les projets d'aménagement-urbanisme.

A côté des professionnels de la discipline, ces néophytes dessinent la ville dont ils rêvent. Les aménageurs-urbanistes sont alors les animateurs de ces ateliers urbains, des réunions publiques. Les professionnels doivent d'une certaine manière, éduquer la population à l'aménagement-urbanisme.

A l'origine, leur profession se fonde sur une motivation altruiste, car ils aménagent pour le bien-être de tous, ils améliorent le quotidien, mais par la participation, ils vont au-delà. Devenus des communicants, certains leur donnent même une mission d'intégrer les populations en marge, les professionnels sont alors en contact (direct ou non) avec la population. Cette transmission du savoir passe par le discours (écrit ou oral), qui est marqué par de nombreux termes techniques, dont les sigles.

Nous avons vu que les aménageurs-urbanistes sont en voie de professionnalisation. Ils sont à la recherche d'eux-mêmes en quelque sorte. Il est difficile pour eux de se connaître car beaucoup de corps de métier se revendiquent de l'aménagement-urbanisme. Mais l'obstacle majeur est qu'il n'existe pas de définition précise de leur domaine de compétences. Celui-ci s'étend de plus en plus, faisant des professionnels des communicants, des interfaces entre les politiques centrales, les volontés politiques locales et les citoyens.

Une analyse du langage, nous a permis de découvrir que la parole est une arme : elle est utilisée pour être reconnu ou pour être supérieur. « Le langage est un trésor où chacun puise ses ressources ». Mais répétons le encore une fois, tout le monde ne puise pas dans la même malle au trésor. Les différentes langues édifient des cloisonnements entre les interlocuteurs, empêchant toute communication.

Nous avons également découvert que l'aménagement-urbanisme s'apparente au langage au sens où, comme lui, il forme (donne forme) au monde. Tous les deux sont donc d'une certaine manière, maîtres de l'espace. L'un parce qu'il le nomme, l'autre parce qu'il l'organise.

Véritable révolution linguistique et parfaits exemples de la faculté de penser et de dominer une langue (au départ écrite), les sigles se multiplient. « Le sigle naît toujours d'un besoin d'abréviation. » Il est (officiellement) utilisé par souci d'économie de temps et d'espace.

Les sigles lorsqu'ils apparaissent pour la première fois sont incompréhensibles. Puis après plusieurs années d'existence et d'utilisation fréquente, c'est leur traduction qui est perdue ainsi que leur signification. Les sigles deviennent alors un danger, cachant la réalité.

Nous avons attiré l'attention sur le fait que le discours des professionnels de l'aménagement-urbanisme est ponctué de sigles. Ce discours est difficilement accessible pour les non professionnels. Les sigles peuvent être tenus pour des énigmes car ils dissimulent le sens véritable des termes.

Nous les considérons comme une menace pour ces deux aspects : ils découragent la population qui ne les comprend pas, et donne une image tronquée des projets.

Nous voudrions nuancer notre propos sur ce point. Nous avons accusé les sigles de dissimuler des vides et des concepts creux. Or, l'aménagement-urbanisme n'est pas uniquement construit sur des concepts. Il y a des dispositifs concrets comme les PLU et les PDU. La peur de la coquille vide n'est valable qu'à l'égard du PADD ou du Scot. Dans le sens, où les notions abordées sont difficilement palpables, et par conséquent réalisables.

Ce mémoire cherchait à savoir pourquoi les professionnels de l'aménagement-urbanisme ont si souvent recours aux sigles. Et par là, à trouver la ou les raisons de leur multiplication.

Nos enquêtes auprès des aménageurs-urbanistes n'ont pas totalement pu nous éclairer. Néanmoins nous avons pu repérer certaines choses.

La première réaction des interrogés est de dire qu'ils ne font pas exprès d'employer des sigles. Et quand bien même ils s'en servent devant les citoyens, ils se défendent derrière cette excuse : les termes de la discipline sont ainsi ; les outils sont désignés par des sigles ; il est donc presque impossible de parler d'aménagement-urbanisme sans user de sigle. C'est, si l'on peut dire, une déformation professionnelle que d'avoir recours aux sigles.

Il s'agit donc d'ésotérisme inconscient, voire obligatoire et incontournable.

Cependant, on peut soupçonner qu'une autre raison se cache derrière cet alibi. La crainte de voir son travail menacé par des profanes. Les aménageurs-urbanistes cherchent une reconnaissance sociale et professionnelle, et devoir collaborer avec des non qualifiés va à l'encontre de cette reconnaissance. La constitution d'un langage métier, d'un *we code*, leur permet de maîtriser les projets, de garder le monopole d'intervention. Ceci n'est pas confirmé, seulement à moitié exprimé.

Or dans ce cas, il s'agit de manipulation volontaire.

Et s'il est vrai que la France est la championne des sigles, c'est peut-être la faute de l'Europe. Nous l'avons à peine évoquée, mais la volonté de travailler au sein d'une communauté oblige à établir une langue commune. Une Europe à 25, comme à 12 d'ailleurs, génère un lexique partagé (exemple des sigles NUTS, UTC, ISO). Ce que nous voulons dire, c'est que cette institution ajoute ses sigles à ceux du pays membre, comme la célèbre PAC qui s'additionne aux politiques nationales.

Que l'emploi des sigles dans le discours des professionnels de l'aménagement-urbanisme soit une volonté de leur part ou une obligation générée par une instance supérieure, il représente néanmoins un risque pour la communication. Un sigle, tout comme un terme, incompris participe à la non communication. Dans un souhait de participation, un échange gagnant-perdant n'est pas envisageable. La clarté des mots doit être la préoccupation majeure des professionnels.

Comment peut-on faire alors, pour réduire cette multiplication et cet emploi récurrent ? Nous n'avons pas de solution miracle, sinon quelques conseils (dont certains sont déjà utilisés, selon nos enquêtes). En réunion, un glossaire, une table des sigles doit être mis à la disposition de l'assemblée. Qu'il soit distribué ou affiché, il doit comporter tous les sigles utilisés au cours de la séance. Dans la rédaction d'un article, l'auteur pourrait écrire à chaque occurrence de la source le sigle. Ainsi, le lecteur photographierait le sigle et sa traduction.

Afin de vérifier leurs connaissances les professionnels pourraient s'entre-évaluer. Par exemple en envoyant des Question à Choix Multiples (QCM) par mail. Aujourd'hui, la plupart des collectivités et des entreprises sont équipées d'intranet et peuvent communiquer en réseaux d'un service à l'autre, partager des documents. Pourquoi ne pas profiter de cet outil pour établir un index des sigles qui serait à la disposition de l'ensemble des professionnels qui l'enrichiraient au fur et à mesure des nouveautés ?

Nous n'avons pas interrogé les profanes qui se plaignent du langage technique des professionnels. Il serait profitable d'aller regarder de leur côté comme un complément à ce mémoire de recherche. Nous découvririons peut-être que le discours abscons constitue une bonne excuse pour ne pas participer.

Pour ne pas revivre Babel, chacun doit faire un effort.

Bibliographie

Généralités

BEAUD Michel, *L'art de la thèse*, Guide repères, La Découverte, Saint-Amand-Montrond, 2003, 196 pages.

MERLIN Pierre, *L'urbanisme*, Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Vendôme, 6^{ième} édition, 2005, 127 pages.

MONOD Jérôme, de CASTELBAJAC Philippe, *L'aménagement du territoire*, Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Vendôme, 10^{ième} édition, 2001, 127 pages.

Dictionnaires

BOUSCAU-FAURE Jean-Pierre, *Dictionnaire général des sigles*, Dalloz, Mercuès, 1995, 775 pages.

CANDEL Danielle (sous la direction de), coordonné par le Conseil Economique et Social, avec les concours de l'Institut National de la Langue Française et du Centre National de la Recherche Scientifique, *Dictionnaire des sigles des domaines économiques et sociaux*, La maison du dictionnaire, Lonrai, 1992, 740 pages.

CARTON Jean, *Dictionnaire des sigles nationaux et internationaux*, La maison du dictionnaire, Lonrai, 3^{ième} édition, 1987, 379 pages.

CATSAROS Catherine, *190 QCM pour tester vos connaissances sur les sigles*, Les guides de l'Etudiant, 1999, 189 p.

MERLIN Pierre, CHOAY Françoise, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Presses universitaires de France, Cahors, nouvelle édition, 2005, 963 pages.

Encyclopedia Universalis, volumes 2, 13, 8, Malesherbes, 2002

Le petit Robert, 2000

Le petit Larousse illustré, 2004

Mémoires de recherche et thèses

DAVAL Micaël, *Le magazine municipal comme outil de la démocratie locale participative, mesure de l'intérêt pour la participation de la population aux projets d'aménagement municipaux de pouvoir bénéficier de cette formidable tribune d'expression que constitue le magazine municipal*, MSH Tours, Université François Rabelais Tours, septembre 2005, 92 pages.

DEROUARD Amandine, *La participation des habitants au projet urbain. La volonté politique face aux facteurs de blocage*, MSH Tours, Université François Rabelais Tours, septembre 2005, 85 pages.

JUMEL Mélanie, *L'information équité spatiale, équité sociale. Les implications en aménagement du territoire*, mémoire de recherche de DEA sciences de la ville, MSH Tours, Université François Rabelais Tours, septembre 2000, 106 pages.

MARTOUZET Denis, *Recherche du fondement de l'éthique en aménagement*, Université François Rabelais de Tours, 1993, 449 pages.

MARTOUZET Denis, *Normes et valeurs en aménagement-urbanisme. Limites de la rationalité et nécessité de prise en compte du multi niveau*, dossier de synthèse des travaux soutenus par D. Martouzet le 5 janvier 2002 en vue de l'habilitation à diriger des recherches, section 24 aménagement du territoire et urbanisme, Université Michel de Montaigne, Bordeaux 3, 512 pages.

PHILIPPART Anne, *Les Urbanistes : un groupe professionnel en voie de construction*, Paris 8, Vincennes Saint-Denis, juin 2005, 457 pages.

SIMONNEAU Marie-Anne, *Evolution des métiers de l'aménagement- enquête auprès des professionnels*, MSH Tours, Université François Rabelais Tours, Magistère 3, Master 2, septembre 2005, 81 pages.

Le langage

BOUDON Philippe (éd.), *Langages singuliers et partagés de l'urbain*, actes de la journée organisée par le Laboratoire des Organisations Urbaines : Espaces, Sociétés, Temporalités, L'Harmattan villes et entreprises, Langres, 1999, 239 pages.

BOURDIEU Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Points, Le Seuil, Lonrai, 2001, 419 pages.

CALVET Louis-Jean, *La sociolinguistique*, Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Vendôme, 4^{ième} édition, 2003, 127 pages.

CALVET Louis-Jean, *Les Voix de la ville*, Essais Payot, Mesnil-sur-l'Estrée, 1994, 308 pages.

FAIVRE Antoine, *L'ésotérisme*, Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Vendôme, 3^{ième} édition, 2002, 127 pages.

MACHIAVEL, *Le Prince*, Livre de Poche, Classique philosophie, La Flèche, 6^{ième} édition, 2006, 190 pages.

Philosophie terminal L, Hatier, Evreux, 1999, 791 pages.

SANSOT Pierre, *Poétique de la ville*, Petite Bibliothèque Payot, Saint-Amand-Montrond, 2004, 625 pages.

SOCRATE, *Le Gorgias*, G Flammarion, Manchecourt, 1997, 380 pages.

ZEMOR Pierre, *La communication publique*, Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Vendôme, 3^{ième} édition, 2005, 127 pages.

La linguistique

CALVET Louis-Jean, *Les sigles*, Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Vendôme, 1980, 123 pages.

DOPPAGNE Albert, *Majuscules, abréviations, symboles et sigles, pour une toilette parfaite du texte*, Collection entre guillemets, Dalloz, Belgique, 3^{ième} édition, 1998, 96 pages.

ELUERD Roland, *La lexicologie*, Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Vendôme, 2000, 125 pages.

PERROT Jean, *La linguistique*, Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Vendôme, 16^{ième} édition, 1998, 127 pages.

La participation

BEVORT Antoine, *Pour une démocratie participative*, La bibliothèque du citoyen, Presses de Sciences PO, Mayenne, 2002, 129 pages.

JALLON Hugues (sous la direction de), *Les enjeux du débat public contemporain*, La Découverte, Saint-Amand-Montrond, 1999, 311 pages.

VALLEMONT Serge (sous la direction de), *Le débat public : réforme dans l'Etat*, Systèmes droit, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Condé-sur-Noireau, 2001, 198 pages.

La communication

BRETON Philippe, *La parole manipulée*, La Découverte, Saint-Amand-Montrond, 2000, 220 pages.

CAP'COM, *La communication publique, regards croisés*. Analyses et perspectives, Le courrier des maires et des élus locaux, Bourg-en-Bresse, 1998, 74 pages.

Les professionnels

Les Annales de la Recherche Urbaine, Pratiques et professions, numéro 44 45, Plan d'Urbanisme Construction Architecture, Paris, 1990, 251 pages.

Les Annales de la Recherche Urbaine, Des métiers qui font la ville, numéro 88, Plan d'Urbanisme Construction Architecture, Paris, 2000, 167 pages.

DUBAR Claude et TRIPIER Pierre, *Sociologie des professions*, Armand Collin collection U, Liège, 2^e édition, 2005, 283 pages.

Métropolis, Profession : urbanisme, numéro 46 47, 1981, 111 pages.

ROUBAN Luc, *La fin des technocrates ?*, La bibliothèque du citoyen, Presses de Sciences PO Mayenne, janvier 1998, 131 pages.

Articles

Diagonal, « Formation des urbanistes », dossier pages 24 à 37, octobre 2005.

Le Courrier des cadres, « Savoir convaincre », dossier pages 18 à 25, numéro 1605, novembre 2005

Le Monde, « L'utopie manquée des cités-dortoirs », 6 décembre 2005.

Le Monde des initiatives : corpus de textes sur la multiplication des mots vides de sens et des sigles abscons.

Le Moniteur des travaux publics : article sur les sigles de la politique de la ville ; circulaire sur l'emploi de la langue française par les agents relevant de l'administration centrale.

OFFNER Jean-Marie, « Le vocabulaire de l'urbanisme, mots pervers et ordre social », *Métropolis*, numéro 39, pages 4 à 11, 1979, 72 pages.

Tours.Infos complément au n°57, « Renouvellement des Conseils de la Vie Locale », octobre 2004, 8 pages.

Littérature

APOLLINAIRE Guillaume, *Alcools* suivi du Bestiaire et de *Vitam impendere amori*, Poésie Gallimard, Saint-Amand, 2001, 190 pages

ARAGON Louis, *Le Paysan de Paris*, Gallimard, Saint-Amand, 1998, 246 pages.

ORWELL George, *1984*, Folio, Gallimard, Barcelone, 2005, 408 pages.

QUENEAU Raymond, *Zazie dans le métro*, Folio, Gallimard, Saint-Amand, 2002, 189 pages.

SARRAUTE Nathalie, *Pour un oui ou un non*, Folio Théâtre, Gallimard, Saint-Amand, 2005, 83 pages.

Sites Internet

Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale : www.adeles.org

Commission Nationale de Débat Public : www.cndp.fr

Institut canadien des urbanistes: www.cip-icu.ca

Légifrance : www.legifrance.fr

Ordre des urbanistes du Québec: www.ouq.qc.ca

Revue canadienne de science politique: www.cpsa-acsp.ca

Table des sigles

ABF Architecte des Bâtiments de France
ADELS Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale
ADSL Asymmetric Digital Subscriber Line
AFIT Association Française d'Ingénierie Touristique
AFNOR Association Française de NORmalisation
AMO Assistant Maîtrise d'Ouvrage
ANAH Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat
APERAU Association pour la Promotion de l'Enseignement et de la Recherche en Aménagement et Urbanisme
AudéLOR Agence d'urbanisme et de développement économique du pays de LORient

BEATRICE Banque pour l'Etude Analytique en Temps Réel des Informations sur le Commerce Extérieur
BIT BInary digiT
BTS Brevet de Technicien Supérieur

CAPL'Orient Communauté d'Agglomération du Pays de Lorient
CCI Chambre de Commerce et d'Industrie
CDA/ CA Communauté D'Agglomération
CDC/CdC/ CC Communautés de Communes
CDC Caisse des Dépôts et Consignations
CDT Comité Départemental du Tourisme
CEE Communauté Economique Européenne
CES Conseil Economique et Social
CESA Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement
CEU Conseil Européen des Urbanistes
CFDU Conseil Français Des Urbanistes
CGT Confédération Générale du Travail
CGT Compagnie Générale Transatlantique
CIA Central Intelligence Agency
CIGALE Club d'Investissement pour une Gestion Alternative et Locale
CLSH Centre de Loisir Sans Hébergement
CNDP Commission Nationale du Débat Public
CNFPT Centre National de la Fonction Publique Territoriale
Corail Confort rail
Courly Communauté Urbaine de Lyon
CSP Catégorie SocioProfessionnelle
CU Communauté Urbaine
CUT Coordinated Universal time
CVL Conseil de la Vie Locale

DD Direction Départementale
DDA Direction Départementale de l'Agriculture
DDAF Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
DDASS Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDE Direction Départementale de l'Equipement
DDR Dotation de Développement Rural
DEA Diplôme d'Etudes Approfondies

DESS Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées
DEUG Diplôme d'Etudes Universitaires Générales
DGD Dotation Générale de Décentralisation
DGE Dotation Globale d'Equipement
DGF Dotation Globale de Fonctionnement
DGI Direction Générale des Impôts
DGLF Délégation Générale à la Langue Française
DGS Directeur Général des Services
DPLG Diplômé Par Le Gouvernement
DSU Dotation de Solidarité Urbaine
DSK Dominique Strauss-Kahn
DUP Déclaration d'Utilité Publique
DUP Direction de l'Urbanisme et des Paysages

ECG ElectroCardioGramme
EDF Electricité De France
ENS Espace Naturel Sensible
ENS Ecole Nationale Supérieure
EPCI Etablissement Public de Coopération Intercommunale
EPIC Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial
EPUT Ecole Polytechnique de l'Université de Tours
ETAM Employé-Technicien-Agent de Maitrise
EULALIE Equipement Urbain Léger Analysant et Limitant par l'Informatique les
Embouteillages

FAC Formation et Action Citoyennes
FBI Federal Bureau Agency
FEDER Fonds Européen de DEveloppement Régional
Fiat Fabrique Italienne d'Automobiles de Turin
FISAC Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce
FSU Fonds Social Urbain

GAM Groupe d'Action Municipal
GERTRUDE Gestion Electronique de la Régulation du Trafic Routier Défiant les
Embouteillages
GES Gaz à effet de serre
GPV Grand Projet de Ville

HLM Habitation à Loyer Modéré

IDE Infirmière Diplômée d'Etat
IDE Investissement Direct Etranger
INRI Iesus Nazareus Rex Iudaeorum
ISO International Organization for Standardization
IUP Institut Universitaire Professionnalisé
IUP Institut d'Urbanisme de Paris
IUT Institut Universitaire de Technologie

Laser Light amplifacation by simulated emission of radiation
LAURE Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie

LEADER+ Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rural
LEP Lycée d'Enseignement Professionnel
LGV Ligne à Grande Vitesse
LMD Licence, Master, Doctorat
LOADDT Loi d'Orientation pour l'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
LOF Loi d'Orientation Foncière
LOLF Loi Organique relative aux Lois de Finances
LOV Loi d'Orientation sur la Ville

MG Morris Garages
MST Maîtrise des Sciences et Techniques

NIMBY Not In My Back Yard
NTIC Nouvelles Technologies d'Information et de Communication
NUTS Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques

OCDE Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONF Office National des Forêts
ONIVINS Office National Interprofessionnel des VINS
ONU Organisation des Nations Unies
OPAC Office Public d'Aménagement et de Construction
OPQU Office Professionnel de Qualification des Urbanistes
ORAC Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce
OS Ouvrier Spécialisé

PAC Politique Agricole Commune
PACT Programme d'Action Contre les Taudis
PACT Protection, Amélioration, Conservation et Transformation de l'habitat
PACTE Protection, Amélioration, Conservation et Transformation de l'habitat et Entretien des locaux
PADD Projet d'Aménagement et de Développement Durable
PAE Programme d'Aménagement d'Ensemble
PAR Plan d'Aménagement Rural
PCC Pour Copie Conforme
PCS (code des) Professions et des Catégories Sociales
P-DG Président-Directeur Général
PDP Plan de Déplacements de Paris
PDU Plan de Déplacements Urbains
PIG Projet d'Intérêt Général
PLH Programme Local de l'Habitat
PLOUF Projet de Loi d'Orientation Foncière d'Urbanisme
PLU Plan Local d'Urbanisme
PLUM PLaneur Ultra léger Motorisé
PNR Parc Naturel Régional
POS Plan d'Occupation des Sols
PPRI Plan de Prévention des Risques d'Inondation
PRO Pont ROulier
PTT Postes, Télégrammes et Télégraphes
PUD Plan d'Urbanisme de Détail

PUD Plan d'Urbanisme Directeur

QCM Question à Choix Multiples

Radar radio detection and ranging

RAF Royal Air Force

RATP Régie Autonome des Transports Parisiens

RPR Rassemblement Pour la République

SAR Son Altesse Royale

Scot Schéma de Cohérence territoriale

SDF Sans Domicile Fixe

SEB Société d'Emboutissage de Bourgogne

SELC Société d'Equipement du Loir-et-Cher

Séli Société d'Equipement du Limousin

SEM Société d'Economie Mixte

Semclohr Société d'Economie Mixte pour la Construction de Logements dans le Haut-Rhin

SEMNA Société d'Economie Mixte de Nanterre

SESAME Système d'Etudes pour un Schéma d'Aménagement (de la France)

SFU Société Française des Urbanistes

SGAR Secrétariat Général aux Affaires Régionales

SITRAM Syndicat Intercommunal des Transports de l'Agglomération Mulhousienne

SIVOM Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples

SNCF Société Nationale des Chemins de Fer Français

SODEDAT 93 Société D'Equipement et D'Aménagement du Territoire de la Seine-Saint-Denis

SRU Solidarité et Renouvellement Urbains

S2R Société Rennaise de Rénovation

TCSP Transports en Commun en Site Propre

TER Train Express Régional

TGV Train à Grande Vitesse

TIC Technologies d'Information et de Communication

TIR Train InterRégional

TOS personnel Technique, Ouvrier et de Service

TSP Transport en Site Propre

TUC Temps Universel Coordonné

UIT Union Internationale des Télécommunications

UNADEL Union Nationale des Acteurs du Développement Local

UNESCO Unatied Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

UNICEF Unatied Nations International Children's Emergency Fund

USA United States of America

UTC Universal Time Coordinated

VGE Valéry Giscard d'Estaing

VITE Voie Urbaine de Transport Express

VO Version Originale

VRD Voirie et Réseaux Divers

VTT Vélo Tout Terrain

YSL Yves Saint-Laurent
ZA Zone d'Activité
ZA Zone Artisanale
ZAC Zone d'Aménagement Concerté
ZAD Zone d'Aménagement Différé
ZEP Zone d'Education Prioritaire
ZFU Zone Franche Urbaine
ZIP Zone Industrielle Portuaire
ZNIEFF Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique
ZPPAU Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain
ZPPAUP Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager
ZUP Zone à Urbaniser par Priorité /Zone à Urbaniser en Priorité

Tables des abréviations et symboles

Au or (Aurum)

Cf. Confer

cl centilitre

DM Deutsch Mark

Etc. et cetera

€ euro

FF Franc français

Ib. Ibidem

Id. idem

kg kilogramme

M. Monsieur

Mlle Mademoiselle

Zn zinc

Table des sigles et abréviations canadiens

ACSP Association Canadienne de Science Politique

Ca Canada

CAA Association Canadienne des Automobilistes

CAU Comité d'Architecture et d'Urbanisme de la ville de Montréal

CCU Conseil Consultatif d'Urbanisme

CÉGEP Collège d'Enseignement Général et Professionnel

CIU Canadian Institute of Urbanism

CRDIM Conseil Régional de Développement de l'Ile de Montréal

CREM Conseil Régional de l'Environnement de Montréal

CSEVM Commissions des Services Electriques de la Ville de Montréal

HLM Habitation à Loyer Modique

ICU Institut Canadien des Urbanistes

LAU Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme

MAMR Ministère des Affaires Municipales et Régionales

MAPAQ Ministère de l'Agriculture Pêcherie Alimentation du Québec

MCCQ Ministère de la Culture et des Communications du Québec

MER Ministère de l'Energie et des Ressources

MICU Membre de l'Institut Canadien des Urbanistes

MRC Municipalité Régionale de Comté

OCPM Office de Consultation Publique de Montréal

OUQ Ordre des Urbanistes du Québec

PAE Plan d'Aménagement d'Ensemble

PIIA Plan d'Implantation et d'Intégration Architecturale

PPCMOI Projet Particulier de Construction, de Modification et d'Occupation d'un Immeuble

PPU Programme Particulier d'Urbanisme

PSAR Projet de Schéma d'Aménagement Révisé (1 et 2)

Qc Québec

RAA Type de zone réglementaire

RCI Règlement de Contrôle Intérimaire

RMR Région Métropolitaine de Recensement

RTA Région de Tri d'Acheminement

SAR Schéma d'Aménagement Révisé

STF Séjour Travail Formation

UQAC Université du Québec A Chicoutimi

Table des matières

INTRODUCTION	2
PARTIE I PRESENTATION DE LA RECHERCHE	5
<i>I Des observations comme point de départ</i>	<i>5</i>
<i>II Les hypothèses</i>	<i>6</i>
<i>III Quelques définitions nécessaires.....</i>	<i>7</i>
A Les professionnels : de qui s'agit-il ?	7
1 Qu'est-ce qu'un professionnel ?	7
a : Les professions	7
b : Les professions de l'aménagement-urbanisme	9
B Le langage : de quoi s'agit-il ?	18
1 Langue et pouvoir : les attributs du langage	19
a : La langue comme processus identitaire	19
b : Le pouvoir du langage	22
2 La communication	25
a : Faire savoir et savoir faire	25
b : Echanger et informer	26
C : Les sigles, un aspect particulier de la langue	29
1 Distinctions entre les figures	29
a : Définitions	29
b : Caractéristiques	30
2 Des origines à nos jours	31
a : L'histoire des sigles	31
b : Les sigles aujourd'hui	32
3 La contribution des sigles	33
a : Evolution, voire révolution pour la linguistique	33
b : Naissance de nouveaux mots	33
c : Quelques qualités	35
PARTIE II LE CŒUR DE LA RECHERCHE	37
<i>I L'aménagement et les individus.....</i>	<i>37</i>
A L'aménagement et le profane	37
1 Qu'est-ce que l'aménagement-urbanisme ?	37
2 Le pouvoir de l'aménagement	38
B Tous concernés	39
1 L'aménagement au cœur de la cité	39
a : Impacts sur le quotidien	39
b : Trois niveaux d'action	39
c : La relation entre les trois acteurs de l'aménagement	40
2 Tous acteurs	41
a : La démocratie participative	41
b : La participation française	45
<i>II L'aménagement et le discours</i>	<i>45</i>
A Le langage urbain et urbanistique	45
1 Sur la ville	46
2 De la ville	47
3 Qui conçoit la ville	48
B Langage, langue et profession	49
1 Le discours des professionnels	49
a : La technicité comme signe d'expertise	49
b : Une parole claire comme obligation	50
c : Une nécessité de compréhension	50
d : Un moyen de convaincre	50
2 Le discours spécifique des aménageurs-urbanistes	52
a : Les professionnels et le public	52
b : Un communicant et un médiateur	52
c : Un rôle renforcé	53
d : Dans quelles circonstances ?	54
3 L'aménagement-urbanisme et son métalangage	55
a : Un langage technique abscons	55
b : L'explication possible d'une telle langue	56
<i>III L'aménagement, les professionnels et les sigles</i>	<i>59</i>
1 Un danger pour la compréhension	59
a : Exclusion des citoyens	59
b : Non communication inter professionnelle	64

c : Entre manipulation et ésotérisme.....	66
3 Un danger pour l'aménagement.....	68
a : Cacher un vide linguistique et des concepts creux	68
b : Image véhiculée	69
PARTIE III LES PROFESSIONNELS SONT-ILS DES MANIPULATEURS OU DES VICTIMES ?	72
<i>I La vérification des hypothèses par des entretiens avec des professionnels</i>	<i>72</i>
A Le contexte des rencontres	72
1 L'aménagement-urbanisme canadien	72
2 L'aménagement-urbanisme québécois.....	73
3 Les sigles québécois	74
4 La France, le Québec et l'aménagement-urbanisme	75
B La démarche méthodologique	75
1 Un questionnaire pour mener l'entretien	75
a : Les questions soumises aux professionnels	75
b : Des aveux en demi-teinte	76
2 Les aménageurs-urbanistes interrogés	76
<i>II Les résultats des entretiens : des réponses à l'analyse.....</i>	<i>77</i>
1 Ce que les aménageurs-urbanistes ont répondu	77
2 L'analyse des réponses pour dégager des comportements.....	78
a : Selon les réponses québécoises	78
b : Selon les réponses françaises.....	79
C Le Québec, la France et les sigles	81
1 Ésotérisme français et manipulation québécoise.....	81
2 Spécificité française.....	82
CONCLUSION	83
BIBLIOGRAPHIE	86
TABLE DES SIGLES.....	90
TABLES DES ABREVIATIONS ET SYMBOLES.....	95
TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS CANADIENS	96
TABLE DES MATIERES.....	97
ANNEXES	99

ANNEXES

I L'OGAME CELTE

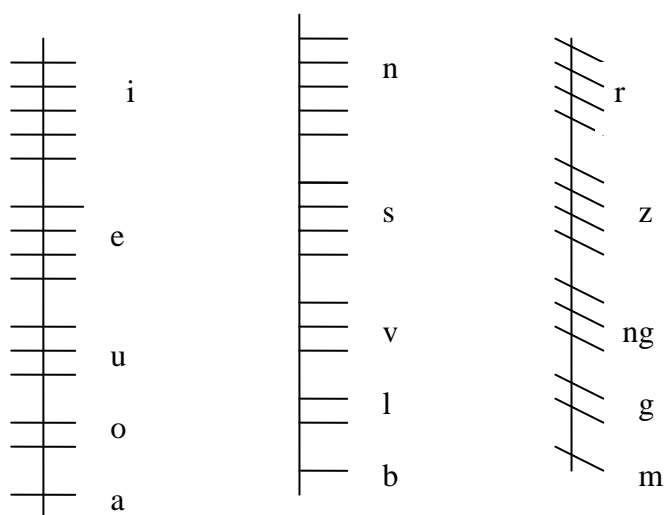
II *ANSE-SAINT-JEAN ET LA LUTTE POUR LA SURVIE DE L'ECO-SYSTEME*

III QUESTIONNAIRE SOUMIS AUX PROFESSIONNELS QUEBECOIS

IV QUESTIONNAIRE SOUMIS AUX PROFESSIONNELS FRANÇAIS

L'OGAME CELTE

« L'origine de l'écriture baigne d'ailleurs sans doute dans la magie et le secret. Les *runes* germaniques (vieil islandais *runar*, « secret », vieux saxon *rūna*, « chuchotement ») sont divinatoires avant d'être alphabétiques et l'*ogam* celtique (Irlande et Pays de Galles) jouait également un rôle dans la magie. L'écriture ogamique était constituée par des entailles tracées à partir de l'arête d'une pierre ou d'un morceau de bois, vers la gauche de l'arête, vers sa droite ou en travers :



Cette organisation des signes ogamiques en quatre groupes de cinq signes constituait peut-être un rappel de la numération vigésimale alors en vigueur, et le nom des signes évoquait pour sa part le rôle sacré et mythique des arbres : « chaque signe porte le nom d'un arbre ou d'un arbuste, nom dont la lettre initiale correspond à la valeur phonique du signe. C'est ainsi que le signe qui note *b* s'appelle *bethe*, « bouleau », celui *d*, *daur* « chêne », celui qui note *a*, *ailm*, « sapin », etc. C'est l'application de la méthode acrophonique ; mais par une fantaisie étrange tous les noms de lettres sont empruntés au règne végétal. » (James Février, *Histoire de l'écriture*, Paris, Payot, 1959, p.521.)

On voit qu'il y a, dans cette nomination acrophonique, un procédé qui s'apparente, dans l'oral, à celui de la siglaison. »

Louis-Jean Calvet, *Les sigles*, Presses universitaires de France, 1980, pages 10 à 12.

*ANSE-SAINT-JEAN ET LA LUTTE
POUR LA SURVIE DE L'ECO-SYSTEME (1991)*

« Cette corporation à but non lucratif s'inscrivait maintenant dans le collimateur de la bureaucratie de l'administration publique. Aux yeux des promoteurs, ce projet devenait un dossier et ce qui paraissait facile à financer devenait aux yeux des citoyens une saga tragico-comique. On leur proposait des programmes de création d'emplois « pour les aider »...

On va vous financer un étudiant pour un programme défi 25, 35 et toutes sortes de programmes gouvernementaux d'aide à l'emploi, disait-on. Alors que c'était un centre de ski qu'on voulait faire (...) À force des rincer, je me suis retrouvé presque seul avec C. D. de ma gang au C.A.

Après un an de « cheminement » en remplissage de demandes de subvention, de rencontres, de remplissage de formules, je leur ai dit, eih ! c'est pas notre vie, nous autres, des demandes de subventions (...) nous autres on était pas arrêtés par des principes politiques où il fallait passer par un avant l'autre, toute la hiérarchie politique (...) eih ! J'ai dit, ça se peut, on s'est fait embarquer raide. Mais, ils avaient le gros bout, car ils avaient réussi à avoir l'appui de la municipalité, tous les maires, les MRC, la STF, le CAA, le RAA et tout ce que tu pourras inventer comme sigles, c'était rendu qu'ils avaient 20 tiroirs de lettres d'appui (...) et là, on était en 1988, j'ai débarqué quand ils m'annoncent qu'au bout d'un an, ils venaient de décrocher un « défi 1988 ». Je suis plus capable de travailler avec vous autres. (Mais dans ma tête, je savais maintenant que je serais plus libre pour agir). Le projet du Mont-Édouard était devenu le party pour eux autres, car le dernier citoyen de l'Anse au C.A. avait été évincé par un vote de non confiance (...) Le projet aurait pu durer 20 ans (...) pour eux autres la population venait après. Pour eux autres, c'était un projet où ils pouvaient justifier leur salaire. Durant ce temps, on pouvait dire que le dossier chemine, on le structure, on l'enrobe, il est le prétexte à des réunions toutes les semaines (...) ils avaient une aide technique grâce à l'article 38 qui leur avait permis d'engager quelqu'un qui répondait à la correspondance, remplissait les demandes de subvention, etc. (...) Ça duré ainsi jusqu'au temps où je téléphone au président, Lucien Martel, pour lui dire : « Le projet du Mont-Édouard, c'est pas pour 10 ans, c'est tout de suite qu'on a besoin. Moi je vis ici et toi tu vis à Chicoutimi. Tu as un salaire de 110 000 \$ /année, pour toi, ça presse pas. Icitte, les gars, c'est la valise sur le perron de la porte, sont tous prêts à partir, ils ont plus rien, sont dans la rue, plus d'emploi, sur le bien-être, sont plus capables de payer leur épicerie... et en plus, l'espoir du Mont-Édouard ne nourrit plus maintenant et là, c'est fini, vos subventions ça rentre plus (...) On était vraiment écœurés de cette partie politique (lire partie de poker) ». »

Pierre-W. BOUDREAULT, sociologue, professeur au département des sciences humaines, Université du Québec à Chicoutimi.

Source www.classiques.uqc.ca/contemporain/boudreault_pierre_w/anse_saint_jean

QUESTIONNAIRE SOUMIS AUX PROFESSIONNELS QUEBECOIS

L'aménagement en question :

Que pensez-vous de la participation du public ? (obligatoire, inutile, inefficace)

Participez-vous à des débats publics, ou avez-vous des rapports avec la population au cours de projet d'aménagement ?

Que pensez-vous du discours des professionnels ? Est-il suffisamment clair pour les non professionnels?

Ecrivez-vous des articles ?

Pensez-vous que la compréhension soit plus facile à l'écrit qu'à l'oral ?

Pensez-vous que le langage employé soit compris par le public ? (vocabulaire technique, noms des outils ou des politiques)

Avez-vous noté un emploi abusif de termes techniques ?

Si oui, depuis combien de temps ?

Que pensez-vous du recours aux sigles ?

Avez-vous noté une multiplication des sigles dans le vocabulaire en aménagement-urbanisme ?

Lorsque vous êtes en contact avec la population faites-vous attention aux sigles que vous utilisez ? Sont-ils bien compris ?

Entre collègues ou entre professionnels, vous est-il déjà arrivé de ne pas comprendre un sigle ? Si oui lequel ?

Quel regard portez-vous sur les autres secteurs qui utilisent beaucoup de sigles ?

Quelle est votre pratique des sigles ? (vous les utilisez systématiquement, ou au contraire vous employez la traduction)

Pensez-vous que vos collègues agissent de même ? Et les élus ?

Quel sentiment avez-vous face à une personne non professionnelle qui reprend un sigle ?

Pourquoi préférez-vous employer le sigle plutôt que le développement ?

Quelles sont les qualités de l'usage des sigles ?

Et ses défauts ?

Test :

Que signifie ?

RMR	MAPAQ	CSEVM	RADAR
PAE	MCCQ	CRDIM	GES
PIIA	MER	CREM	HLM
CAU			
CCU			
RTA			
PPU			
PPCMOI			
OCPM			
LAU			

L'interrogé :

Sexe, âge, profession (niveau hiérarchique, formation et combien d'années d'exercice)

QUESTIONNAIRE SOUMIS AUX PROFESSIONNELS FRANÇAIS

L'aménagement en question :

Participez-vous à des débats publics, ou avez-vous des rapports avec la population au cours de projet d'aménagement, écrivez-vous des articles ?

Que pensez-vous de la participation du public ? (obligatoire, inutile, inefficace)

Que pensez-vous du discours des professionnels ? Est-il suffisamment clair pour les non professionnels ?

Avez-vous noté un emploi abusif de termes techniques ?

Pensez-vous que le langage employé soit compris par le public ? (vocabulaire technique, noms des outils ou des politiques)

Avez-vous noté une multiplication des sigles dans le vocabulaire en aménagement-urbanisme ?

Lorsque vous êtes en contact avec la population faites vous attention aux sigles que vous utilisez ? Sont-ils bien compris ?

Entre collègues ou entre professionnels, vous est-il déjà arrivé de ne pas comprendre un sigle ? Si oui lequel ?

Que pensez-vous du recours aux sigles ?

Quel regard portez-vous sur les autres secteurs qui utilisent beaucoup de sigles ?

Quel sentiment portez-vous face à une personne qui reprend un sigle ?

Quelle est votre pratique des sigles ? (vous les utilisez systématiquement, ou au contraire vous employez la traduction)

Ont-ils une qualité ?

Quel est leur défaut ?

Test :

Que signifie ?

POS	SRU	SIVOM	ZNIEFF
PLU	LOADDT	CDA / CDC/CC	ZPPAUP
PDU	LAURE	GAM	ZUP
PLH	LOV	CVL	ZAC
PPRI	LOF		
VRD		CCI	Radar
		DDE	GES
TGV	ORAC		
LGV	FISAC		
TCSP	FEDER		

L'interrogé :

Sexe, âge, profession (formation et combien d'années d'exercice)